

Revue de presse du 11 septembre 2015

INTERNATIONAL.....	4
RTBF / Afflux de réfugiés: la France n'est pas vraiment une terre d'accueil	4
NATIONAL	5
20 Minutes / L'économie française peut-elle absorber le flux de réfugiés?.....	5
Le monde / Quelles initiatives pour aider les migrants en France ?	6
Huffington Post / Comment vous pouvez aider les migrants qui traversent la Méditerranée.....	8
Europe 1 / Ce que vous pouvez faire pour aider les migrants.....	9
Politis / Réfugiés : la résistance des Justes s'organise	10
Le monde / Plusieurs milliers de personnes rassemblées place de la République à Paris en soutien aux migrants.....	11
Le monde / Migrants : la mobilisation en faveur de l'accueil des réfugiés en France reste timide...	11
ELLE / Migrants : que peut-on faire pour les aider ?	12
Le JDD / Appel des 66 artistes : ils donneront un de leurs cachets pour les migrants.....	13
Le Monde / Quand les artistes se mobilisent pour les réfugiés.....	14
Libération / Avec sa proposition d'un statut de «réfugiés de guerre», Sarkozy a dix ans de retard ...	17
FranceTVinfo / Non, les migrants ne veulent pas tous rejoindre la France	18
L'Obs / Migrants : Strasbourg sur le pont pour accueillir les réfugiés.....	20
Slate / François Hollande emploie le mot «réfugiés» (et non migrants).....	22
L'Obs / "Hotspots", "centres d'enregistrement des migrants" : de quoi parle-t-on ?	24
Libération / Alex Lutz secoue le monde artistique pour aider les réfugiés.....	26
La croix / Comment la France compte organiser l'asile	26
Pèlerin / Quand les familles ouvrent leurs portes	28
Rue89 / Réfugiés : nos réponses à vos questions, parfois gênantes.....	29
France 24 / Réfugiés en France : la difficile question de l'hébergement.....	35
La Vie / Trier les migrants ?.....	36
TF1 / Vous souhaitez aider des réfugiés : les bons réflexes à avoir et les idées reçues	37
Le JDD / Accueil des réfugiés : les maires peuvent-ils choisir des chrétiens en priorité?.....	38
L'humanité / Quai d'Austerlitz : plus de réfugiés, plus de solidarité.....	38
La Croix / Crise des réfugiés ce que la France peut faire. Paroles Geneviève Jacques Présidente de la Cimade « Un véritable accueil doit s'inscrire dans la durée ».....	40

France Inter / Le téléphone sonne	40
LCI	40
Europe 1 / Journal de 13h	41
RFI en espagnol / Journal.....	41
Présence Protestante.....	41
Femmes ici et ailleurs / Rencontre avec Geneviève Jacques	41
RFI / Journal.....	41
BFMTV / Les premiers réfugiés en provenance d'Allemagne sont arrivés en France	41
Libération / Un festival de théâtre consacré aux réfugiés	41
Mediapart / « Etre là, c'est le minimum »	42
FranceTVinfo / Migrants : l'AFP attaque Robert Ménard pour "falsification" d'une de ses photos ..	42
REGIONAL	44
La république des Pyrénées / Orthez : deux familles de réfugiés d'Orient bientôt accueillies	44
Midi Libre / Migrants : "Une obligation d'accueil" à Montpellier	45
La voix du nord / Roubaisis : début de mobilisation pour les réfugiés.....	45
Ouest France / Réfugiés à Alençon. L'urgence des moyens est réelle pour ces militantes	46
La voix du nord / Un toit, des vêtements, du temps... Un site pour savoir où et à qui donner	46
Le Parisien / Essonne : quels sont les maires prêts à accueillir des réfugiés ?	47
Ouest France / Réfugiés. Les artistes appellent à la solidarité.....	49
France Bleu Picardie / Migrants : à Corbie dans la Somme, Brigitte a accueilli une famille tchéchène pendant plus d'un an.....	50
La Provence / L'accueil des réfugiés s'organise	51
Le parisien / Cergy : 110 réfugiés syriens arrivent à l'île de loisirs.....	51
Courrier picard / «Amiens doit s'ouvrir aux réfugiés».....	52
La république des Pyrénées / Une famille albanaise expulsée 2 jours après la rentrée scolaire.....	53
Nord Eclair / Accueil des réfugiés : la métropole lilloise solidaire	54
Le parisien / Cergy se tient prêt	54
Le parisien / Accueil de réfugiés : les maires entre bonne volonté, inquiétude et réticence.....	55
Le parisien / Migrants : n'accueillir que des chrétiens, une idée «funeste» pour Cazeneuve	56
Midi libre / L'idée de n'accueillir que des réfugiés chrétiens condamnée par le gouvernement.....	57
Presse Océan / Solidarité La Région débloque 100 000 euros pour l'accueil de réfugiés	58
Le Télégramme / Pays de la Loire. Une enveloppe de 100.000 € pour l'accueil des réfugiés.....	59
La Montagne / Depuis 2003, à Aurillac, la Cimade accompagne les réfugiés, les migrants et les	

demandeurs d'asile.....	59
Le Dauphiné / Ils ouvrent leurs portes aux réfugiés	60
Le parisien / Accueil des migrants : une énorme mobilisation montée dans l'urgence	61
Sud Ouest / Pyrénées-Atlantiques : l'expulsion d'une famille albanaise suscite l'indignation.....	62
La Marseillaise / « L'aide aux réfugiés : une mission d'État que j'assume avec plaisir ».....	63
AngersMag / Migrants et réfugiés : « L'hospitalité est l'une de nos valeurs ».....	64
France 3 IDF / Journal 19h à 06'05	66
France 3 Basse-Normandie / Journal de 19h à 03'55	66
France 3 Pays de Loire / Journal de 19h à 05'50.....	66
Lyon mag / ils sont 66.	66
Ap2RL / Agence de presse audio	66
Ouest France / La question des migrants passe aussi par Nantes	67
Ouest France / Aider les migrants autrement qu'en les hébergeant	68
Ouest France / « Nous avons besoin de bénévoles »	69

RTBF / Afflux de réfugiés: la France n'est pas vraiment une terre d'accueil

07/09/2015

La France est prête à accueillir 24 000 personnes sur deux ans, dans le cadre des quotas de réfugiés européens. Le président, François Hollande l'a affirmé ce lundi, lors d'une conférence de presse. Or jusqu'ici, la France est moins concernée par l'afflux des migrants. Chiffres à l'appui.

Depuis le début de l'année, la France n'a enregistré que 1773 demandes d'asile provenant de syriens (sources Eurostat). Par ailleurs, en un an, elle a accueilli un peu plus de 2000 irakiens, des chrétiens et des Yézidis. Ces derniers sont les seuls migrants à bénéficier d'un visa et d'une procédure accélérée de demande d'asile: huit jours, au lieu de trois à quatre mois, voire plus pour les autres. Et la demande d'asile observée ces derniers jours en France est tellement faible, qu'elle n'est même pas visible statistiquement. On est donc loin des 15 à 16 000 syriens arrivés en Allemagne, ce week-end !

Pourquoi si peu d'ouverture comparé à l'Allemagne ou à la Suède ?

En France, les procédures administratives sont tellement complexes et les délais sont si longs, qu'ils finissent par dissuader les migrants d'introduire une demande d'asile. De plus, en France, les hommes ou les femmes seuls ne peuvent pas être accueillis dans des centres d'accueil. Et cela, les migrants le savent. Mais la raison de cette fermeture est essentiellement politique. Gérard Sadik, coordinateur de la Cimade, la Commission nationale asile, en France, nous le confirme : " La France est dans une situation délétère, avec un Front national fort et un parti de droite qui demande de ne pas ouvrir les portes aux étrangers. Face à cette situation, il y a beaucoup de réticences, que ce soit de la part des maires de droite ou de gauche. Ils sont paralysés par le risque de voir le Front national remporter les élections régionales ".

Rappelons en effet que le Front national est arrivé premier parti français aux dernières élections européennes. Mais bien sûr, il n'a pas autant de poids au Parlement européen, qu'il n'en a en France.

L'ouverture de 24 000 places annonce donc un changement qui sera bien difficile à faire accepter et à mettre en œuvre. On peut s'attendre à des freins politiques mais aussi structurels. "Cela nécessitera un gros effort de création de places d'hébergement ou de logements... car ces 24 000 places supplémentaires représentent près de la moitié du dispositif déjà existant dans le pays", fait remarquer Gérard Sadik. Actuellement, en effet, la France dispose d'un peu plus de 50 000 places qui sont réparties dans des centres d'accueil et d'encadrement, et des centres d'hébergement d'urgence : "Il va falloir créer un autre système, avec moins de procédures, moins d'exams, des accueils plus structurés..." prévient encore Gérard Sadik.

20 Minutes / L'économie française peut-elle absorber le flux de réfugiés?

10/09/2015 Oihana Gabriel

Le débat fait rage après que la France s'est engagée à accueillir 24.000 migrants de plus sur deux ans. Certains y voient un danger, d'autres une chance pour l'économie française.

Une poignée de migrants

Le France reçoit autour de 200.000 migrants par an, 12.000 migrants en plus ne changeront pas la donne. D'autant qu'il s'agit de familles, donc ils ne vont pas tous chercher du travail. Mais il est probable que l'afflux va se renforcer dans les prochains mois.

L'immigration fait-elle augmenter le chômage ?

Le Front national aime à confondre immigrés et chômeurs. Selon l'Insee, en 2010, le taux de chômage des immigrés hors UE était de 20 %, contre 9 % pour celui des non-immigrés. « Il y a une période de chômage incompressible pour apprendre la langue, repasser des diplômes », souligne l'économiste Gilles Saint-Paul. Mais pour Xavier Chojnicki, auteur de *On entend dire* que l'immigration coûte cher à la France : « des études montrent que l'immigration a un impact limité sur le marché de l'emploi. La légère hausse du chômage tend à disparaître entre quelques mois et deux ans. »

Les immigrés prennent-ils les emplois des Français ?

Autre intox du FN : les immigrés « volent » les emplois des Français. « Les immigrés qui arrivent en France sont dans leur majorité peu qualifiés, ils entrent donc dans une relation de complémentarité plutôt que de substituabilité avec les autochtones, souligne Xavier Chojnicki. Avec une forte concentration des immigrés dans l'hôtellerie-restauration, l'intérim, la sécurité et le nettoyage. Autre caractéristique : ils sont plus mobiles, et donc comblent les emplois non pourvus. « Une étude sur l'Europe entre 1996 et 2010 prouve que ces migrants poussent les locaux à prendre des emplois plus qualifiés souvent dans la même entreprise », souligne Thibault Gajdos, économiste au CNRS.

Quid des plus diplômés ?

Les 24.000 réfugiés syriens qui arrivent appartiennent à la classe moyenne. Rien de nouveau, rappelle Lise Saron, de la Cimade, association de solidarité avec les migrants. « Les personnes qui quittent leur pays ne sont pas les plus pauvres car le parcours, souvent long, coûte cher. Mais ils vivent souvent un déclassement social. » Ainsi, une majorité de migrants occupent des emplois en dessous de leurs qualifications. Pour des raisons de non-reconnaissance de leurs diplômes, d'apprentissage de la langue, mais surtout par manque de papiers d'identité. « La Cimade a ainsi suivi une Albanaise dentiste qui a fait des ménages pendant dix ans », raconte Lise Saron.

Bénéficient-ils de davantage de prestations sociales ?

« Ces populations reçoivent davantage d'aides aux chômeurs et familles, mais en contrepartie, cette population plus jeune que les autochtones, pèse moins pour les caisses de retraite et de santé, les plus coûteuses pour l'Etat », reprend Xavier Chojnicki. Une étude sur l'impact de l'immigration à l'horizon 2050 montrait que si le solde migratoire (aujourd'hui de 100.000 personnes) baissait à 0, le déficit de la France augmenterait d'1,5 %.

Est-ce que la France a intérêt à ouvrir davantage ses frontières ?

Quatre particularités par rapport à ses voisins européens nuancent la réponse. Le vieillissement de la population est nettement moins marqué qu'en Allemagne. La France ne devrait donc pas être touchée par une pénurie de main-d'œuvre. Et avec un taux de chômage à 10,5 %, l'économie française a plus de mal à intégrer de nouveaux arrivants, qu'ils soient jeunes Français ou venus d'ailleurs. Pour l'économiste Gilles Saint-Paul « en France, avec un marché du travail rigide (coût de licenciement élevé, salaire négocié par branche et plancher du smic), l'entrée des migrants prend plus de temps qu'en Allemagne. » Enfin, la France s'avère peu attractive pour les plus diplômés, qui s'insèrent plus facilement. « On est en concurrence avec la Grande-Bretagne ou la Suède, où les différences salariales plus importantes séduisent les plus qualifiés », assure Gilles Saint-Paul.

Les conditions pour mieux absorber ces travailleurs

« Au-delà de notre devoir moral, il faut s'assurer que l'Etat donne une situation stable juridiquement à ces migrants pour qu'ils puissent chercher du travail rapidement, plaide Thibault Lanxade, vice-président du Medef. Pôle emploi, le Medef et l'Etat doivent identifier les compétences de ces personnes et les flécher vers des entreprises désireuses de les accueillir. » Thibault Gadjos ajoute comme condition un changement de mentalité en France : « Il faut réfléchir sur l'école, l'urbanisme pour éviter de produire du Calais. » Et l'économiste de conclure : « L'impact sur notre économie de ces migrants dépend aussi de nous et pas seulement de la conjoncture économique. »

Le monde / Quelles initiatives pour aider les migrants en France ?

04/09/2015

La photo du jeune Aylan, 3 ans, mort noyé en tentant de gagner l'Europe, a suscité un émoi international et donné un visage aux milliers de migrants qui affluent depuis la Méditerranée. En France, l'opinion publique semblait encore très récemment réticente à l'accueil des migrants (à 56 % selon un récent sondage) mais de nombreux citoyens cherchent des moyens d'agir. De la simple pétition à l'accueil d'un migrant chez soi, l'action peut prendre diverses formes.

Lire aussi : En France, de timides élans citoyens en direction des réfugiés

C'est la démarche la plus immédiate pour faire entendre sa voix aux décideurs politiques. Plusieurs pétitions circulent sur Internet. L'une des dernières en date, intitulée « Nous voulons accueillir des réfugiés », a été lancée le 1er septembre par la Vague citoyenne – un mouvement né dans le sud-ouest de la France –, a déjà recueilli plus de 16 000 signatures. Une pétition, adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE), « Pour que cesse la honte en Europe », a rassemblé 460 000 personnes depuis juillet. D'autres textes se focalisent sur des sujets plus spécifiques, comme l'aide médicale aux migrants de Calais par exemple.

Fury Lite est le fruit d'un long processus de réflexion. Réinterprétation de l'Insta Pump Fury, avec un nouveau design, elle gagne en légèreté.

Rassemblements citoyens

Des citoyens rassemblés sur Facebook sous la bannière « Pas en notre nom » appellent à manifester samedi 5 septembre à 17 heures place de la République, à Paris, pour exprimer leur solidarité avec les migrants.

Des rassemblements s'organisent simultanément dans d'autres villes : à Bordeaux, à Montpellier, à Grenoble, à Vannes, à Nantes, à Briançon, à Strasbourg (à 16 heures) ou à Arras. Une manifestation est prévue dimanche 6 à Rouen, ainsi que le dimanche 13 septembre à Rennes et Marseille.

Dons aux associations et aux ONG

Dans les pays d'origine des migrants, sur les parcours qu'ils empruntent ou dans leur pays d'accueil, les migrants sont aidés par de nombreuses associations et organisations non gouvernementales (ONG) déjà très bien structurées, mais qui ont besoin pour fonctionner de recevoir de l'argent privé. En France, les dons donnent droit à des réductions d'impôts allant de 66 % à 75 % de la somme versée.

Présente à la fois au niveau international et dans chaque ville de France, la Croix-Rouge intervient en situation d'urgence et dans l'accompagnement de long terme, sanitaire et social. Caritas (Secours catholique en France) développe aussi une mission internationale d'aide aux migrants.

Sur les questions de santé, Médecins du monde et Médecins sans frontières agissent également dans les pays d'origine, sur les routes de migration (notamment en Méditerranée) et en France. Pour aider plus spécifiquement les enfants, on peut adresser ses dons à l'Unicef ou à l'ONG Save the Children, présente dans plusieurs pays d'Europe.

Plusieurs ONG ou associations se consacrent davantage à l'aide aux réfugiés ou aux demandeurs d'asile : le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) au niveau international, France Terre d'asile, la Cimade, le Gisti...

Dons en nature ou bénévolat

Spontanément, en voyant la détresse des migrants, de nombreux citoyens cherchent à offrir de la nourriture, des vêtements ou divers objets qui ne sont pas toujours utiles. « La générosité est importante, mais elle doit s'organiser pour ne pas se disperser ou rester un feu de paille », avertit Pierre Henry, porte-parole de France Terre d'asile, qui conseille par exemple de se renseigner auprès des associations locales ou des centres d'accueil des demandeurs d'asile, présents sur tout le territoire français, pour évaluer leurs besoins.

De même, lorsqu'on souhaite offrir de son temps en devenant bénévole, le plus efficace est de s'adresser aux antennes locales des ONG citées ci-dessus. Plusieurs types de profils sont recherchés en fonction des missions : distribution de nourriture, interprétariat, cours de français, accompagnement dans les démarches administratives et conseil juridique... Mais Pierre Henry met en garde : « Le bénévolat est un engagement dans la durée. »

Hébergement

Pour éviter que les migrants dorment dans la rue alors que les centres d'hébergement sont saturés, des initiatives, encore modestes, proposent aux citoyens de les accueillir chez eux. Inspirée de l'organisation allemande Refugees Welcome, le mouvement Singa, soutenu par le HCR, vient de lancer un réseau d'hébergement des réfugiés chez l'habitant, baptisé CALM (Comme à la maison). Cet « Airbnb des migrants » qui met en relation des réfugiés mal logés ou sans domicile et des particuliers pour « quelques jours, quelques semaines et quelques mois » affirme avoir reçu 500 propositions en quelques jours.

Le Service jésuite des réfugiés (JRS) a mis en place une initiative équivalente baptisée « Welcome ». Le principe est d'accueillir un réfugié dans sa famille pendant une durée déterminée (généralement quatre semaines). Le réseau est présent dans 17 villes. « Nous avons eu des centaines d'appels depuis avant-hier », explique Michel Cros, du JRS, qui insiste sur la dimension « amicale » et « humaine » de l'accueil, ainsi que la nécessité d'être situé assez près des préfectures, pour que le demandeur d'asile puisse effectuer ses démarches. Pour les personnes qui craignent de se lancer dans un engagement lourd, il est possible d'accueillir quelqu'un le temps d'un repas, d'un week-end ou pour des vacances.

Enfin, les personnes disposant d'un logement vacant peuvent le mettre à disposition des demandeurs d'asile en passant par un dispositif Solibail, qui propose un loyer modique mais assuré.

Huffington Post / Comment vous pouvez aider les migrants qui traversent la Méditerranée

04/09/2015

INTERNATIONAL - Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent vendredi 4 septembre autour de la crise des migrants, après l'électrochoc provoqué par la photo d'Aylan Kurdi, 3 ans, retrouvé mort noyé sur une plage turque mercredi matin.

Se mettre d'accord sur la répartition de l'afflux de réfugiés n'est cependant pas une tâche aisée, compte tenu des vives réticences affichées par de nombreux Etats membres. En attendant que les responsables européens trouvent un terrain d'entente, plusieurs initiatives sont ouvertes aux citoyens de l'Union pour venir directement en aide aux personnes qui tentent de fuir leur pays en traversant la Méditerranée.

- Faire un don en nature

Il existe une multitude de dons possibles. Souvent, l'un des réflexes lors de catastrophes naturelles ou drames humains est d'envoyer des produits de première nécessité. Réunir vêtements, nourriture ou encore médicaments peut cependant ne pas être aussi efficace qu'on le pense.

Il arrive en effet que les associations reçoivent bien plus de produits qu'ils ne peuvent gérer ou que les dons ne leur soient pas aussi utiles qu'on l'imagine. Il est donc fortement conseillé de se renseigner à l'avance sur les besoins précis de ces organisations pour cibler au mieux vos envois.

C'est notamment dans cette optique que les organisateurs de la campagne #TeamCalais ont lancé une WishList sur Amazon afin de ne recevoir que le nécessaire pour aider les migrants. Après quelques jours, cette dernière a dû être temporairement fermée pour faire face "à l'inondation" de dons et trouver davantage de place pour stocker le tout.

- Faire un don d'argent

Si vous ne savez pas quoi envoyer, il existe une solution très simple qui trouvera toujours une utilité sur place: l'argent. Plus facile à gérer et entreposer que de la nourriture ou des vêtements, il permet aux personnes sur le terrain, et donc aux côtés des migrants, de financer les besoins les plus urgents. Vous pouvez vous tourner vers les grandes organisations qui ont le plus souvent un réseau local auquel elles font parvenir les fonds. Parmi celles-ci, on trouve notamment :

--> La Croix-Rouge

--> Le Secours Catholique

--> Médecins Sans Frontières

--> Médecins du Monde

--> L'Unicef

Comme le rappelle The Independent, il existe par ailleurs de nombreuses initiatives populaires qui lèvent des fonds pour permettre à des groupes de particuliers de rendre visite aux migrants et de les aider avec des soins, de la nourriture ou des vêtements. Le quotidien britannique mentionne notamment celles-ci :

--> Glasgow Solidarity with Calais Migrants

--> Hummingbird Project

--> Coach and Horses Soho

- Faire du bénévolat

En dehors des dons matériels, vous pouvez aussi partager votre temps et vos compétences. Des associations comme La Cimade et France Terre d'Asile ont récemment lancé des appels aux bénévoles dans le Nord de la France "pour accompagner des demandeurs d'asile et réfugiés dans leur démarches".

Sont notamment recherchés des interprètes en arabe, farsi, pachto, dari, tigrinya ou encore amharique mais aussi des personnes "pour de l'accompagnement social (accueil des demandeurs

d'asile au bureau ou accompagnement à la sous-préfecture, à Pôle emploi, à la Poste etc.) ou juridique (aide à la rédaction de récits de vie)". Les organisations sont aussi intéressées par des bénévoles qui souhaitent faire de la sensibilisation dans des établissements d'enseignement et centres sociaux.

Médecins du Monde en appelle de son côté à celles et ceux qui sont disponibles "2 à 3 semaines continues ou 2 à 3 jours continus sur plusieurs mois" avec permis de conduire, "bricoleurs et adepte du système D ou infirmiers ou travailleurs sociaux", pour participer "aux sorties proposant des douches", "organiser des files d'attentes" ou encore "préparer et distribuer des kits d'hygiène et/ou du matériel de première nécessité".

Il y a quelques mois, l'organisation avait aussi besoin de médecins généralistes, comme le montre un message sur Twitter:

- Se manifester

De nombreuses pétitions ont vu le jour depuis plusieurs semaines pour interpellier les dirigeants européens. La plateforme Avaaz héberge notamment un texte – qui recueille près de 500.000 signatures – invitant la Commission européenne et tous les chefs d'État et de gouvernement de l'UE à faire "cesser la honte de l'Europe".

Une pétition dénonçant "l'accueil limité de réfugiés par la Grande-Bretagne par rapport aux autres pays européens" postée sur le site petition.parliament.uk a de son côté été soutenue par près de 400.000 personnes, forçant ainsi le Parlement britannique à y répondre et même à envisager un débat sur la question.

Vous pouvez par ailleurs participer à d'autres initiatives citoyennes comme les manifestations. Samedi 5 septembre, de nouveaux rassemblements se tiendront à Paris et d'autres grandes villes après l'appel lancé par le mouvement "Pas en notre nom" (qui reprend le slogan #NotInMyName, utilisé sur les réseaux sociaux depuis septembre 2014 par des musulmans souhaitant se désolidariser des actes terroristes).

15.000 personnes ont déjà prévu de défiler dans la capitale pour ne "pas rester indifférentes face à une tragédie humaine qui déshonore la France".

Europe 1 / Ce que vous pouvez faire pour aider les migrants

04/09/2015

PETIT GUIDE PRATIQUE - La photo du jeune Syrien mort noyé sur une plage de Turquie a choqué le monde entier. Certains d'entre vous se demandent certainement comment aider les migrants. Voici quelques pistes...

La photo du jeune Aylan Kurdi a choqué le monde entier. Elle l'a peut-être aussi un peu réveillé. Des élans de solidarité naissent ici et là. En Allemagne, des familles accueillent des migrants chez eux. A Munich, où des réfugiés arrivent tous les jours, des citoyens les ont simplement accueillis avec des pancartes de bienvenue. En Islande, une page Facebook a été ouverte pour réclamer au gouvernement d'accueillir plus de migrants. Et les Français dans tout ça ? Que pouvons-nous faire ? Si certains veulent tendre la main à ces migrants en situation de détresse, voici quelques pistes de solidarité.

Donner de l'argent aux associations, c'est toujours utile

Quand on veut donner quelque chose, on pense tout de suite aux vêtements ou à la nourriture. Mais ce geste de générosité n'est pas forcément le plus pertinent. "Entre 50 et 70% des fournitures envoyées dans des zones sinistrées ne sont pas utiles", explique le site Quartz, cité par Slate.fr. Le travail de tri est parfois trop long et trop laborieux pour les ONG sur place. Quand vous envoyez un don à une association humanitaire, vous pouvez être sûr que cet argent sera bien redistribué.

L'Unicef, Médecins du monde ou encore Médecins sans frontières (la liste n'est pas exhaustive) sont autant d'associations qui s'occupent des populations déplacées.

Vous porter vous-même volontaire

Vous trouvez le chèque trop facile ou trop insuffisant ? Vous voulez faire plus ? Vous pouvez toujours devenir bénévole dans une association. La démarche est très simple, il suffit de vous présenter dans une association comme la Cimade, Emmaüs ou encore le Secours Catholique (là non plus, la liste n'est pas exhaustive) et proposer vos services.

Et les initiatives citoyennes ? Une bonne idée ?

Le meilleur exemple nous vient sans aucun doute d'Islande. Dans ce petit état insulaire de 320.000 habitants, près de 5% de la population a décidé d'ouvrir une page Facebook et de lancer une pétition pour accueillir plus de migrants dans leur pays. En France, une très belle initiative vient de voir le jour : une sorte de "couchsurfing" pour réfugiés. Le réseau Calm (Comme à la maison) a été récemment lancé par l'association Singa. N'importe qui peut décider d'héberger un migrant chez lui. En quelques clics, vous pourrez rapidement aider concrètement quelqu'un.

Politis / Réfugiés : la résistance des Justes s'organise

04/09/2015

On avait noté le devoir civique qu'il y avait d'accueillir la foule des réfugiés avec les égards qu'ils méritent. On doutait un peu de l'ampleur de la mobilisation citoyenne qui s'ensuivrait. Pourtant, celle-ci s'organise bel et bien.

Au niveau de collectivités locales, d'abord, en France et ailleurs en Europe. Quelques exemples non exhaustifs :

Chambon-le-Château, en Lozère, village de 300 habitants pionnier en la matière puisque voilà dix ans qu'il accueille des réfugiés de tout poil ;

Le Vigan, dans le Gard, dont le conseil municipal vient de voter à l'unanimité pour l'accueil de trois familles de réfugiés syriens et irakiens ;

Riace en Calabre (Italie du sud) où un habitant sur cinq est un réfugié récemment débarqué.

Au niveau des associations de bénévoles, ensuite :

l'application CALM (Comme à la maison) de l'association française Singa : « Vous pouvez héberger un réfugié grâce à une application ! » ;

la Vague citoyenne qui profite des prochaines élections régionales pour se faire entendre et mobiliser les consciences ;

Refugees Welcome (Bienvenue aux réfugiés).

On n'oubliera pas non plus le travail inlassable d'associations classiques de bénévoles comme la Cimade, le Secours catholique, Amnesty ou les Restos du cœur. Ces derniers servent des repas chauds à chaque famille d'arrivants dont les membres ne dépassent pas 6 personnes, mettent des vestiaires à disposition, des douches, des cours de français, des aides à la personne (pour les démarches de régularisation), des coiffeurs, des petits-déjeuners le matin, des colis alimentaires hebdomadaires (pour ceux qui ont eu la chance de bénéficier d'un logement) [1]...

Tout ceci bien sûr reste fort insuffisant, pâtit de l'indifférence des autorités européennes (fin août, celles-ci ont décidé d'une réunion d'urgence sur le problème... pour le 16 septembre !), se heurte aux aigreurs de la foule des atterrés qui-ne-peuvent-pas-accueillir-toute-la-misère-du-monde. Mais les Justes n'en ont cure et font selon leur conscience et leurs possibilités. Comme la dignité l'exige.

Le monde / Plusieurs milliers de personnes rassemblées place de la République à Paris en soutien aux migrants

05/09/2015

Plusieurs milliers de personnes se sont réunies, samedi 5 septembre, à partir de 17 heures, sur la place de la République à Paris pour le rendez-vous fixé en soutien aux migrants et réfugiés. Le rassemblement intitulé « Pas en notre nom » avait vocation à « montrer notre solidarité et marquer notre indignation » et « demander l'accueil des réfugiés et le respect de la dignité humaine de tous les migrants », selon l'une des pages Facebook initiant le mouvement.

« Ouvrez les frontières ! », « Droit d'asile pour toute personne persécutée » ou encore « L'accueil pour moi c'est oui », pouvait-on lire sur des pancartes brandies par les manifestants. D'autres montraient la photo du petit Aylan Kurdi, un Syrien de trois ans retrouvé mort sur une plage de Turquie, une image qui a fait la « une » de nombreux quotidiens à travers le monde, suscitant une grande émotion.

Des rassemblements s'étaient organisés simultanément dans d'autres villes : à Bordeaux, à Montpellier, à Lyon, à Grenoble, à Vannes, à Nantes, à Briançon, à Strasbourg (à 16 heures) ou encore à Arras. Une manifestation est prévue dimanche 6 à Rouen, ainsi que le dimanche 13 septembre à Rennes et Marseille.

A Nantes, jusqu'à 1 200 personnes se sont retrouvées sur la place Royale. Une minute de silence ainsi que des salves d'applaudissements ont été rendues en hommage aux victimes de la crise migratoire. La maire PS de la ville, Johanna Rolland, s'est rendue brièvement sur place. Vers 19 h 30, le rassemblement a pris fin.

A Lyon, moins d'une centaine de personnes seulement a répondu présent au rassemblement organisé place Bellecour. Déçu que les gens n'aient pas bravé le mauvais temps pour montrer leur soutien aux migrants, un participant ironisait : « Les gens sont trop frileux. »

Suivez les manifestations à Paris, Nantes et Lyon avec nos journalistes sur place :

Le flou s'est difficilement dissipé autour des organisations soutenant le rassemblement. Bien que se revendiquant « citoyen » et « spontané », il est apparu comme lancé par Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann, à qui des militants reprochent une volonté de « récupération » et une proximité avec Bernard-Henri Lévy. Des associations comme la Cimade et des groupes politiques ont annoncé qu'ils se joindraient à la manifestation.

Vendredi soir, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (LDH), d'autres organisations incluant des syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et des entités comme SOS Racisme, la Licra ou le MRAP avaient, elles, appelé au rassemblement mardi 8 septembre.

Le monde / Migrants : la mobilisation en faveur de l'accueil des réfugiés en France reste timide

05/09/2015, par Julia Pascual et Sylvia Zappi

Sursaut velléitaire ou déclenchement d'une mobilisation durable ? Vendredi 4 septembre, il était difficile de qualifier l'ampleur du soutien en faveur de l'accueil des réfugiés en France, tant celui-ci semblait évoluer au fil des heures et à tâtons.

Le flou s'est ainsi difficilement dissipé autour des organisations soutenant le rassemblement de solidarité avec les migrants, « Pas en notre nom », qui doit se tenir samedi à 17 heures place de la République, à Paris. Bien que se revendiquant « citoyen » et « spontané », il est apparu comme lancé par Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann, à qui des militants

reprochent une volonté de « récupération » et une proximité avec Bernard-Henri Lévy. Des rassemblements s'organisent simultanément dans d'autres villes : à Bordeaux, à Montpellier, à Grenoble, à Vannes, à Nantes, à Briançon, à Strasbourg (à 16 heures) ou à Arras. Une manifestation est prévue dimanche 6 à Rouen, ainsi que le dimanche 13 septembre à Rennes et Marseille.

« PEUT-ÊTRE QUE LES CONDITIONS ÉMOTIONNELLES ET POLITIQUES SONT RÉUNIES POUR QU'IL Y AIT UN ÉLECTROCHOC »

Sur Facebook, alors que plus de 20 000 personnes annonçaient vouloir participer à l'appel, des associations ont finalement sauté le pas vendredi en fin de journée, à l'image de la Cimade : « C'est l'intention globale de mobilisation citoyenne qui doit primer, défend le secrétaire général de l'association, Jean-Claude Mas. Peut-être que les conditions émotionnelles et politiques sont réunies pour qu'il y ait un électrochoc ».

Vendredi soir, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (LDH), une réunion inter-associative s'est tenue, regroupant des syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et des entités comme SOS Racisme, la Licra ou le MRAP. Elle a débouché sur un appel au rassemblement mardi 8 septembre. « Nous voulons porter trois revendications : la suspension des accords de Dublin, l'application de la directive européenne relative à la protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et l'organisation d'une grande conférence nationale sur le droit d'asile », détaille Françoise Dumont, présidente de la LDH.

Une gauche amorphe

Cet appel est « le premier » de la LDH. Mais des initiatives similaires, portées par d'autres entités, l'ont précédé. Elles ont peu porté, butant sur l'atonie des politiques et une majorité de Français hostile à l'accueil des migrants. « Le nouvel enjeu, c'est de convaincre les opinions publiques et les politiques qu'il faut développer de la solidarité envers les migrants et au sein de l'Europe, estime Laurent Giovannoni, au Secours catholique. On manque d'écho. »

« IL Y A UN REFUS DES FORCES DÉMOCRATIQUES DE S'EMPARER DU SUJET »

Pour le directeur général de France Terre d'asile, Pierre Henry, « il y a un refus des forces démocratiques de s'emparer du sujet. Regardez le nombre de personnes qui travaillent sur les questions migratoires au sein des partis de gauche. Le politique a marginalisé les gens engagés sur cette question-là. »

Les écologistes partagent ce constat d'une gauche amorphe. Comme si le discours du Front national pesait sur sa capacité à s'indigner. « On a perdu la bataille sous Sarkozy. Depuis, dans aucune campagne électorale, on a parlé des réfugiés autrement que sous l'angle sécuritaire, oubliant nos réflexes de mobilisation », dit Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts.

Les militants écologistes, communistes ou anticapitalistes sont pourtant ceux que l'on retrouve dans les luttes locales de défense des migrants. Mais le discours de leurs dirigeants, qui défendent un accueil plus généreux des réfugiés, reste inaudible.

Le Parti socialiste a donné l'impression de courir après l'événement : annonçant vendredi, en fin de journée, que des élus et des membres de sa direction seraient présents samedi. Le PS organisera aussi, mardi 8 septembre, un « grand meeting » parisien « en soutien aux villes solidaires avec les réfugiés ».

Insuffisant, pour le député frondeur Pouria Amirshahi : « Au-delà de ses prises de parole symboliques, le PS doit engager un rapport de force avec le gouvernement. »

ELLE / Migrants : que peut-on faire pour les aider ?

05/09/2015

Le terrible cliché du corps d'Aylan a bouleversé le monde entier. L'image de ce petit garçon mort sur une plage turque alors que sa famille tentait de fuir les violences syriennes a frappé les esprits.

Des nombreux responsables politiques ont réagi et François Hollande a organisé une réunion d'urgence sur la crise migratoire jeudi. Si vous aussi vous souhaitez agir à votre échelle, voici ce que vous faire pour aider les migrants.

Manifester

Un grand rassemblement de solidarité avec les migrants se déroule ce samedi après-midi, place de la République, à Paris. Cette manifestation a été lancée par le collectif « Pas en notre nom », qui se définit comme de « simples citoyens ne pouvant rester indifférents à une tragédie humaine qui déshonore la France et l'Europe ».

La ministre de la Culture et de la Communication, Fleur Pellerin a lancé vendredi un appel à un grand rassemblement « culturel, populaire et solidaire », vendredi et samedi prochain, au musée de l'Histoire de l'Immigration. Pendant vingt-quatre heures, tout le monde est invité à « échanger, rendre hommage, débattre » pour montrer que « le sujet nous concerne tous », a déclaré la ministre.

Faire un don

Les associations qui aident les migrants ont besoin d'aide financière et matérielle. Le don peut être fait en argent ou en nature. Afin d'éviter d'envoyer des produits qui ne correspondent pas aux besoins, les fondateurs de la campagne #TeamCalais ont créé une WishList sur le site Amazon. Cette liste détaille les produits dont les migrants ont vraiment besoin.

Concernant les dons d'argent, il est possible de donner à de nombreuses associations telles que la Croix-Rouge, Médecins du Monde, Médecins sans frontières, le Comede...

Aider sur place

Il est aussi possible de donner de son temps. Les associations de La Cimade ou France Terre d'Asile cherchent des volontaires pour accueillir, orienter et conseiller les demandeurs d'asile.

Le JDD / Appel des 66 artistes : ils donneront un de leurs cachets pour les migrants

06/09/2015

EXCLUSIF - Initié par le comédien Alex Lutz, cet appel signé par de nombreux artistes de tous bords politiques, dont certains n'apposent jamais leur nom au bas des pétitions, témoigne de l'ampleur de l'émotion dans la société civile.

"Plus jamais d'Aylan sur les plages de Turquie, dans des embarcations de fortune coulées en Méditerranée ou dans des camions échoués sur des routes autrichiennes. Ces enfants sont les nôtres, leurs parents sont nos semblables, nous ne formons qu'une seule et même humanité. Voilà ce que nous avons pensé. Crié plutôt. Et la rage n'est pas retombée.

Nous ne pouvons pas rester claquemurés dans l'indifférence et le silence devant la tragédie de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants qui meurent faute d'être accueillis, victimes de la barbarie et de la guerre dans leurs propres pays et du repli sur soi dans les nôtres. N'avons nous donc tiré aucune leçon de nos lâches soulagements du passé et de ces tragédies que nous préférons ne pas voir?

L'Europe mais aussi les États-Unis, le Canada, l'Australie ou les riches pays pétroliers de la péninsule arabique, enfin, tous ceux qui se sont reconnu un droit d'ingérence en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie au nom des valeurs de l'humanité doivent assumer aujourd'hui le devoir d'asile. Ils doivent ouvrir leurs frontières et leurs bras aux réfugiés que nos lois protègent, conformément aux obligations auxquelles les États ont souscrit en ratifiant la Déclaration universelle des droits de l'homme.

"Il est du devoir des gouvernements occidentaux de dépasser ces inquiétudes et d'agir"

Nous comprenons très bien les inquiétudes que cela peut faire naître chez nos concitoyens, en particulier, les plus confrontés aux difficultés sociales. Mais nous considérons qu'il est du devoir des

gouvernements occidentaux de dépasser ces inquiétudes et d'agir. Le courage et la grandeur consistent précisément à bousculer l'opinion si nécessaire pour défendre les valeurs essentielles de la démocratie. Nous nous déshonorerions si nous ne faisons pas honneur à ce droit d'asile qui est au cœur d'une civilisation vraiment humaine.

Et parce que nous ne voulons pas seulement en appeler aux pouvoirs publics depuis le confort où nous sommes installés mais agir, parce que nous ne voulons en aucun cas donner des leçons mais nous engager, chacun des signataires de cet appel offrira un cachet solidaire à l'une des associations qui intervient dans les pays d'origine ou dans les pays d'accueil pour aider les réfugiés comme la Cimade, France Terre d'asile, la Ligue des droits de l'homme, le Secours catholique, Save the Children, Médecins sans frontières, l'Unicef, Médecins du monde, Care International et d'autres encore. Nous ne jugeons pas ceux qui ne partagent pas notre avis et moins encore ceux qui, le partageant, pour quelque raison que ce soit, ne sont pas en situation d'aider. Mais nous appelons tous ceux qui le peuvent à faire comme nous et à joindre le geste à la parole d'humanité."

Voici la liste des signataires :

Line Renaud, François Cluzet, Daft Punk, Muriel Robin, Dany Boon, Isabelle Adjani, Florence Foresti, Michèle Bernier, Pierre Arditi, Évelyne Bouix, Bernard Murat, Carole Bouquet, Richard Berry, Chantal Lauby, Guillaume Canet, Nicolas Canteloup, Léa Drucker, François Berléand, Anne Roumanoff, Louis Chedid, Matthieu Chedid, Anna Chedid, Joseph Chedid, Laurent Lafitte, Mélanie Laurent, Patrick Chesnais, Charles Berling, Charlotte de Turckheim, Benjamin Biolay, Isabelle Carré, Jérémie Renier, Élodie Bouchez, Éric Judor, Malik Bentaha, Stéphane de Groodt, Géraldine Nakache, Anne Marivin, Audrey Dana, Camille Cottin, Bruno Sanches, Michel Fau, Stéphanie Bataille, Pascale Arbillot, Bérengère Krief, Dominique Besnehard, Joséphine Japy, Thierry Klifa, Ladislav Chollat, Pierre Lescure, Danièle Thompson, Yamina Benguigui, Sarah Lavoine, Lisa Azuelos, Amanda Sthers, François Morel, Lorànt Deutsch, Michel Boujenah, François-Xavier Demaison, Francis Huster, Elsa Zylberstein, Ludivine Sagnier, Laura Smet, Marc Lavoine, Marina Foïs, Michèle Laroque, Alex Lutz.

Le Monde / Quand les artistes se mobilisent pour les réfugiés

10.09.2015 Clarisse Fabre

Les signaux s'allument un peu partout. A la Biennale d'art de Venise, l'exil et la perte du pays sont au cœur de l'exposition *Dispossession* (jusqu'au 22 novembre), avec des créations de neuf artistes ou collectifs venus de Syrie, de Russie, d'Allemagne ou d'Ukraine. En Angleterre, le street-artiste Banksy, originaire de Bristol, a ouvert, fin août, un parc d'attractions grinçant, *Dismaland*, à une trentaine de kilomètres de sa ville natale, en bord de mer, à Weston-super-Mare. On n'y voit pas que le carrosse de Cendrillon accidenté. Dans la forteresse décrépite, le visiteur est accueilli par les forces de l'ordre, et il découvrira une barque remplie de passagers...

Le réalisateur italo-américain Jonas Carpignano, 31 ans, a eu l'idée de reconstituer l'odyssée de deux jeunes Africains en direction de l'Italie du Sud, où les attendent des patrons exploités, le racisme, mais aussi heureusement quelques signes d'hospitalité. Révélé à Cannes, en mai 2015, *Mediterranea*, ce premier long-métrage inspiré d'histoires vécues est sorti en salles, en France, depuis le 2 septembre. Ce sont aussi les images « profondément choquantes des migrants de Lampedusa », nous dit Etienne Daho, qui ont donné naissance à *Un nouveau printemps*, l'un des titres de son dernier album, *Les Chansons de l'innocence retrouvée* (EMI). « Ces jeunes gens, ces familles..., la détresse qui les contraint à quitter leur pays d'origine, quitte à trouver à leur arrivée, s'ils ne se noient pas, un rêve de liberté et de dignité en miettes », écrit le chanteur dans un court message.

La colère s'exprime, aussi, à coup de déclarations tonitruantes : le chanteur irlandais Bob Geldof, interrogé sur la radio irlandaise RTE, s'est dit prêt à accueillir « trois familles immédiatement » dans son logement dans le Kent, et une autre dans son « appartement à Londres ». Evoquant les photos du petit Aylan Kurdi, retrouvé mort sur une plage turque, il a déclaré : « Je les ai regardées avec un sentiment profond de honte et de trahison, par rapport à ce que nous sommes et à ce que nous souhaiterions être [...]. C'est l'échec de ces politiques qui a conduit à ce déshonneur », a-t-il ajouté, dénonçant l'action des gouvernements européens. La star allemande Til Schweiger, comédien et réalisateur, a annoncé qu'il créait une fondation pour ouvrir en Basse-Saxe un foyer de premier accueil...

On n'en est pas là, en France, où d'après les sondages l'opinion est encore frileuse à l'égard de l'accueil des réfugiés. Une journée de sensibilisation est prévue, samedi 12 septembre, au Musée de l'histoire de l'immigration, à Paris. Intitulée « Douze heures pour changer de regard », elle réunira, entre autres, les historiens Benjamin Stora, Pap Ndiaye, Pascal Blanchard, la plasticienne Fanny Bouyagui, etc., et s'achèvera avec la lecture, par Céline Samie, de la Comédie-Française, de la pièce Triptyque du naufrage, Lampedusa, de Lina Prosa.

Par ailleurs, pas moins de trois pétitions circulent. Publié dans le Journal du dimanche, le 6 septembre, un appel a été initié par l'humoriste Alex Lutz, regroupant soixante-six personnalités – Guillaume Canet, Mélanie Laurent, Isabelle Adjani, Elsa Zylberstein... Ces artistes s'engagent à donner un cachet, ou plus, soit le salaire versé pour une représentation, à des associations soutenant les réfugiés (Cimade, France Terre d'asile...). « Il ne s'agit pas de dire “We are the World” », prévient Alex Lutz, qui transmet un sobre communiqué annonçant la création de l'association « Une main tendue, un cachet solidaire » : « Les signataires revendiquent le droit d'asile dans les pays en paix pour les victimes de la guerre et de la barbarie humaine », lit-on.

Par ailleurs, des cinéastes et comédiens français, tels Arnaud Desplechin, Emmanuelle Béart, se sont ralliés à la pétition des « Filmmakers » lancée à l'échelle européenne, intitulée « For a Thousand Lives : Be Human », réunissant Jean-Pierre et Luc Dardenne, Isabella Rossellini, Cristian Mungiu, Aki Kaurismäki...

En France, les citoyens ont un « terrain » de choix, si l'on peut dire, pour apprécier l'accueil réservé aux réfugiés : depuis des mois, des centaines d'hommes et de femmes venus d'une douzaine de pays sont regroupés dans le nord de la capitale. C'est là que la mobilisation a commencé. Au début de l'été, une « lettre ouverte » à la maire de Paris, la socialiste Anne Hidalgo, a été publiée dans Télérama, le 9 juillet, dénonçant le sort des centaines de réfugiés qui « survivent » et « dorment encore sur les trottoirs de notre capitale ». Autant dire que le texte a fait sursauter la gauche : il est signé par 222 artistes, parmi lesquels les comédiens Juliette Binoche, Omar Sy, les réalisateurs Michel Hazanavicius, Claire Simon, Laurent Cantet, Bruno Podalydès, Rithy Pahn, mais aussi l'écrivaine Virginie Despentes, les metteurs en scène Stanislas Nordey, Ariane Mnouchkine, la chanteuse Elli Medeiros, le groupe I AM, etc.

Des « grands noms » pour les médias

Cette « lettre ouverte » a été initiée par des cinéastes qui soutenaient en simples citoyens les réfugiés regroupés sous le métro aérien de La Chapelle – qui donnera son nom au collectif « La Chapelle en lutte ». Ils ont sorti leur carnet d'adresses : citons, entre autres, Valérie Osouf, auteure du documentaire L'Identité nationale (2013) ; Valérie Massadian, réalisatrice de Nana, Léopard d'or du premier film au Festival de Locarno, en 2011 ; Simone Bitton (Le Mur, sélectionné à Cannes, à la Quinzaine des réalisateurs, en 2004) ou encore Christophe Ruggia (La Tourmente, 2012). Très

vite, ils en sont venus à cette conclusion : pour sensibiliser les médias, il faut des « grands noms ». « On a monté la pétition en quarante-huit heures, on était agréablement surpris. Ariane Mnouchkine a répondu en cinq minutes, l'écrivaine Annie Ernaux aussi », raconte Christophe Ruggia, très impliqué dans le combat des personnes sans papiers. L'enjeu, c'est aussi l'application du droit : « Il existe un texte qui s'appelle la convention de Genève relative au statut des réfugiés. Juridiquement, aujourd'hui, l'Etat est en infraction », explique Valérie Massadian.

Quelle triste image de Paris, déplorent-ils dans cette lettre ouverte : « Une femme enceinte, ayant quitté un centre de rétention pour accoucher à Lariboisière, a dû retourner à la rue avec son nourrisson de deux jours. » Début juin, ajoutent-ils, les réfugiés qui campaient sous le métro aérien ont été dispersés « dans une extrême violence par les forces de l'ordre ». « Y a-t-il un directeur de lieu culturel qui pourrait accueillir les réfugiés ? » a lancé Valérie Osouf, sur sa page Facebook. Le 23 juin, trois membres du Collectif sont allés frapper à la porte du Centquatre, l'établissement artistique tout proche, dans le quartier Stalingrad. Le directeur José Manuel Gonçalves était absent ce jour-là, et son équipe a expliqué le protocole : l'occupation du Centquatre ne peut se faire qu'avec l'accord de la Ville de Paris, qui finance le lieu... La délégation a fait demi-tour.

Halte à l'errance

Depuis trois mois, au total, les réfugiés ont été délogés une dizaine de fois, de la halle Pajol, du jardin d'Eole, du square Jessaint, etc., en vue d'être admis dans des centres d'hébergement – la Ville de Paris parle de « mises à l'abri humanitaires » et souligne que 1 400 migrants ont été pris en charge depuis le 2 juin.

Halte à l'errance, disent les artistes : la revendication principale des « 222 » est l'ouverture, à Paris, d'une Maison des migrants, qui serait « un sas entre l'arrivée en France et le placement des réfugiés dans les centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) ». Valérie Osouf s'explique : « La mairie de Paris et les pouvoirs publics continuent à atomiser les exilés un peu partout en Ile-de-France, dans des centres d'hébergement d'urgence inadaptés. C'est une stratégie d'invisibilisation. A contrario, nous souhaitons les rendre visibles et leur permettre, ensemble, d'accéder à leurs droits. Les réfugiés doivent pouvoir bénéficier d'un diagnostic médical, d'une orientation juridique, de cours de français, de formations professionnelles, et être acteurs de leurs parcours. Si ces hommes et ces femmes ont pu faire mille bornes à pied, ils sont capables de prendre leur destin en main ! »

Le 15 juillet, Anne Hidalgo répondait aux artistes dans le même hebdomadaire, sur l'air de « vous vous trompez de cible ». La politique de l'asile est « de la compétence de l'Etat », souligne-t-elle, et non de la ville. Les violences policières ? « J'ai condamné toute utilisation de la violence lors des évacuations des migrants », ajoute-t-elle, assurant les signataires de son « soutien ». La mobilisation des artistes, même critique, est précieuse pour la maire de Paris, car il y a une bataille à mener pour sensibiliser une opinion frileuse. Anne Hidalgo avait plaidé, elle aussi, en faveur de la création d'un grand centre d'accueil. Mais elle n'a pas été entendue, l'Etat redoutant « un Sangatte dans la capitale », explique son entourage.

Besoin d'un lieu

Depuis fin juillet, quelque 300 réfugiés occupent le lycée Quarré – désaffecté, qui deviendra à terme une médiathèque – situé près de la place des Fêtes (Paris 19e), avec l'accord de la Ville. « Nous allons transformer le lycée Quarré en centre d'hébergement temporaire. Nous pouvons effectuer les travaux de sécurité en site occupé, sans évacuer les réfugiés », confirme Bruno Julliard, premier adjoint de la maire de Paris, chargé de la culture.

Le lycée Quarré va-t-il devenir le symbole de la lutte, comme l'église Saint-Bernard le fut pour le

combat des « sans-papiers », en 1996, dans le quartier de la Goutte-d'Or, en présence d'Emmanuel Béart et d'Ariane Mnouchkine ? Car une lutte a besoin d'un lieu. Certes, Saint-Bernard renvoie à une autre époque : la droite était au pouvoir, et les artistes faisaient figure d'alliés avec la gauche dans l'opposition. Ensuite, les réfugiés ne sont pas les sans-papiers : les premiers viennent tout juste d'arriver, sont encore traumatisés par leur périple et n'ont pas forcément envie d'affronter les forces de l'ordre ; les seconds sont installés en France, paient des impôts, sont prêts à se battre pour leurs droits. Mais les réfugiés de 2015 ont retenu la leçon de Saint-Bernard. Ils ont beau avoir été ballottés ici et là, le collectif a conservé le même nom, pour le symbole : « La Chapelle en lutte ».

Libération / Avec sa proposition d'un statut de «réfugiés de guerre», Sarkozy a dix ans de retard

10/09/2015 Sylvain Mouillard

Le président des Républicains formule plusieurs propositions pour faire face à la crise en Méditerranée. Soit déjà existantes, soit irréalistes.

Le plombier Sarkozy a un «plan» pour faire face à la «crise des migrants». Le Figaro l'annonce en un ce jeudi matin. L'ancien président de la République qui, il y a trois mois, comparait la situation en Méditerranée à une «fuite d'eau», formule des propositions pour «maîtriser» les choses. Outre un certain nombre d'approximations qui ne résistent pas aux faits (1), on remarque que sa boîte à outils, notamment sur la question des réfugiés, apparaît bien dépassée.

Proposition numéro 1 : «Aménager un véritable statut provisoire de réfugié de guerre qui n'existe pas formellement aujourd'hui»

Le souhait du président des Républicains de distinguer «réfugiés de guerre» et «réfugiés politiques» est «à côté de la plaque», et s'apparente à du «bricolage» selon les associations expertes en droit d'asile. D'après Nicolas Sarkozy, les premiers auraient «vocation à rentrer chez eux une fois la paix rétablie», alors que les seconds doivent être accueillis «au nom de notre tradition humaniste» pour une période plus longue – ils ont d'ailleurs le droit à «un visa de dix ans».

L'asile est régi par la Convention de Genève de 1951, signée par 148 Etats, dont la France. Le statut de réfugié s'applique «à toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques». En France, il permet à son bénéficiaire d'obtenir un titre de séjour de dix ans. Le fait d'avoir fui un pays en guerre, en revanche, ne donne pas forcément droit à l'asile.

C'est pour cette raison qu'a été créée la «protection subsidiaire». Une forme de statut de réfugié «allégé», accordé notamment à un civil sur lequel pèse «une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle résultant d'une situation de conflit armé interne ou international». La protection subsidiaire ouvre la voie à un titre de séjour d'une année, renouvelable ensuite tous les vingt-quatre mois. Cette année, un tiers des Syriens et deux tiers des Afghans qui ont reçu la protection de la France ont bénéficié de ce dispositif.

Ce statut de «réfugié de guerre» a été incorporé dans une directive européenne de 2005, que tous les Etats membres ont dû transposer. Avec ses propositions qui existent déjà, Nicolas Sarkozy a dix ans de retard sur ce dossier. Voire plus : l'Union européenne s'est en effet dotée, en 2001, d'une autre directive qui prévoit, en cas d'afflux massif d'exilés, d'accorder une protection temporaire d'une à trois années, avec retour dans le pays d'origine si la situation s'y améliore. La Commission

européenne n'a pas jugé nécessaire d'activer ce mécanisme ces derniers mois.

Et le souhait de l'ancien chef de l'Etat de raccompagner automatiquement un réfugié dans son pays d'origine «une fois la paix rétablie» semble très irréaliste. «Il y a d'abord un argument moral très fort, pointe Nordine Drici, de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat). Les personnes fuyant la guerre ont déjà eu des destins brisés. Si elles réussissent à se reconstruire en France, c'est aussi une valeur ajoutée pour notre pays.» Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'un conflit armé cesse que les persécutions individuelles s'arrêtent également.

Proposition numéro 2 : «Créer des centres de rétention dans les pays périphériques à Schengen»

Pour faire face à la crise humanitaire sans précédent qui se déroule aux portes de l'Europe, le président du principal parti d'opposition français propose donc d'ouvrir des prisons européennes dans les pays de transit (Libye, Turquie). Une gageure dans un Etat libyen en décomposition et une ingénierie difficilement imaginable dans les affaires turques.

«En droit international, ça ne tient pas la route, explique Gérard Sadik de la Cimade. Cela reviendrait à créer un espace extraterritorial dans un Etat souverain.» Quant au Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, que Sarkozy souhaite associer à l'opération, il ne soutiendra pas l'ouverture de «centres de rétention».

«Que l'on construise des centres d'accueil, d'hébergement et d'orientation des demandeurs d'asile, pourquoi pas, précise Pierre Henry, le président de France Terre d'asile. Mais en aucun cas il ne doit s'agir d'un lieu de privation de liberté.» L'expérience avait été menée il y a quelques années en Libye, avec l'aide de fonds de l'UE. Au sein de ces centres, Amnesty International avait recueilli de nombreux témoignages faisant état de «mauvais traitements» et de «torture».

(1) Selon Sarkozy, «puisque la France garde des allocations sociales supérieures à celles de ses partenaires de Schengen, les réfugiés [...] finiront inéluctablement chez nous». Petit rappel : la France a été sollicitée l'an passé par 62 000 demandeurs d'asile, contre 81 000 pour la Suède et 202 000 pour l'Allemagne.

FranceTVinfo / Non, les migrants ne veulent pas tous rejoindre la France

10/09/2015 Camille Caldini

Les exilés qui affluent en Europe rêvent plus du Royaume-Uni et de l'Allemagne que de la France. Voici pourquoi.

Face à l'arrivée de milliers d'exilés en Europe, la France est prête à accueillir 24 000 réfugiés sur deux ans. Ce chiffre annoncé par François Hollande s'ajoute aux 6 750 personnes dont l'accueil avait déjà été acté en juillet. Dans une interview publiée mercredi 9 septembre par Le Figaro, Nicolas Sarkozy, le président du parti Les Républicains, met quant à lui en garde contre "la désintégration de la société française" en l'absence d'une politique migratoire distinguant "migrants économiques", "réfugiés politiques" et "réfugiés de guerre".

A "l'idée que la France serait un pays extraordinairement attractif", grâce aux aides sociales notamment, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, rétorque par "la réalité des chiffres", qui montrent que "la demande d'asile a diminué l'an dernier et ceux qui veulent venir en Europe essaient de passer en Grande-Bretagne et en Allemagne".

Francetv info vous explique pourquoi la France n'est pas un eldorado pour les réfugiés.
Le chômage y est plus élevé qu'au Royaume-Uni

La crise économique et le chômage sont des arguments régulièrement avancés par ceux qui s'opposent à l'accueil d'exilés toujours plus nombreux. Mais c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles nombre de ces migrants ne rêvent pas de la France, mais du Royaume-Uni. En plus d'une croissance économique à faire pâlir d'envie ses voisins européens (2,8% en 2014 et 2,7% attendus en 2015), le pays enregistre un taux de chômage autour de 5,6%, contre 10,4% en France, selon Eurostat (en anglais). La situation des migrants de Calais, qui tentent de traverser la Manche par tous les moyens, le montre : le Royaume-Uni reste bien leur objectif, malgré des aides sociales inférieures à celles proposées en France.

L'Allemagne aussi, avec son taux de chômage à moins de 5%, apparaît plus prometteuse que la France. Majd Ashour, ingénieur syrien de 32 ans, travaillait chez Honda à Damas. Parti de Budapest (Hongrie) avec des milliers d'autres réfugiés, il explique à francetv info : "Je veux aller en Allemagne parce qu'il y a du travail là-bas. Je suis ingénieur et j'aime l'Allemagne pour ses voitures."

Les petits boulots y sont plus rares

Stations service, cuisines des restaurants, réparation à domicile, ménage... La flexibilité du marché du travail britannique, où les emplois précaires sont légion, attire les migrants, explique Christian Salomé, président de l'association L'Auberge des migrants, au Huffington Post : "Comme pour les Anglais, ces petits boulots, qu'il faut parfois chercher tous les jours, permettent de survivre."

Le travail au noir y est en outre moins sévèrement réprimé qu'en France, d'autant plus qu'il n'existe pas de carte d'identité au Royaume-Uni, ce qui complique les contrôles. "Il est encore trop facile de travailler illégalement dans ce pays", avait d'ailleurs reconnu le Premier ministre, David Cameron, après sa réélection, en mai. Les migrants qui choisissent de ne pas demander formellement l'asile, pour ne pas risquer de refus, peuvent donc trouver des emplois non déclarés plus facilement. L'asile y est plus compliqué à obtenir

L'arrivée de milliers de migrants par la Hongrie va peut-être changer la donne, en incitant la France à mettre en place des procédures accélérées pour certains réfugiés. C'est la raison pour laquelle l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), présent à Munich à l'arrivée des réfugiés, s'adresse principalement aux Syriens et aux Irakiens, qui ont "un besoin manifeste de protection", en raison de la guerre, et "peuvent donc rapidement être admis en France pour une demande d'asile", explique Libération.

Les autres doivent s'armer de patience, car les différentes étapes peuvent durer jusqu'à deux ans. Pour Christian Salomé, c'est d'ailleurs la différence majeure entre la France et l'Angleterre : "Six mois en moyenne, contre deux ans chez nous."

Les chiffres indiquent par ailleurs qu'une fois sur le territoire, il est plus facile d'obtenir l'asile au Royaume-Uni. En 2014, 31 475 migrants ont déposé une demande d'asile outre-Manche. C'est deux fois moins qu'en France (62 735), presque sept fois moins qu'en Allemagne (202 645), mais le taux d'acceptation y est nettement supérieur : 39%, contre 22% en France, selon Eurostat. Le français est une barrière à l'intégration

La langue est également capitale dans l'orientation des migrants. Et "l'anglais est le plus souvent la langue étrangère qu'ils maîtrisent le mieux", assure Hugo Tristram, responsable des réfugiés à la

Croix-Rouge britannique. Et si ce n'est pas le cas, "ils mettent seulement quelques semaines à l'apprendre alors qu'il leur faut des mois pour avoir quelques tournures de phrases en français", explique la Cimade au Huffington Post.

"On a pensé à aller en Angleterre, la langue est plus simple pour nous, mais c'est compliqué de traverser la Manche", raconte d'ailleurs Majd Ashour à francetv info. Il ne parle pas l'allemand non plus, mais espère que ses notions de turc l'aideront à s'intégrer en Allemagne, où vit une importante communauté turque. La France ne fait pas partie des plans de la famille, juste de ses souvenirs. "J'ai visité Paris", plaisante son frère Mslam, 23 ans, en montrant au journaliste de francetv info son t-shirt à l'effigie de la tour Eiffel.

L'Obs / Migrants : Strasbourg sur le pont pour accueillir les réfugiés

10/09/2015 Sarah Diffalah

La France devrait accueillir 24.000 réfugiés supplémentaires. Strasbourg entre 300 et 500. La ville se prépare, non sans une certaine appréhension.

Seul le Rhin, enjambé par le bien nommé Pont de l'Europe, sépare Kehl, ville frontalière du Bade-Wurtemberg, et Strasbourg. Côté allemand, des containers sont en cours d'aménagement et un hôtel a été réquisitionné. Comme dans le reste du pays, on est sur le pied de guerre pour accueillir les milliers de réfugiés venus de Hongrie. Et côté français ? Strasbourg commence à bouger. Qu'ils arrivent par le pont ou par l'Ile-de-France, "nous serons prêts à les accueillir", assure le maire PS de la ville, Roland Ries. Comme les élus de Lille, Lyon ou Dijon, il s'est porté volontaire vendredi dernier pour prendre sa part des 24.000 Syriens, Irakiens ou Erythréens qui seront accueillis en France dans les prochaines semaines.

Les associations strasbourgeoises, sollicitées par la Ville, se disent "prêtes". Même si, en ce mercredi 9 septembre, elles ne savent pas encore exactement ce qu'on attend d'elles. Toutes les informations sont bonnes à prendre. Françoise Poujoulet, déléguée nationale de la Cimade pour la région Alsace et Lorraine :

Le maire vous a dit que nous allions recevoir entre 300 et 500 personnes ? Ah c'est bien de le savoir ! Ça va, c'est pas énorme, ce n'est pas insurmontable, mais faut voir comment on va s'organiser."

Dans les locaux spartiates de l'organisation, qui donnent sur le pittoresque quai Saint-Antoine et accueillent un petit flot de réfugiés quotidiens - pour la plupart déboutés de leur demande d'asile-, elle attend impatiemment la réunion prévue jeudi soir entre le maire et les associations. Et espère qu'ils parleront "concret".

Strasbourg, symbole européen

Sur le principe, les associatifs sont tous d'accord. Prompts à évoquer la tradition historique d'accueil de la terre alsacienne. On rappelle à l'envi que Strasbourg signifie "ville des routes" en allemand.

Ou qu'en 1975, le président du conseil général avait déjà fait un appel public en faveur des réfugiés du sud-est asiatique. On souligne que les Alsaciens ont eux-mêmes été des réfugiés lorsqu'ils ont dû fuir la région pour aller en Dordogne en zone libre lors de la Seconde guerre mondiale. "Jean Calvin a trouvé refuge à Strasbourg au moment de la Réforme parce qu'il était persécuté, Strasbourg est le symbole de la réconciliation franco-allemande", rappelle, fier, Roland Ries.

Et puis, en tant que capitale européenne, ville où siège la Cour européenne des droits de l'Homme et de nombreuses institutions européennes, nous avons un message particulier à faire passer."

L'appel à toutes les bonnes volontés de Roland Ries a fait exploser les standards des associations.

Françoise Poujoulet reçoit quantité de mails d'habitants :

J'ai de tout ! Des appartements, des dons de matériel, des gens qui veulent mettre la main à la pâte en distribuant des repas ou des vêtements, j'ai même eu une entreprise de Mulhouse qui offre un emploi ! Pour le moment, je ne leur ai rien dit, je collecte toutes les informations en attendant de savoir à qui je dois les adresser".

La mairie a mis en place, lundi, un numéro vert et une adresse mail pour centraliser les propositions d'aide. Une première étape saluée mais qui n'est qu'un timide début. Il va surtout falloir commencer par pousser les murs. Les réfugiés accueillis en France, pré-sélectionnés par l'Ofpra en Allemagne, ont été fléchés vers la région parisienne en attendant le traitement de leur dossier de demande d'asile. Ce qui ne devrait pas prendre plus de deux mois, assure-t-on. La mise à disposition de logements est donc urgente.

1.290 arrivées à Strasbourg

Le foyer Notre-Dame à Strasbourg gère deux Cada (Centre d'accueil des demandeurs d'asile), un service d'urgence et la plateforme d'accueil des primo-arrivants (Pada), installée près de la gare de Strasbourg. L'association s'occupe de 700 personnes par jour et a enregistré depuis le 1er janvier 2015, 1.290 nouvelles arrivées dans la ville, "plus qu'en 2014, mais moins qu'en 2013 et une légère augmentation depuis le mois de juin".

"L'Etat a déjà entrepris à l'échelle nationale d'augmenter les places en Cada, mais ce mouvement va devoir s'amplifier en raison de ce programme d'accueil", explique Corine Bartier, directrice générale du foyer Notre-Dame qui nous accueille au siège, au sein d'un charmant foyer pour jeunes filles dans le centre historique de Strasbourg.

Nous sommes déjà en partenariat avec les bailleurs sociaux et des propriétaires privés. Quand ces gens vont arriver, nous devons apprendre à les connaître. On ne peut pas lâcher les familles aux mains de n'importe qui. Il va falloir aller visiter les logements proposés et être très attentifs aux marchands de sommeil."

Et puis, il y a des détails à ne pas négliger : un propriétaire qui met à la disposition gratuitement un logement voudra probablement qu'on assure son bien...

Du côté de la mairie, les discussions pour trouver des hébergements se poursuivront toute la semaine avec les différents services de l'Etat et les associations. Les maires de France ont rendez-vous samedi au ministère de l'Intérieur pour avancer sur les dispositifs d'accueil. "Nous sommes en contact avec le ministère de la Défense pour des locaux leur appartenant", assure le maire de Strasbourg. Au foyer Notre-Dame, Antoine Breining, le président de l'association, se penche un peu en avant : "Mais si demain, 2.000 personnes devaient traverser le pont de l'Europe, il est clair que nous ne pourrions pas les héberger, j'imagine que la préfecture a anticipé un tel scénario."

A la Cimade, Françoise Poujoulet met en garde :

Il faut déconstruire cette image d'Epinal sur la capacité de nos services sociaux. Les gens ne trouveront pas un hébergement du jour au lendemain, cela va prendre des mois. Il va falloir les accompagner dans leurs démarches."

"Ces gens ne veulent pas être assistés"

Une fois à l'abri, sous un toit, une nouvelle aventure va commencer. "On reste vigilant face à ces

annonces", dit Arletta Thomas de La pastorale des migrants, service d'accompagnement aux réfugiés du diocèse de Strasbourg.

On sent bien que nous sommes dans une phase émotionnelle où enfin le public est touché. Mais accueillir, ce n'est pas seulement offrir un endroit où l'on peut poser ses valises, il faut qu'on puisse les accueillir dignement".

Elle regrette de n'avoir pas été prévenue en amont afin de préparer le long terme. Pour faciliter la reconstruction et l'intégration future de ces familles, "c'est beaucoup de travail, il faut accompagner les enfants, les inscrire à l'école, gérer l'aspect culturel, même gastronomique !"

Avec 100 salariés et une vingtaine de bénévoles, le foyer Notre-Dame ne pourra pas faire sans renfort, qu'il faudra former sur des aspects juridiques élémentaires. Corine Bartier énumère : Nous aurons besoin de professeur de français, par exemple, de personnes qui orientent les familles dans leur déplacement au quotidien : où manger, comment se déplacer à Strasbourg, quel service contacter..."

"Il faut tenir compte de ce que les réfugiés voudront. Car ces gens ne veulent pas d'assistantat, ils veulent un refuge et retravailler rapidement", estime de son côté Bernard Klingelschmidt, président de la CCFD-Terres Solidaires.

Eviter les crispations

Ne pas créer de crispation, ne pas attiser l'électorat Front national. Le sujet n'est jamais abordé frontalement, toujours sous-entendu. A l'exception de Strasbourg, l'Alsace vote de plus en plus FN. "Vous aurez toujours quelqu'un pour dire qu'ils prennent notre pain, notre travail, nos logements", juge Gaston Yoka, de la Pastorale des migrants. "Alors notre travail va être essentiellement de sensibiliser les personnes à la présence de ces réfugiés dans nos paroisses et dans nos quartiers. Le dialogue interreligieux, très présent à Strasbourg, peut être un appui."

Il faut qu'on fasse attention à garder un certain équilibre", estime Corine Bartier. "La période de chômage actuelle rend difficile l'éducation de nos concitoyens à l'égard des réfugiés et peut les rendre sourds à cet appel humanitaire."

Françoise Poujoulet craint, elle, qu'on mène une entreprise de discrimination entre "bons" et "moins bons migrants". "Cela peut être compliqué pour nous, à notre accueil. Un certain nombre de migrants vont être privilégiés dans l'accès aux droits sociaux, mais notre population habituelle est dans la galère la plus totale depuis très longtemps. Cela peut susciter des jalousies, des tensions..."

Slate / François Hollande emploie le mot «réfugiés» (et non migrants)

07/09/2015

Dans le contexte de réflexion sémantique sur les deux termes, cela atteste d'un choix idéologique. Comme on pouvait s'y attendre, les réfugiés ont été au cœur de la conférence de presse de François Hollande, qui avait, comme à son habitude, pesé le choix de ses mots. Alors qu'un débat existe sur l'utilisation de «migrants» ou «réfugiés», le président de la République semble avoir choisi son camp, comme l'a remarqué le journaliste Jean Quatremer. Il n'a pas employé pendant la conférence de presse le premier terme, à qui la plume de Libération reproche d'être un «cache-sexe sémantique qui permet de nier la spécificité du drame humain qui se joue à nos frontières». Il lui a préféré «réfugié» et «exilé», qui semble mieux représenter selon nombre de journalistes et commentateurs

la tragédie humaine qui se joue à nos portes, en phase avec un discours qui annonçait plus de soutien de la France sur ce sujet.

«C'est le devoir de la France. Le droit d'asile fait partie de son histoire, de sa chair. Une histoire marquée par des générations d'exilés, de réfugiés, venus faire France avec nous», a plaidé François Hollande dans son propos liminaire, balayant plus tard la remarque du journaliste Jeff Wittenberg de France 2 qui lui rappelle que les Français seraient selon les derniers sondages en majorité défavorables à l'accueil de plus de réfugiés. «Vous me parlez aussi des sondages. Pensez vous que c'est sur les sondages qu'il faut déterminer ces choix? Des sondages d'ailleurs contradictoires? il y a des moments où il faut prendre des décisions en fonction de l'intérêt majeur de ce pays, de ce que nous représentons, du droit des personnes, et d'une question de responsabilité».

«Crise de l'asile»

Le terme de «réfugié», qui s'emploie en principe pour une personne qui a obtenu ce statut après avoir fait une demande d'asile auprès d'un Etat tiers, peut aussi s'appliquer aussi de prime abord (prima facie) dans le cas de personnes fuyant des Etats en guerre, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Peuvent être ainsi appelés d'emblée «réfugiés» les personnes fuyant la Syrie, l'Irak ou la Libye.

La situation actuelle, caractérisée par un grand nombre de personnes de déplacées –60 millions en 2014, selon le HCR– est essentiellement une «crise de l'asile», comme l'expliquait il y a quelques jours à France TV info Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS et spécialiste des migrations. Si la Syrie est le pays qui génère le plus important déplacement de population jamais enregistré dans le monde, tous les migrants dans le monde ne sont pas des réfugiés de prime abord, ni même des réfugiés potentiels. Certains sont des «migrants économiques», dont la vie n'est pas menacée ni rendue impossible par les conditions de vie sur place, comme beaucoup de migrants issus de Serbie. Gênés par la difficulté à distinguer les uns des autres, le HCR, Amnesty International, Human Rights Watch ou encore la Cimade en France utilisent donc les deux termes, selon Le Monde.

«Parler de "migrants", c'est nier leurs souffrances»

Nous évoquions le 23 août cette polémique autour des mots «migrants» et «réfugiés», ravivée lorsque la chaîne Al Jazeera a décidé de s'en tenir à ce second terme. «Ce mot générique ne remplit plus son rôle quand on en vient à décrire l'horreur de ce qui se passe en Méditerranée, justifie-t-il, évoquant le mot migrant. Loin de sa simple définition telle qu'on peut la trouver dans le dictionnaire, c'est devenu un outil visant à deshumaniser ce qui se passe et nous mettre à distance. Avec une forte connotation péjorative», expliquait un des journalistes de la version anglophone.

Depuis cette date, de nombreuses voix ont dénoncé ce terme, notamment chez les journalistes, particulièrement concernés dans leur quotidien par le choix des mots. Certains s'en sont offusqué même bien avant que la polémique ne s'installe:

«Quand arrêtera-t-on de qualifier de "migrants" des hommes, femmes et enfants qui ont le droit d'être considérés comme des «réfugiés», fuyant une guerre terrible ?», se demandait mi-août le fondateur de Rue 89 Pierre Haski.

Le médiateur de Radio France avait relayé les exaspérations de ses auditeurs en mai dernier.

«Parler de "migrants", c'est nier leurs souffrances, c'est interdire aux citoyens de penser le drame qui se joue, c'est anesthésier l'opinion publique: le black-out français sur la photo d'Aylan montre que les mots pèsent de tout leur poids», conclue Jean Quatremer dans l'éditorial de Libération daté du 6 septembre «Ne dites plus "migrants", mais réfugiés». Le journaliste estime que l'emploi de ces mots explique aussi le fait que la France soit le seul pays en Europe où les quotidiens n'ont pas repris dans leur Une la photo du petit Aylan Kurdi.

«Clandestin» banni

Deux journalistes de France culture, réfractaires à l'utilisation d'un terme qui a un sens juridique précis pour qualifier tout le flux migratoire actuel, mais tout aussi gênés par la faiblesse du terme «migrant», proposent un autre mot: exilé. «On ne saurait pour autant parler de réfugié au sens propre, sauf à créer une confusion, banaliser et au final enlever de sa force au terme de "réfugiés".

"Exilés", qui ne recouvre pas de notion juridique, pourrait s'imposer car ce terme porte à la fois une dimension émotionnelle, rend compte de l'obligation que l'on a eu à s'arracher de son pays et ne distingue pas entre les personnes qui ont fui», avancent-elles.

«Clandestin», lui, est déjà banni de la plupart des médias depuis longtemps, victime d'une sorte de processus inverse à ce que Paul Valéry appelait l'usure des mots - «Entre deux mots, il faut choisir le moindre» recommandait le poète. Le blog «Les mots démons» de Rue 89 note par exemple que la dernière fois que le terme a été utilisé sur le site, c'était en 2014, dans un papier où le terme était plutôt utilisé pour dénoncer la réduction d'un homme à ce statut.

«Noir» réhabilité

Après clandestin, c'est donc migrant qui subit cette loi de l'inflation du langage (lecteur philologue, si tu la connais, fais-nous signe) comme si tous les termes chargés de décrire une réalité sensible devaient un jour prendre une connotation péjorative. Avant, peut-être, de revenir en odeur de sainteté?

Rappelons-nous que le terme «noir» pour désigner les populations à la peau noire a été un temps discrédité (et continue encore parfois de l'être) au profit de l'anglicisme épïcène «black», qui paraissait plus amical. A cette époque –grosso modo à partir des années 1990– ceux qui soutenaient les populations noires préféraient ne pas les nommer par leur couleur, pour mieux les inclure. Ne pas être raciste, c'était en effet surtout ne pas faire de différence, ne pas nommer. Depuis, le terme a été réhabilité, par les personnes noires elles-mêmes, outrées comme on peut le comprendre que l'on considère comme péjoratif un terme qui décrit simplement leur couleur de peau.

Dans la polémique actuelle, migrant utilisé à tout bout de champs énerve surtout parce qu'il occulte la réalité actuelle. Terme au départ utilisé par les sciences sociales pour décrire les flux migratoires, il était devenu ces derniers mois l'outil de la Lingua quintae respublicae, cette novlangue décrite par Eric Hazan dans LQR. Propagande du quotidien, et qui sert surtout à manipuler les foules.

L'Obs / "Hotspots", "centres d'enregistrement des migrants" : de quoi parle-t-on ?

08/09/2015 Lucas Burel

Evoquée depuis plusieurs semaines, la création de "centres européens d'accueil" ayant pour mission de distinguer les réfugiés des migrants économiques se précise.

Comment distinguer les réfugiés ayant droit à l'asile européen et les migrants "économiques" que l'Europe ne veut pas accueillir ? Cette question abrupte, presque brutale, est au coeur des programmes d'action étudiés par l'Union européenne pour faire face aux milliers de migrants qui se présentent chaque jour à ses frontières.

Lundi, lors de sa conférence de presse, François Hollande a une nouvelle fois insisté sur la nécessité d'établir une "distinction" entre "ceux qui relèvent du droit d'asile et ceux qui doivent être accompagnés." Jeudi 3 septembre, le chef de l'Etat français et Angela Merkel avait déjà adressé un courrier à la Commission européenne appelant à la mise en oeuvre "intégralement et sans délais" de "hotspots" ou "centres d'accueil européens".

A terme, la Commission européenne envisage de faire de ces "points d'accès" à l'Europe les centres opérationnels principaux d'enregistrement des demandes d'asile et de gestion des retours.

A quoi vont servir ces "hotspots" ?

Qu'on les appelle "hotspots" ou "centres d'accueil", ces centres doivent permettre de distinguer les migrants ayant vocation à bénéficier de l'asile dans l'Union européenne et les migrants dits

"économiques" qui ne peuvent pas prétendre au statut de réfugiés selon la convention de Genève.

En s'y présentant, les nouveaux arrivants seront enregistrés et leur demande d'asile sera étudiée. Contrairement aux centres de rétention administrative nationaux, où sont retenus les étrangers qui n'ont pas pu obtenir l'asile, l'objectif est donc de statuer rapidement sur leurs chances de bénéficier du statut de réfugiés... et d'organiser leur retour si leur demande d'asile échoue. Selon la Commission européenne, ces centres doivent pouvoir étudier les demandes d'asile dans les 72 heures après l'arrivée des migrants.

Plutôt que l'euphémisme "centre d'accueil", de nombreux acteurs associatifs préfèrent parler de "centre de tri" et s'inquiètent de la mainmise de l'administration européenne :

Nous sommes assez inquiets. Il ne faut pas se tromper, il s'agit bien de trier entre les 'bons' et les 'mauvais' migrants". Le problème est vu sous l'angle répressif et les associations sont tenues à l'écart", déplore Jean-Claude Mas, le secrétaire général de la Cimade.

Qui va les gérer ?

La gestion de ces centres devrait être articulée autour de quatre grands axes : l'identification et l'enregistrement des arrivants, le traitement des demandes d'asile, le retour des migrants qui ne peuvent pas prétendre au statut de réfugiés et la lutte contre les réseaux de passeurs.

Contrairement à certains centres de tri déjà existants en Italie par exemple, ces "hotspots" devraient donc être directement gérés par des agences européennes. Des fonctionnaires de Frontex - l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures - et d'Europol - agence de police criminelle communautaire - devront coordonner le processus d'identification et d'enregistrement des migrants, notamment par le biais de relevés d'empreintes digitales.

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) - agence communautaire de coopération des Etats membres en matière d'asile - aura pour mission de traiter les dossiers d'asile puis d'aiguiller les demandeurs vers un Etat membre de l'Union européenne capable de les accueillir.

Les budgets relatifs au retour des migrants déboutés de leur demande d'asile sont encore en négociation. Il s'agira de fonds communautaires", a indiqué l'entourage de Bernard Cazeneuve, contacté par l'"Obs".

Selon la Commission européenne, c'est l'agence Frontex qui devra "aider les Etats membres à coordonner le retour des migrants en situation irrégulière" tandis que les agences Europol et Eurojust - agence de coopération judiciaire européenne - assisteront les Etats membres dans la lutte contre les réseaux de passeurs et les trafiquants d'êtres humains."

Où seront-ils ?

En Europe ?

Pour le moment, trois Etats membres de l'Union européenne devraient héberger ces nouveaux centres d'accueil européens : la Hongrie, l'Italie et la Grèce, soit les trois principaux points d'entrée des migrants en Europe, que la Commission européenne considère comme "la première ligne de l'Europe".

Pourtant, en réalité, bien que présentés par la Commission européenne comme une solution nouvelle, ces centres existent déjà, notamment en Italie où une "task force" de la Commission a été déployée dans le centre d'accueil européen de Catane en vue de mettre en place d'autres "hotspots" en Europe.

Le 1er août dernier, rappelle Mediapart, le centre d'Identification et d'expulsion (CIE) de Trapani-

Milo en Sicile est également devenu un "hotspot" mais son ouverture a été reportée en raison de violations présumées des droits de l'homme et d'irrégularités dans des procédures d'expulsion.

En dehors de l'Europe ?

"L'idée est d'organiser l'accueil européen mais aussi d'éviter aux gens de tenter la traversée s'ils n'ont aucune chance d'obtenir l'asile", fait savoir une conseillère de Bernard Cazeneuve.

En effet, d'autres solutions sont étudiées pour "trier" les migrants avant que ceux-ci ne posent le pied en Europe. Ce samedi, les ministres européens des Affaires étrangères, réunis à Luxembourg, ont également évoqué la création de centres d'accueil en Afrique et au Moyen-Orient. Ces centres pourraient donc voir le jour également "hors d'Europe, où des camps de réfugiés existent déjà", a rappelé Donald Dusk, le président du Conseil européen.

C'est le cas notamment au Niger, où un "centre polyvalent pilote" devrait être créé "avant la fin de l'année" selon une fiche d'information de la Commission européenne émise le 13 mai 2015. D'après ce document, ce centre doit permettre "de donner aux migrants une idée précise des chances de réussite de leur voyage et d'offrir à ceux qui sont en situation irrégulière des solutions d'assistance au retour volontaire."

Libération / Alex Lutz secoue le monde artistique pour aider les réfugiés

07/09/2015, par Jérémie Cazaux

Connu pour ses sketches de «Catherine et Liliane» dans le «Petit Journal» de Canal +, le comédien tombe le masque de l'humoriste en lançant un appel international aux artistes.

Adjani, Line Renaud, mais aussi Matthieu Chedid et les Daft Punk : en moins de deux jours, ils sont déjà une centaine d'artistes à avoir répondu à l'appel de «la main tendue». Chacun des signataires s'engage à offrir «un cachet solidaire à l'une des associations qui intervient dans les pays d'origine ou dans les pays d'accueil pour aider les réfugiés».

«L'enjeu est de réunir l'ensemble du monde du spectacle et de créer une chaîne de solidarité, car il y a urgence», explique l'humoriste Alex Lutz. Connu pour son duo des secrétaires Catherine et Liliane du Petit Journal, Lutz est à l'origine de ce fonds de solidarité conçu pour venir en aide rapidement aux réfugiés.

«Depuis quelques jours, la photo de l'enfant syrien mobilise l'opinion publique, j'ai voulu saisir l'occasion car je ne veux pas que cette image soit balayée par d'autres actualités, il faut à tout prix éviter que l'émotion retombe et rester dans l'action», explique le comédien à Libération. En cours de création, l'association baptisée Une main tendue aura pour «objectif de mieux répartir les donations vers les ONG et associations spécialisées», notamment la Cimade, le Secours catholique, Médecins du monde ou l'Unicef. L'initiative de Lutz a reçu le soutien d'un vieux briscard du charity-business en la personne de Bob Geldof, fondateur en 1984 de Band Aid pour lutter contre la famine en Ethiopie. Et de nombreux cinéastes étrangers devraient ajouter leur nom à la liste.

La croix / Comment la France compte organiser l'asile

07/09/2015

Le chef de l'État a confirmé la participation de la France à un mécanisme de répartition européen,

précisant que le pays était prêt à accueillir 24 000 demandeurs d'asile sur deux ans.

Cet effort supplémentaire demandera aux autorités de recalibrer leur capacité d'accueil, avec le concours des élus locaux.

Le gouvernement réfléchit également à la manière de coordonner la générosité des particuliers.

Opposée à toute logique de « quotas » pour orienter plus équitablement les demandeurs d'asile dans l'Union européenne, la France va néanmoins « prendre sa part », s'est engagé le 7 septembre François Hollande au cours de sa conférence de presse. « La Commission européenne va proposer de répartir 120 000 réfugiés sur les deux prochaines années, ce qui représentera pour la France 24 000 personnes. Nous le ferons », a annoncé le chef de l'État.

Selon Bruxelles, la France devrait accueillir environ 10 000 migrants débarqués sur les côtes grecques, 10 800 arrivés en Hongrie et 3 100 arrivés en Italie. Le président de la République ne pouvait que réagir face au large dispositif humanitaire déployé par l'Allemagne, qui dans le seul intervalle des 5-6 septembre, a admis sur son sol 17 000 nouveaux arrivants venus d'Autriche.

La semaine dernière déjà, le président de la République s'était joint à la chancelière Angela Merkel pour exiger des États membres un mécanisme « obligatoire et permanent » de répartition.

DES EFFORTS AVEC CONTREPARTIES

Au nom « du principe de solidarité », François Hollande a annoncé que « plusieurs centaines, voire un millier » de personnes tout juste arrivées en Allemagne seraient reçues en France. Mais cet effort ne se fera pas sans contrepartie. Le chef de l'exécutif a insisté sur la mise en place de « centres de contrôles aux frontières de l'Union, en Italie, en Grèce, en Hongrie », pour distinguer « ceux qui relèvent du droit d'asile et ceux qui doivent être accompagnés de façon digne ». Il a aussi mis en garde contre une « crise humanitaire gigantesque » si aucune « politique de codéveloppement » n'est mise en place avec les « pays d'origine ou de transit » pour endiguer les départs.

Comment seront reçues ces 24 000 personnes ? Pour l'heure, aucun budget supplémentaire n'est prévu. Mais le dossier de ces demandeurs d'asile, principalement syriens et érythréens, sera traité en priorité. « Ils seront choisis en raison de leur besoin manifeste de protection. Pour eux, la procédure ne devrait pas durer plus de deux mois », explique une proche du ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve.

LA MOITIÉ DES DEMANDEURS EN RÉGION PARISIENNE

Reste à savoir où ils seront hébergés. Avec 60 000 nouvelles requêtes déposées chaque année, mais seulement 30 000 places en centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada), la France ne peut offrir un hébergement adapté à chacun. Les efforts consentis pour combler ce déficit (4 000 places supplémentaires 2013 et 2014, et 4 200 autres à venir en 2015) demeurent insuffisants.

Voilà pourquoi une réforme de l'asile a été définitivement votée cet été. Cette dernière devrait prendre pleinement effet à partir du mois de novembre. Elle prévoit un accueil « directif » pour désengorger l'Île-de-France. Car à elle seule, la région parisienne regroupe la moitié des demandeurs d'asile. Les futurs demandeurs seront principalement orientés en région. Ceux qui refuseront d'être hébergés là où les places existent pourront perdre leur allocation (11,45 € par jour).

ORCHESTRER L'ENSEMBLE DES PROPOSITIONS

En attendant, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour étoffer l'offre d'hébergement. Samedi 11 septembre, le ministre de l'intérieur recevra place Beauvau les « maires solidaires », essentiellement de gauche, qui se disent prêts à accueillir des migrants. Objectif : mettre en musique l'ensemble des propositions.

C'est pourquoi Bernard Cazeneuve a nommé Kléber Arhoul pour coordonner le dialogue avec les élus. Ce haut fonctionnaire occupait auparavant le poste de préfet délégué pour l'égalité des chances dans le Nord-Pas-de-Calais.

« Beaucoup de maires ruraux, notamment, se sont manifestés. Nous leur demanderons avant tout de reloger ceux qui ont déjà obtenu le statut de réfugié et qui faute de mieux encombrant les Cada », précise-t-on place Beauvau. Ce mécanisme de désengorgement doit en principe être financé sur les crédits du « plan migrants » annoncé en juin, qui prévoit de libérer 5 500 places.

En revanche, les autorités ne savent pas encore comment donner suite à l'élan de générosité des

particuliers et des paroisses. Plusieurs centaines d'entre eux ont en effet proposé d'héberger des migrants. « Les élus locaux pourraient intégrer certaines solutions dans leur schéma d'accueil lorsqu'il s'agit de logements vides ou d'une résidence secondaires. En revanche, dans le cas d'une chambre ou d'un simple local, cela nous paraît plus compliqué », admet-on dans l'entourage de Bernard Cazeneuve.

LES INITIATIVES SOLIDAIRES SE MULTIPLIENT

La branche strasbourgeoise de l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF) participe à la plate-forme téléphonique du réseau international « Watch the Med », qui tient un numéro d'urgence pour les migrants qui font naufrage en Méditerranée.

Le programme « Welcome » du Service jésuite des réfugiés propose un hébergement à des demandeurs d'asile dans une quinzaine de villes. Contact de la coordinatrice : Marcela Villalobos Cid, 06.81.05.92.22.

Un tout nouveau site Internet (singa.fr) propose aux particuliers d'héberger des étrangers ayant déjà le statut de réfugiés.

Un autre site web, aiderlesrefugies.com, vient d'être lancé par l'écologiste Julien Bayou, fondateur du collectif Jeudi noir. L'interface a pour l'heure collecté 1 500 offres d'hébergement de particuliers, et 300 actions de proximité. Il dresse également une liste d'associations auxquelles faire des dons.

Le Secours catholique dispose de 250 équipes locales partout en France, entièrement consacrées à l'accueil des migrants. Contact : 01.45.49.73.00.

La Cimade recherche en permanence des bénévoles dans 75 groupes locaux répartis dans 13 régions. Contact : 01.44.18.60.50.

Le Secours populaire vient d'ouvrir un « fonds d'urgence migrants-réfugiés », et mobilise ses donateurs sur cette question.

La Fondation Raoul-Follereau, qui propose un soutien logistique aux chrétiens d'Orient réfugiés au Kurdistan irakien, lance un « mini-site » dédié aux messages de soutien moral. Chacun peut y déposer un mot de fraternité et d'espoir qui sera traduit en arabe pour que les principaux intéressés puissent les comprendre. L'adresse : www.messagespourlirak.com

Pèlerin / Quand les familles ouvrent leurs portes

07/09/2015

Révoltées de voir tant de personnes migrantes errant dans les rues, des familles chrétiennes de la région de Rennes ont lancé l'association Bienvenue, membre du réseau jésuite Welcome. Reportage.

« Alors, ce menu kosovar, on le déguste quand ? » La question pourrait sembler banale, liée à un prochain dîner que deux couples organisent dans le salon d'une petite maison de Rennes. Pourtant, malgré les éclats de rire, Marie et Patrice connaissent très peu Mandete et Skender, originaires du Kosovo, qu'ils accueillent chez eux depuis dix jours seulement.

Le couple est arrivé à Rennes début décembre 2014. Il a d'abord vogué de foyer en foyer, appelant chaque jour le 115, numéro du Samu social, afin de trouver un toit pour la nuit.

Aujourd'hui, pour la première fois au cours de leur exode, ils dorment chaque soir dans la même chambre. Mandete et Skender se reposent enfin, travaillent leur français, préparent sereinement leur demande d'asile.

C'est l'association locale Bienvenue, membre du réseau jésuite Welcome, qui a mis les deux couples en relation.

Jamais nous n'aurions pensé qu'il était possible d'être logés ainsi dans une famille française

→ explique Mandete, encore étonnée de cet accueil si généreux.

A l'instar d'une dizaine d'autres couples rennais, Marie et Patrice reçoivent régulièrement des

demandeurs d'asile pour une période d'un mois maximum. Familles accueillantes et accueillies signent un contrat d'hébergement à titre gracieux.

En cas de problème, un médiateur de l'association Bienvenue intervient. Cette signature est un cadre rassurant pour chacune des parties. « Si ça se passe mal, on arrête et puis c'est tout, explique Marie. Mais nous n'avons jamais eu besoin d'en arriver là. »

Ce mois passé sous le même toit ne ressemble pas à une colocation d'étudiants, où les courses se mélangent dans le frigo, avec des repas partagés. « C'est mieux ainsi, car chacun a son intimité », souligne Mandete.

Elle et son époux sont logés au deuxième étage de la maison de Patrice et Marie. L'espace, avec chambre, kitchenette et salle de bains, leur apparaît comme un cocon. Du coup, ils se reposent physiquement et psychologiquement, découvrent les modes de vie français, reprennent espoir en l'avenir.

« Les migrants sont plus une chance qu'un problème »

« Ce qui nous porte, explique Marie, c'est notre volonté d'hospitalité, liée à notre idéal de fraternité universelle. Les hommes sont pour nous des frères et non des menaces. »

Depuis un an, Marie et Patrice ont reçu six familles, leur soutien se résumant au logement. C'est un tuteur du réseau Welcome qui assure le suivi individuel des demandeurs d'asile et vérifie qu'ils restent actifs dans leur démarche de régularisation.

Début mai, Mandete et Skender quitteront Patrice et Marie, non pas pour errer dans les rues de la capitale bretonne, mais pour un vrai logement qu'ils viennent d'obtenir dans un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada).

Plus on reçoit et plus c'est simple et enrichissant. En brisant les murs et les préjugés, nous découvrons que les migrants sont une chance plutôt qu'un problème.

→ explique Patrice

« Certes, il faut trouver la bonne distance avec nos hôtes, ne pas trop s'impliquer, poursuit Marie. La tentation est grande de prendre une famille sous son aile, de s'y attacher et de subir, ensuite, le déchirement du départ. Il faut savoir raison garder. Nous n'allons pas résoudre, à nous seuls, le problème des migrants, ni sauver toutes les personnes que nous accueillons. » C'est dans cet esprit que Bienvenue a donné au temps d'accueil une durée limitée.

A l'origine de cette association bretonne se trouvent une dizaine de familles chrétiennes qui, révoltées de voir tant de personnes migrantes errant dans les rues, ont ouvert il y a cinq ans leur maison, de manière informelle.

Au fil du temps, l'accueil d'urgence s'est organisé, en lien avec le Cada, qui dépend de l'Etat, et d'autres associations Rennaises comme le Secours catholique ou La Cimade. Enfin, Bienvenue a rejoint Welcome voici deux ans.

Créé en 2009, ce réseau dépend du Service jésuite des réfugiés (JRS) en France et s'étend progressivement : Paris et Ile-de-France, Lille, Rennes, Brest, Nantes, Orléans, Lyon, Marseille, Nice, Clermont-Ferrand, Valence, Dijon, Nevers.

Dans ce cadre, 80 foyers et 30 communautés religieuses ont déjà accueilli près de 500 personnes.

« Nous voulons dire aux migrants que leur sort ne nous est pas indifférent, explique le P. Paul de Montgolfier, directeur de JRS. Il faut sortir de la culture du rejet qui règne aujourd'hui. Ce n'est pas pour rien si la parabole du Bon Samaritain est incarnée par un étranger. »

Rue89 / Réfugiés : nos réponses à vos questions, parfois gênantes

10/09/2015 Emilie Brouze

Pourquoi aider les réfugiés et pas les mal-logés ou les SDF ? Pourquoi les Syriens plutôt que les Soudanais ? Pourquoi Marine Le Pen ne voit que des hommes sur les photos ? Rue89 répond aux

interrogations embarrassantes.

Depuis janvier, 381 412 personnes ont risqué leur vie en traversant la Méditerranée direction l'Europe, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). 2 850 n'ont pas survécu.

Parce qu'une majorité de ces personnes fuient des zones de conflit ou des pays qui violent les droits de l'homme, l'UNHCR parle d'une « crise des réfugiés ». Parmi eux :

53% sont originaires de Syrie,
14% d'Afghanistan,
7% d'Erythrée,
ou encore 3% d'Irak.

Aylan Kurdi n'était malheureusement pas le premier enfant exilé à perdre la vie dans la mer Méditerranée. Mais la photo du corps sans vie de ce petit Syrien, échoué début septembre sur une plage turque, a suscité de la tristesse, de la colère et une couverture médiatique sans précédent depuis la crise.

C'est un peu comme si l'on découvrait soudain, sur le tard, l'ampleur du drame. Cette photo, le symbole d'une tragédie, a aussi servi d'électrochoc et suscité un élan de générosité précieux. Qui a rapidement drainé tout un tas de questions et de remarques, plus ou moins embarrassantes.

1 « Je suis là uniquement pour les Syriens »

Les mots

Un demandeur d'asile est une personne dont la demande d'asile est en cours d'examen ; un réfugié est une personne à qui un pays accorde une protection internationale.

A la manifestation de samedi, place de la République à Paris, mon collègue Ramsès Kefi a interrompu une dame au téléphone, une quadra avec une poussette, qui lui a dit :

« Les réfugiés ? Moi, je suis là uniquement pour les Syriens...
– Et les autres ?
– Non, pas les autres. Mais je serais prête à héberger une femme syrienne avec ses enfants, même si je vis dans un F2. »

Pierre Henry, directeur général de l'association France terre d'asile, n'a pas vraiment été surpris quand je lui ai rapporté l'échange. « Je veux un Syrien, un Irakien, un mineur isolé aux yeux bleus... Je plaisante mais à peine. » En somme, on n'est pas au supermarché, répond-il.

« La générosité des gens, il faut la cadrer, la diriger pour éviter les dérives. C'est la responsabilité de l'Etat. »

Pierre Henry mentionne les sorties de quelques élus qui désiraient n'accueillir que des chrétiens :

« Il faut rappeler qu'on est en république et que le droit d'asile est un droit universel. »

Les 24 000

Comment seront sélectionnés les réfugiés accueillis en France, questionne La Croix. « Le besoin

manifeste de protection des personnes fuyant les zones de conflit sera le principal critère retenu. Vu le contexte actuel, ce seront essentiellement des Syriens », explique-t-on place Beauvau.

« La volonté de s'installer en France, les liens familiaux ou la pratique de la langue pourront aussi être pris en compte. A l'inverse, les personnes qui se sont rendues coupables de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de terrorisme sont écartées au moment de l'instruction de la demande d'asile. Une enquête est systématiquement menée en ce sens. »

C'est inscrit dans la Convention de Genève de 1951, ratifiée par la France, qui définit les droits des réfugiés et les obligations légales des Etats.

Ces derniers doivent appliquer ses dispositions « sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine ». Toute discrimination peut être punie si elle est effective.

Les conflits oubliés

En annonçant que la France allait accueillir 24 000 réfugiés ces deux prochaines années dans le cadre du plan de la Commission européenne, François Hollande a aussi glissé que ceux qui ne relevaient pas du droit d'asile seront « raccompagnés ».

Des centres de contrôle et d'enregistrement seront chargés d'effectuer un « tri » (lire encadré).

On voit aussi poindre la dérive de hiérarchisation entre exilés. D'un côté, les « bons », ceux qui fuient la guerre ; de l'autre, les « moins bons », exilés climatiques ou fuyant la misère. Ceux dont on parle plus (comme les Syriens), et ceux qui fuient aussi des guerres mais dont on a oublié l'existence. Comme les Soudanais qui fuient le Darfour.

A la Cimade, association de solidarité avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, ce risque de hiérarchisation inquiète. Un porte-parole soutient :

« Il ne devrait pas y avoir de distinction dans l'accueil des migrants, des réfugiés de Syrie ou d'ailleurs. Certaines personnes fuient la guerre ou des persécutions, d'autres la misère et certains souhaitent simplement rejoindre leur famille. La France et l'Europe peuvent les accueillir. »

Plus nuancé, Pierre Henry de France terre d'asile considère :

« Il y a une priorité, compte tenu de la crise, à accueillir les réfugiés. Est-ce que ça veut dire que je dois ignorer les autres ? Sans doute pas. »

« Terriblement humain »

Dans une tribune publiée dans Le Monde, Pierre Micheletti, ancien président de Médecins du monde, met en garde contre la « pitié dangereuse ». Il dit entre autres que la compassion est éphémère :

« L'image de Aylan “ floute ” celle des Yésidis en exode, qui brouille celle des déplacés du Soudan du Sud, qui efface celle de Haïti qui n'en finit pas de se reconstruire, comme s'est estompé le souvenir de notre empathie pour la population du Darfour ou de RDC. Pourtant, tous ces drames perdurent. »

Au téléphone, je lui parle de la remarque entendue samedi, place de la République. Cette forme de hiérarchisation entre les exilés l'inquiète-t-il ? « Je la trouve terriblement humaine », répond-il.

Micheletti termine son propos :

« Tant mieux qu'une société soit capable de ce type d'émotion mais n'oublions pas l'application du droit et la régulation des conflits. »

2 « Pourquoi l'Etat ferait passer devant moi des réfugiés ? »

Sur France Inter ce mercredi matin, un auditeur appelle de l'Isère :

« Il y a un souci, c'est qu'il y a beaucoup de SDF qui n'ont pas d'abri, il y a beaucoup de personnes qu'on est obligé de loger à l'hôtel [...], il y a beaucoup de communes qui se défaussent, qui ne font pas les travaux, les travaux de construction et maintenant, on se propose de faire des constructions pour des gens qui sont en exil. »

Patrick Cohen reprend la parole :

« On a plusieurs questions en ce sens, [des auditeurs] qui pensent notamment au déficit de logements sociaux dans certaines villes, au sort des sans-abri et de ceux qui sont démunis depuis plusieurs années sur notre sol. »

Même échos sous les articles de Rue89. « Perso, j'en chie déjà pour trouver un travail et me loger à des prix raisonnables, alors que j'ai déjà bossé et cotisé. Je ne vois pas pourquoi l'Etat ferait passer devant moi des réfugiés », lit-on ici.

Plusieurs riverains engagent une conversation, l'un deux y va de sa réflexion :

« S'il est compréhensible qu'un réfugié soit prioritaire, au regard de sa situation, il est étrange qu'un Etat sache traiter sa situation beaucoup plus rapidement que celle d'un citoyen en difficulté. »

« Qui privilégier et pourquoi ? Comment hiérarchiser la misère ? Impossible ! » lit-on sous un autre article.

Cache-sexe xénophobe ?

Pourquoi ne pas s'occuper de nos « frères SDF » plutôt que de l'étranger ? C'est un vieil argument, notamment utilisé par certains se découvrant une soudaine préoccupation pour les pauvres. N'est-il pour autant qu'un cache-sexe xénophobe ? Non.

Je fais lire à Christophe Robert, sociologue et délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, la réaction d'un riverain et il dit qu'il comprend. On entend de plus en plus ce genre de remarques, constate-t-il, « du fait que l'exclusion augmente et qu'il y a une insuffisance de réponses ».

« Il faut être vigilant car le manque de solutions peut créer des effets de tension. C'est vrai dans le domaine du logement : on établit des prioritaires parmi les prioritaires, on fait tourner les solutions... La pénurie crée un effet de tri et de concurrence. »

La France est en déficit de centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) et la population se reporte sur l'hébergement d'urgence, des dispositifs qui manquent aussi de places.

Le site d'information Travail social actualités (TSA) rapporte l'amertume de certains associatifs après le vent de solidarité pour les réfugiés.

« La capacité de répondre en urgence aux gens, quel que soit leur statut, est impérative », rappelle Christophe Robert.

« On ne peut pas opposer des catégories de population. »

« Il faut arriver à tenir les deux bouts »

Selon lui, il faut déplacer la question et se demander : est-on calibré à la hauteur des besoins ? Et puis, il faut voir ce que va proposer concrètement l'Etat pour les réfugiés. Il peut ne pas y avoir de concurrence, compte tenu du territoire ou des logements disponibles. Les bailleurs sociaux par exemple, ont des appartements vacants dans certaines villes en déclin économique.

Cet été à Paris, un millier de places d'hébergement ont été proposées à des migrants après l'évacuation de plusieurs camps, retrace TSA. Or, dès le mois de novembre, se posera de nouveau le besoin de préserver des sans-abri du froid. Le préfet de l'Ile-de-France a assuré que les deux plans devraient se cumuler.

Au-delà de l'action, les politiques doivent aussi être pédagogues pour éviter les crispations ou nourrir les extrêmes.

« On a besoin de ce discours : expliquer pourquoi on fait ça, comment, dire qu'on n'oublie pas les autres. »

Christophe Robert conclut d'un parallèle :

« Est ce que, parce qu'on développe des emplois aidés, on ne développe pas parallèlement l'emploi pour tous ? Est ce que je dois développer l'emploi des jeunes avant l'emploi des seniors ? Ce n'est jamais simple.

On a une responsabilité collective d'apporter des réponses à nos citoyens fragilisés mais on doit aussi accueillir les personnes qui fuient. Il faut arriver à tenir les deux bouts. »

3 « Que des hommes ! »

Mardi, la présidente du Front national assurait que 99% des réfugiés (qu'elle appelle « clandestins ») étaient des hommes. « Il y a une minorité de familles », concluait Marine Le Pen sur RMC, expliquant l'avoir vu de ses propres yeux à la télévision.

« Or, moi je pense que des hommes qui quittent leur pays pour laisser leur famille là-bas, ça n'est pas pour fuir la persécution. C'est évidemment pour des raisons économiques. »

C'est plutôt du grand n'importe quoi, rectifiait Libé. La question de la proportion d'hommes parmi les réfugiés revient souvent dans les commentaires des sites de presse ou sur les réseaux sociaux (« il ne s'agit que d'hommes ! »).

Mais s'il est vrai que plus d'hommes que de femmes traversent la Méditerranée ils sont loin de représenter 99% des exilés.

13% de femmes, 15% d'enfants

L'UNHCR, qui publie des statistiques sur son site, estime ainsi que :

72% des personnes arrivées dans le bassin méditerranéen par bateau sont des hommes,
13% des femmes,
15% des enfants.

Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants parmi les réfugiés (UNHCR)

L'Unicef a récolté des chiffres similaires : sur les 10 000 personnes qui ont traversé la frontière entre la Grèce et la Macédoine entre le 1er et le 6 septembre derniers – des Syriens, en majorité –, l'agence onusienne a enregistré à Gevgelija 40% de femmes et d'enfants. Une proportion qui augmente.

Comment expliquer la plus grande part d'hommes ? Difficile de répondre à la question. La dangerosité de la traversée peut expliquer la prise de risques. Il est possible aussi que certains hommes partent en amont de leurs familles pour les faire venir dans un second temps.

4 « Des djihadistes déguisés »

C'est une chaîne d'e-mails aux relents islamophobes tombée dans la boîte d'un journaliste de Rue89. Extraits :

« Et si quelqu'un finançait plutôt le voyage de djihadistes déguisés en réfugiés ? [...] »

Des enfants, des vieillards, des femmes ? Pas beaucoup, ou presque pas. La grande majorité, ce sont des hommes seuls. [...]

L'Etat islamique a d'énormes ressources financières, des banques, des puits de pétrole. Pour quelles raisons se priveraient-ils d'affréter des "chevaux de Troie", et de faire embarquer quelques milliers d'islamistes qui attendront patiemment les ordres ici ? [...]

Quel homme politique, quel journaliste aura le courage de poser cette question ? ? ? »

La grande photo

Cette semaine, Rue89 dédie la une de son site aux réfugiés, en présentant chaque jour une nouvelle photo en « manchette » large. Nous expliquons notre démarche ici.

Le complot des djihadistes infiltrés est également propagé par des hoax et soutenu par plusieurs élus de droite :

le député-maire Les Républicains de Roanne (Loire), Yves Nicolin, qui préférerait n'accueillir que des chrétiens, soi-disant par peur des « djihadistes déguisés » ;

ou encore le président de Debout la France, le député Nicolas Dupont-Aignan, qui répète qu'il y a parmi les réfugiés « des islamistes » qui « sont en train d'envahir l'Europe ».

Le journal très à droite Valeurs actuelles reprenait mardi un chiffre cité par le Sunday Express, un tabloïd britannique : ils seraient 4 000 djihadistes à avoir été envoyés par l'EI autoproclamé en Europe. Il s'agit en fait de la reprise d'un article de Buzzfeed remontant à janvier dernier.

« La corde du terrorisme »

Une intox, aux yeux du journaliste de RFI David Thomson, spécialiste des djihadistes.

« Ceux qui sont rentrés clandestinement depuis 2012 n'ont pas eu besoin des réfugiés pour le faire », précise-t-il.

Un tel risque n'est pour autant pas à exclure. Questionné sur France 3 sur la possibilité qu'il y ait des membres de Daesh parmi les demandeurs d'asile, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve balayait en mars dernier :

« Ça peut toujours arriver. Mais nous travaillons avec nos services de renseignement et nous n'octroyons pas l'asile à ceux dont nous savons qu'ils ont des activités terroristes. »

Démentant clairement les propos de Christian Estrosi sur le sujet, la présidente de la commission d'enquête sur les réseaux djihadistes et vice-présidente de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Nathalie Goulet, a affirmé en août au magazine L'Express : « Nous n'avons pas eu de cas jusqu'à présent. » Et la sénatrice UDI de l'Orne de s'offusquer :

« Ce n'est pas acceptable, on ne peut pas utiliser la corde du terrorisme pour appuyer une politique. Ce n'est pas parce que l'on n'arrive pas à gérer une situation dramatique qu'il faut brandir cette menace. »

France 24 / Réfugiés en France : la difficile question de l'hébergement

11/09/2015 Charlotte OBERTI

La France se prépare tant bien que mal à accueillir quelque 33 000 réfugiés venus d'Irak, de Syrie et d'Érythrée. Un défi logistique pour un pays en manque d'hébergements d'urgence.

Après le temps des annonces, l'heure est à l'action. Alors que François Hollande a déclaré, lundi 7 septembre, que la France était prête à accueillir 24 000 réfugiés, en deux ans - en plus des 9 000 personnes que l'État s'est déjà engagé à accueillir au début de l'été -, la question épineuse des hébergements se pose.

Outre ces nouvelles arrivées de réfugiés, la France devrait enregistrer pour l'année 2015 quelque 60 000 demandes d'asile (un chiffre stable par rapport à 2014). Or, les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), qui comptent 25 000 places, sont déjà saturés. Alors que faire ?

Durant l'été, face à l'afflux massif de réfugiés en Europe, l'État a dévoilé un projet de création de 11 000 places d'hébergement et de logement à l'horizon 2016. Mais des milliers de places supplémentaires restent encore à créer. Pour ce faire, un "coordinateur national", le préfet Kléber Arhoul, a été nommé. Il sera chargé d'organiser l'accueil des migrants par les différentes villes. Un dialogue a par ailleurs été entamé avec les associations, les bailleurs sociaux et les collectivités locales.

Ofpra, AP-HP, HLM : des ressorts précieux

L'idée est de "coordonner", "d'organiser de manière digne et sérieuse", a indiqué François Hollande.

Principal interlocuteur de l'État : l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Cet établissement public est chargé de sélectionner, en Allemagne, les réfugiés qui seront acceptés sur le territoire français – uniquement ceux venant de Syrie, d'Irak ou d'Érythrée. Car les ressortissants de ces pays sont susceptibles d'obtenir rapidement leur titre de séjour et, ainsi, de libérer au plus vite leur hébergement.

Par ailleurs, des diocèses, des citoyens et des villes ont lancé des initiatives isolées. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a annoncé qu'elle allait accueillir quelque 150 réfugiés dans deux bâtiments inoccupés pour 18 mois maximum, tandis que l'organisme des HLM a exprimé sa volonté d'apporter "le plus rapidement possible des solutions concrètes".

De son côté, l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) s'est dite prête à prendre sa "juste part" dans l'hébergement de réfugiés, si l'État respecte "un certain nombre de conditions", notamment "un plan national d'accueil" avec des moyens pour qu'il soit "durable".

"Des réflexions qui ne sont pas à la hauteur"

Un plan d'accueil durable, c'est en l'occurrence ce dont la France manque pour l'instant, déplore Jean-Claude Mas, secrétaire général de l'association la Cimade, qui apporte une aide juridique aux réfugiés et aux migrants.

"Le ministère de l'Intérieur et du Logement [qui travaillent de concert sur le sujet, NDLR] ne créent pas de nouveaux dispositifs", regrette l'intéressé, interrogé par France 24. "Ils essaient de monter en charge les différents dispositifs, avec la création de nouvelles places en Cada. Ils essaient aussi de réfléchir au rôle des préfetures. Je ne suis pas certain que cette réflexion soit à la hauteur des enjeux", estime le numéro un de l'organisation, qui pointe régulièrement du doigt le gouvernement sur cette question.

Selon Jean-Claude Mas, trouver des solutions d'hébergement durables implique la mise en place de nouveaux moyens. "Il faudrait plutôt créer un fond spécifique, isolé, pour faire face à la crise", estime-t-il, déplorant par ailleurs le manque d'informations concrètes.

Des informations que le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, doit apporter samedi, à l'occasion d'une réunion avec les maires.

La Vie / Trier les migrants ?

11/09/2015 Nicolas Forquet et Aziz El Massassi

Économiques ou politiques, chrétiens ou musulmans, syriens ou afghans : certains voudraient choisir leurs migrants. Des polémiques relativisées par la réalité du terrain.

Accueillir des réfugiés, oui mais pas n'importe lesquels... C'est en substance la position de certains maires en réaction au plan de répartition de la Commission européenne qui invite la France à accueillir 24 000 réfugiés. Le 7 septembre, le député-maire de Roanne, Yves Nicollin (Les Républicains), se disait prêt à en accueillir « à condition qu'il soit bien question de réfugiés chrétiens persécutés par Daech ». « Nous devons prendre des précautions avant d'ouvrir nos frontières indistinctement, s'alarme l' élu. Oui à la générosité, non à l'aveuglement. Si on m'apporte la garantie qu'il n'y a pas d'infiltrés de Daech parmi les réfugiés musulmans, cela ne me pose pas de problème »... [Article payant]

[Geneviève Jacques]

TF1 / Vous souhaitez aider des réfugiés : les bons réflexes à avoir et les idées reçues

07/09/2015

Depuis la publication de la photo du petit Aylan, mort sur une plage turque, le monde prend conscience de l'ampleur de la crise migratoire qui touche l'Europe. Et la solidarité s'organise pour venir en aide aux réfugiés. Mais est-ce légal de les aider ? Quels sont les bons réflexes à adopter pour le faire au mieux ?

Aider les réfugiés, qui affluent par milliers en Europe, de plus en plus de citoyens en ont envie. Pour le faire au mieux, ou choisir le moyen qui vous correspond le plus, voici quelques conseils.

- Je veux accueillir un migrant chez moi : comment dois-je me préparer ?

Accueillir un migrant ne s'improvise pas et nécessite une certaine préparation. Plusieurs associations proposent aux citoyens volontaires pour héberger des réfugiés de les mettre en relation, comme l'initiative Calm, pour "Comme à la maison", lancée par l'association Singa. Or, Alice Barbe, cofondatrice de l'association, met en garde les gens qui voudraient se porter volontaire : il faut avoir conscience de ce que cela implique. "Il peut y avoir des différences culturelles sources de malentendus. Il est important par exemple que réfugiés et familles fixent une charte sur le fonctionnement au quotidien" explique-t-elle. C'est pourquoi l'association prend soin de former toutes les familles prêtes à offrir leur hospitalité.

- Qu'est-ce que je risque si j'accueille un réfugié ?

A priori, rien. Si dans le passé certaines associations ou particuliers ont été condamnés pour l'aide apportée à des sans-papiers, depuis le mois de janvier 2013 le délit de solidarité n'existe plus. La loi sur le délit d'aide au séjour irrégulier exclut les actions humanitaires et désintéressées. Il n'est donc pas illégal de nourrir et héberger un réfugié, tant que cette action n'exige pas de contreparties. Avant sa suppression, l'aide à des sans-papiers en France était passible de 5 ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. Car jusqu'au 1er janvier 2013, le "délit de solidarité" était inscrit dans la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers et s'appliquait à toute personne "qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France".

De plus, l'association Singa, via Calm, ne met en relation avec les particuliers que des réfugiés dont la demande d'asile a été acceptée.

- Sans forcément accueillir un réfugié chez moi, comment puis-je aider concrètement ?

"Le plus efficace et le plus utile reste de faire des dons" indique le site aiderlesrefugies.fr. Les dons matériels n'étant pas toujours adaptés aux besoins réels des associations, celles-ci préfèrent souvent recevoir de l'argent, qu'elles peuvent ensuite utiliser au mieux. Les associations CCFD-Terre Solidaire, la Cimade, Emmaüs, France Terre d'Asile ou Médecins du Monde sont très présentes à Calais et fonctionnent grâce aux dons. Le Secours islamique France a distribué plus de 6000 repas à Calais. Médecins sans frontières a indiqué avoir sauvé plus de 10.000 personnes en mer entre mai et août 2015. Le Haut Comité pour les réfugiés de l'ONU permet à des familles syriennes de recevoir une allocation financière qui leur permet de subvenir à leurs dépenses les plus urgentes, explique le site aiderlesrefugies.fr. Sans oublier la Croix-Rouge, le Secours catholique ou l'Unicef. De plus, les dons d'argent donnent droit à des réductions d'impôt allant de 66 à 75% de la somme versée.

Il est toutefois possible de venir en aide à une association près de chez vous, en fournissant du matériel ou en donnant de son temps. De nombreuses initiatives sont recensées sur le site aiderlesrefugies.fr.

De nombreuses pétitions circulent également. Celle mise en ligne par la Vague citoyenne a déjà recueilli près de 35.000 signatures. Celle lancée sur Change.org par la sénatrice Nathalie Goulet pour accueillir les réfugiés "dans nos communes" a déjà recueilli l'approbation de plus de 60.000 personnes. Amnesty encourage également les citoyens à signer leur "appel aux responsables des

partis politiques français représentés au Parlement" pour aider les migrants.

Le JDD / Accueil des réfugiés : les maires peuvent-ils choisir des chrétiens en priorité?

08/09/2015

DECRYPTAGE - Alors que l'ensemble des maires de France sont appelés, samedi, à se réunir au ministère de l'Intérieur pour aborder la question de l'accueil des réfugiés, certains élus mettent en avant l'origine confessionnelle comme critère de sélection. Un principe pourtant discriminatoire aux yeux de la loi.

"A condition qu'il soit bien question de réfugiés chrétiens qui sont persécutés par Daech en Syrie". Interrogé sur la crise migratoire qui touche l'Europe, la petite phrase du maire de Roanne (Loire), Yves Nicolin (LR), n'est pas passée inaperçue. Tout comme celle du maire de Belfort (Franche-Comté), qui s'est également dit prêt à "faire un geste" pour accueillir des Syriens et Irakiens chrétiens... avant de revenir très légèrement sur ses propos mardi matin, interrogé par leJDD.fr.

A l'heure où la France s'apprête à accueillir 24.031 nouveaux réfugiés sur les deux prochaines années, ces propos ont suscité de vives réactions. En premier lieu celle du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, à l'initiative d'une lettre aux maires de France, dans laquelle il sollicite les édiles pour gérer avec "organisation" et "méthode" l'accueil des réfugiés. Mardi matin, il a également fustigé les maires qui ne souhaitent dans leurs communes que des réfugiés chrétiens. « Je ne comprends pas [cette distinction], je la condamne et elle me paraît funeste », sur le plateau de France 2.

"Des propos discriminatoires"

Mais, pour Gérard Sadik, juriste et coordinateur au service réfugiés de la Cimade, une différence de traitement entre les réfugiés serait ni plus ni moins condamnable juridiquement. "Ce sont des propos discriminatoires", assène le juriste. Et d'ajouter : "En France, nous avons l'article 225-1 du Code pénal, qui réprime toute distinction opérée entre les personnes en raison de leur origine, de leur sexe, de leurs opinions politiques ou encore de leur religion".

Sur le plan du droit international, ces déclarations sont également répréhensibles. L'article 3 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et ratifiée par la France indique en effet que les Etats contractants appliqueront les dispositions de la Convention "sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine".

"On n'est pas dans un supermarché"

Pour Pierre Henry, directeur général de l'association France terre d'asile, il est impératif de "veiller à ne pas agir sur des bases ethniques, mais bien en principe des valeurs républicaines". Et de balayer des "déclarations à l'emporte-pièce, similaires à celle de Viktor Orban [Premier ministre hongrois autoritaire, Ndlr]" et qui, à ses yeux, reviendraient à dire : "Surtout pas de musulmans chez nous".

Dans un nouveau contexte d'appel à la solidarité avec les réfugiés par le gouvernement, le directeur général de France terre d'asile souhaite "rappeler des évidences". Et de lancer : "La République ne s'est pas construite sur la confession. Les priorités doivent être accordées aux personnes en fonction des guerres et des persécutions", et non en fonction pas de la religion. "On n'est pas dans un supermarché."

L'humanité / Quai d'Austerlitz : plus de réfugiés, plus de solidarité

Les réfugiés du quai d'Austerlitz sont de plus en plus nombreux. Face à cette recrudescence inquiétante, un élan de solidarité notable s'est opéré. Les associations, les riverains et les migrants eux même y participent.

Cela fait quelques heures que le soleil et le froid viennent perturber la nuit des migrants du quai d'Austerlitz. Il est 10h. Déjà, des dizaines de réfugiés sont accoudés aux barrières ou assis à terre en scrutant la Seine. De longues rangées de tentes multicolores sont fixées sur le macadam en dessous du futuriste pont Charles De Gaulle. Un dédale de couettes, de vêtements et de tissus en tout genre comblent l'espace entre les logements de fortune. Certains s'esclaffent en attendant leur tour pour les toilettes publiques. D'autres font la grimace en sentant l'odeur âcre de l'urine qui embaume l'espace de vie des réfugiés. Erythréens, Soudanais, Marocain, Algériens... de nombreuses nationalités vivent ici depuis des jours, des semaines, des mois. En bas de l'escalier qui mène sur le pont, deux jeunes Soudanais jouent avec des rollers pour tuer le temps. L'un d'eux, Hassan, 23ans raconte, le regard emplis d'allégresse:

« Avec Mostafa nous avons fait le trajet à deux. Nous sommes partis de chez nous, il y a 15 jours, c'était trop dangereux. Nous avons traversé la Lybie. Ensuite nous avons remonté l'Italie en bus et en train. Après dix tentatives de passages entre Vintimille et Nice nous sommes enfin arrivés en France. Cela m'a coûté 200 euros pour le bateau et 150 pour le reste du trajet. Je voudrais étudier les langues c'est pour ça que je suis venu ici. Chez nous il n'y a pas d'avenir. »

Son ami, Mostafa montre les nouveaux vêtements que les riverains lui ont donné quand il est arrivé. Il part ensuite rejoindre ces amis qui l'appellent en haut du pont. Certains d'entre eux comme Hassan et Mostafa sont ici depuis à peine quelques jours. D'autres attendent depuis plusieurs mois que leur droit d'asile leur soit accordé. C'est le cas d'Abdallah, 41 ans :

« Je suis allé vivre en Lybie pendant 11 ans. Cela fait 5 mois que je suis ici. J'ai fait ma demande d'asile et j'attends un logement. »

Une poignée de réfugiés s'étaient installés ici il y a un an et demi. Depuis, des dizaines et des dizaines sont venues les rejoindre. Faute d'avoir été relogés, les réfugiés d'Austerlitz se sont multipliés. 500 personnes vivent aujourd'hui dans le campement fractionné entre la cité de la mode jusqu'au métro aérien. Parmi eux, des femmes, des mineurs et principalement des jeunes de 20 à 30ans

La solidarité des riverains

Cette augmentation du nombre de tentes a interpellé les riverains qui viennent aujourd'hui de plus en plus nombreux pour leur venir en aide. Chaque jour, des dizaines de personnes donnent un coup de main, indépendamment des associations. Ils arrivent pour la plupart après leur journée de travail, vers 18 heures. Certains amènent des cartons et s'en vont aussitôt. D'autres apportent des vêtements, les distribuent et restent discuter une heure ou deux. Les réfugiés eux même s'organisent pour distribuer les vivres dans de bonnes conditions. « il y a un élan de solidarité depuis 8 jours c'est impressionnant. Hier par exemple, il y avait près de 10 voitures pleines à craquer. Et ce n'est que des initiatives personnelles », explique Marc Naelten, responsable Réseau éducation sans frontière (RESF) et membre de la ligue des droits de l'homme (LDH). Des personnes de tout âge et de professions diverses, s'improvisent professeur de français.

« Je viens avec mon fils et sa copine depuis mi Aout. Je passais tous les jours sur le pont et j'ai vu qu'il y avait de plus en plus de réfugiés. Je me suis dit que je ne pouvais pas rester là, les bras croisés. Donc je viens donner des cours de langues 1 à 2 fois par semaine selon mon emploi du temps. Je travaillai au ministère de la Justice avec des mineurs isolés notamment et je suis assez sensible à leur situation » raconte Laurence.

Une journaliste, qui préfère rester anonyme, donne également des cours à côté. Face à une classe attentive, elle apprend à conjuguer le verbe avoir à toutes les personnes. « Des cartes d'accès à la bibliothèque sont également distribuées aux réfugiés les plus assidus » souligne Marc Naelten. « Même les employés de la cité de la mode ont organisés des collectes pour les migrants ». Enfin, des

groupes de soutien sur les réseaux sociaux sont également créés. Ils permettent d'apporter le nécessaire et de relayer l'information. Le groupe Facebook « Réfugiés d'Austerlitz en lutte » par exemple.

Les associations mobilisées

Alors que ces personnes leur viennent en aide en apportant des vêtements, de la nourriture et un peu de compagnie, 17 associations se sont regroupées en un collectif actif pour l'hébergement et le respect des droits des réfugiés. Parmi elles, la Ligue des Droits de l'Homme (5è-13è), Réseau Education Sans Frontières (RESF 5è-13è), la Cimade, Amnesty International, ATTAC, soutenues par des adhérents de Solidaires, Parti de Gauche, Ensemble et Europe Ecologie-Les Verts. Ainsi tous les jours entre 18 et 20h des membres de la LDH rendent visite aux réfugiés. C'est le cas de Marc Naelten :

« Nous ne faisons plus d'humanitaire brut mis à part pour les cas les plus vulnérables comme les mineurs isolés, les femmes et les enfants. Il y a suffisamment d'initiative individuelle, surtout depuis juin. Bien sûr, nous les appuyons dans les périodes d'afflux massifs ou pendant le ramadan par exemple. Mais notre rôle aujourd'hui c'est de les aider politiquement pour qu'un changement s'opère et dans de bonnes conditions. On organise des manifestations comme vendredi dernier à l'hôtel de ville. On partage des communiqués et on fait des demandes auprès du gouvernement».

Une audience s'est tenue lundi 7 septembre à Hôtel de ville. Le collectif d'associations a réclamé un hébergement pérenne ou, au minimum, pendant la durée d'examen de la demande d'asile. Un accompagnement social et administratif figure également parmi les réclamations du collectif. En attendant que ces revendications voient le jour, les réfugiés continuent à apprendre le français auprès des riverains volontaires. Le seul moyen pour eux de se projeter dans un avenir réconfortant.

La Croix / Crise des réfugiés ce que la France peut faire. Paroles Geneviève Jacques Présidente de la Cimade « Un véritable accueil doit s'inscrire dans la durée »

08/09/2015 COCHEZ Pierre

« En juin, notre assemblée générale avait pour thème "Le devoir d'hospitalité, c'est maintenant". Nous nous réjouissons donc de l'appel du pape aux consciences des chrétiens. Les actes qui suivront doivent être responsables et s'inscrire dans la durée, pour que cet accueil des réfugiés soit sérieux, qu'il ne soit pas simplement une sorte de "coup de cœur". Il faut que cet accueil combine les moyens de l'État et une générosité individuelle qui soit coordonnée, compétente et pérenne. D'abord, il faut accompagner les personnes qui vont arriver pour qu'elles obtiennent le statut de réfugié. Se posera aussi le problème de l'insertion dans notre pays. Cela comprend l'accès à des logements non provisoires et stables, l'apprentissage de la langue et de la vie françaises, la connaissance des droits. La responsabilité principale de cet accueil relève de l'État et des collectivités locales. Toutes les personnes qui seraient prêtes à mettre à disposition des logements peuvent le faire savoir à leurs municipalités. »

France Inter / Le téléphone sonne

07/09/2015

[Jean-Claude Mas]

LCI

08/09/2015

[Geneviève Jacques]

Europe 1 / Journal de 13h

07/09/2015

[Geneviève Jacques]

RFI en espagnol / Journal

08/09/2015

[Geneviève Jacques]

Présence Protestante

06/09/2015

[Geneviève Jacques]

<http://m.france2.fr/emissions/les-chemins-de-la-foi>

Femmes ici et ailleurs / Rencontre avec Geneviève Jacques

Automne 2015

Présidente de la Cimade, une des principales associations françaises de solidarité avec les étrangers, elle poursuit l'œuvre d'une vie consacrée à la justice et à l'égalité.

RFI / Journal

07/09/2015

[Gérard Sadik]

BFMTV / Les premiers réfugiés en provenance d'Allemagne sont arrivés en France

09/09/2015

Geneviève Jacques, présidente de la Cimade, et François Pupponi, maire PS de Sarcelles, vice-président de l'AMF, étaient les invités de BFM Story, le mercredi 9 septembre 2015.

<http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/les-premiers-refugies-en-provenance-d-allemande-sont-arrivees-en-france-627922.html>

Libération / Un festival de théâtre consacré aux réfugiés

07/09/2015

En pleine actualité, le festival Migrant'Scène se tient dans 45 villes de France du 14 au 29 novembre (les 15 et 16 novembre à la Maison des Métallos, à Paris) avec pour thème cette année : «Réfugié(e)s». Organisé avec La Cimade (association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile), on y trouvera au programme un spectacle de Ghislaine Beaudout d'après Marie N'Diaye, des slams de Julien Delmaire ou encore des débats avec la sociologue Karen Akoka (L'archétype rêvé du réfugié).

Mediapart / « Etre là, c'est le minimum »

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, samedi 5 septembre, leur solidarité avec les réfugiés à Paris, place de la République. Des rassemblements ont également eu lieu à Vannes, Marseille, Rouen, Vannes, Arles, Strasbourg, Toulouse, Nice ou Briançon. Si elle est loin d'être massive, cette mobilisation tranche avec les rassemblements assez maigres des mois précédents, lancés à l'appel d'associations d'aide aux migrants ou de partis politiques. Le mouvement, #PasEnNotreNom, qui se veut apolitique, « citoyen » et « spontané », a été lancé sur les réseaux sociaux, à l'initiative notamment de l'intellectuel Raphaël Glucksmann. Il a pris de l'ampleur ces derniers jours, à la faveur de l'émotion suscitée par la publication du cliché du petit Aylan Kurdi, enfant syrien de trois ans mort sur une plage turque. Au départ réticents, plusieurs collectifs et associations d'aides aux migrants, comme la Cimade, se sont finalement joints au mouvement. Des représentants du PS, du Front de gauche, d'EELV et du NPA étaient aussi présents. Portraits [Portfolio]

FranceTVinfo / Migrants : l'AFP attaque Robert Ménard pour "falsification" d'une de ses photos

10/09/2015 avec AFP

Le journal municipal de Béziers publie, dans son dernier numéro, un photomontage, à partir d'un cliché de l'Agence France-Presse laissant penser que les réfugiés vont envahir la ville.

Nouvelle polémique à Béziers. Le journal municipal de la ville héraultaise, dont le maire, Robert Ménard, est proche du Front national, publie dans son dernier numéro un photomontage laissant penser que les réfugiés vont envahir la ville.

Le cliché, pris en juin en Macédoine par un photographe de l'AFP, montre des hommes, des femmes et des enfants s'apprêtant à monter dans un train. Mais sous le titre "Ils arrivent, le dossier des demandeurs d'asile à Béziers", le journal municipal a ajouté deux affichettes sur deux fenêtres du wagon: "Béziers 3 865 km" et "Scolarité gratuite, hébergement et allocation pour tous !".

Le Parti socialiste a condamné "le nouveau dérapage de la mairie de Béziers", tandis que le député UDI Yves Jégo a évoqué "une honte pour la République" sur BFMTV. Pour le député écologiste Noël Mamère, Robert Ménard est un responsable politique "indigne", "qui cherche des coups médiatiques". "Où est passée l'humanité ? (...). Je suis profondément heurté", a déclaré l'ancien ministre socialiste Arnaud Montebourg, interrogé sur BFMTV.

La direction de l'AFP a déploré de son côté "un détournement et une falsification d'une de ses photos", et indiqué qu'elle entendait "porter l'affaire sur le plan judiciaire".

La photo du petit Aylan ? "De la propagande"

"Si on avait utilisé cette photo pour une cause inverse, je ne pas sûr que l'AFP s'en serait émue", a rétorqué Robert Ménard à l'AFP. Pour l'ancien président de Reporters sans frontière (RSF), les photos sont régulièrement retravaillées. "La photo du petit syrien qui a ému le monde entier a été recadrée. Il y a deux pêcheurs qui ont été enlevés. Comment s'appelle cette modification ? De la propagande", affirme-t-il.

Pour lui, la ville n'a rien à se reprocher en termes d'accueil des réfugiés avec deux centres, un géré par la ville et un autre par la Cimade. "Seulement 13% des réfugiés du centre géré par la ville ont obtenu un statut de réfugiés. Le problème c'est qu'ensuite aucun n'a été reconduit à la frontière", dénonce-t-il.

Depuis son élection à la mairie de Béziers en mars 2014, Robert Ménard a été à l'origine de plusieurs polémiques, de l'installation d'une crèche de Noël à la mairie à une campagne d'affichage faisant d'un énorme pistolet le "nouvel ami" de la police municipale de sa ville.

La république des Pyrénées / Orthez : deux familles de réfugiés d'Orient bientôt accueillies

05/09/2015, par Arnaud rossignon

La première arrivera à l'aéroport de Pau mercredi prochain, la seconde à une date prochaine mais encore indéterminée. Fuyant les troubles d'Irak, ces familles de demandeurs d'asile trouveront refuge dans les murs de la cité Fébus grâce à l'effort de solidarité des deux églises protestantes de la ville, rejointes dans l'aventure par de nombreuses associations caritatives. Une initiative qui pourrait faire des émules.

"L'automne dernier, la fédération protestante de France a interpellé le gouvernement sur la question des réfugiés d'Occident. Comme souvent, ce dernier a répliqué en demandant 'que proposez-vous ?'", sourit Renée Lagelouze-Touzaa, membre de la communauté évangélique libre et cheville ouvrière de l'opération avec la pasteur Anne-Marie Feillens.

Deux logements mis à disposition par la Ville

La réponse des Orthéziens ? Agir. La mobilisation prend dans les communautés. La Ville offre son soutien, propose de mettre à la disposition des familles deux logements "en parfait état". Ils sont nettoyés, meublés et équipés par les dons d'une quarantaine de fidèles. " Nous nous sommes rendus compte qu'ensemble, les deux églises pouvaient accueillir des réfugiés", note Renée Lagelouze-Touzaa. Elles se portent donc volontaires auprès de la Fédération de l'entraide protestante, qui assure la médiation avec les autorités.

Fin juillet, le téléphone sonne. Des familles ont été sélectionnées. " Je n'y croyais pas trop. Les Irakiens souhaitent plutôt aller dans des grandes villes. Mais ils se sont rendus compte qu'elles n'étaient pas si sécurisantes." Aussitôt, l'accueil s'organise. " Certains se sont engagés à des dons financiers, d'autres à donner de leur temps." Tout sauf un détail. Dans l'attente de la reconnaissance de leur statut de réfugié par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), les familles ne pourront ni travailler, ni bénéficier d'aides sociales en dehors de la couverture maladie universelle. "Ils seront totalement à notre charge. Même si l'Etat s'est engagé à accélérer les procédures, on se prépare pour tenir quelques mois."

"Aucune idée de ce que ces familles ont vécu"

Parallèlement, le comité multiplie les contacts au-delà de la communauté protestante. Les offres de service affluent. "Nous faisons l'expérience de la solidarité orthézienne. Une vraie démonstration !" Le Secours Catholique propose ainsi des vêtements, un dentiste offre des soins gratuits, un psychologue son aide, tout comme la Cimade pour accompagner les familles dans leurs démarches administratives. Les deux enfants de la première famille, âgés de 4 et 6 ans, seront scolarisés à la Chaussée-de-Dax, le centre socioculturel ouvrira l'accès à ses cours de français.

"Nous avons très peu d'information sur ces familles, aucune idée de ce qu'elles ont vécu. Nous ne savons pas si ces réfugiés parlent français ou anglais, juste qu'ils parlent arabe. C'est déjà pas mal : ils auraient pu parler un dialecte local."

Par chance, le comité d'accueil pourra compter sur l'aide de ses nouveaux pasteurs, Carlos et Iris Funk, pour faciliter la communication. Le couple a en effet vécu deux décennies comme missionnaire dans les pays du Maghreb. "Nous essayerons de les accompagner sans être envahissants", conclut Renée Lagelouze-Touzaa. Un accueil nourri de bienveillance et de solidarité, mais également de l'espoir de "pouvoir prouver au gouvernement que l'on peut monter la barre de l'accueil des réfugiés au-delà des 700 fixés actuellement. Seule, la Fédération d'entraide protestante accueille déjà une centaine de familles."

► Le comité lance un appel aux dons

Le comité d'accueil lance un appel aux dons afin de financer la vie quotidienne des réfugiés, qui seront sans ressources dans l'attente de la reconnaissance officielle de leur statut de réfugié. Ces dons serviront à payer la nourriture, mais également à répondre à tous les besoins (eau, gaz, électricité, etc.). Afin de centraliser ces dons, un compte "Association culturelle de l'E.E.L. d'Orthez - Accueil des réfugiés" a été ouvert à la banque Pouyenne. "Nous préférons des chèques pour laisser une trace", précise Renée Lagelouze-Touzaa. Ces chèques sont à adresser aux adresses suivantes : "Eglise protestante évangélique libre, 3 avenue Francis-Jammes 64300 Orthez" et "Église protestante unie, 23 place de la Poustelle 64300 Orthez".

Midi Libre / Migrants : "Une obligation d'accueil" à Montpellier

07/09/2015

"Le nombre de personnes qui ont fui leur pays ces dernières semaines, nous ne l'avons pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons l'obligation morale et juridique d'accueillir ces migrants. La France mais aussi les membres de l'Union européenne".

Christophe Perrin, responsable de la Cimade, centre œcuménique d'entraide protestant, avait lancé un appel à la solidarité, le 5 septembre dernier, devant la préfecture. Dans sa prise de parole, il insista sur le rôle joué par les États-Unis, l'Europe et la France dans le chaos qui a rendu la situation invivable en Irak, en Syrie ou en Libye.

Conditions dramatiques

Un autre rassemblement, place de la Comédie, à l'appel d'un collectif de citoyens sous la bannière #RéfugiéWelcome, #PasEnNotreNom, #Humanité, a rejoint le point de ralliement de la Cimade. Au plus fort du rassemblement, on comptait près de 400 personnes, dont les militants de partis de gauche. "Effectivement, nous ne sommes pas très nombreux mais il est important, aujourd'hui, de signifier à nos politiques, qui sont dépassés par la situation, que les citoyens sont sensibles à cette dramatique réalité humaine.

Ce n'est pas seulement la photo d'un enfant mort sur une plage. Tous ici, nous savons que des centaines sont morts noyés les semaines précédentes. On parle de 150.000 migrants en Europe. Mais il y a 1,4 million de réfugiés syriens en Jordanie, 1 million au Liban, qui vivent dans des conditions dramatiques".

La voix du nord / Roubaisis : début de mobilisation pour les réfugiés

08/09/2015

Lancé vendredi, le site aiderlesrefugies.fr, qui recense les différentes possibilités d'aider (don d'argent, mobilisation en ligne, etc.) a déjà recueilli plusieurs propositions d'habitants du Roubaisis. À Toufflers, Valérie propose ainsi de faire des repas pour les réfugiés ou leurs familles. Elle précise sur son message qu'elle maîtrise l'anglais. Sur la carte interactive du site aiderlesrefugies.com, un second petit bonhomme rouge signale une autre « volontaire de réserve » dans le secteur : Marie, de Hem, propose d'apporter des vêtements, des chaussures, et de donner de son temps pour devenir bénévole.

Depuis le lancement de cette carte recensant les volontaires, la solidarité s'affiche aussi sur l'écran

sous la forme de petites maisons jaunes, le site ayant noué un partenariat avec l'association SINGA. Deux pour l'heure à Roubaix, une autre à Wasquehal, symbolisant les particuliers prêts à accueillir une famille de réfugiés. C'est tout pour l'instant, mais c'est déjà pas mal ! D'autant que le site prend en moyenne 24 heures avant de mettre en ligne les propositions d'aide.

Une réunion d'information à destination des bénévoles est prévue au siège de la CIMADE à Lille le jeudi 17 septembre. Attention, l'inscription est obligatoire.

Pour s'inscrire à la réunion de la CIMADE de Lille : lille@lacimade.org, en indiquant vos coordonnées mail et téléphone.

Ouest France / Réfugiés à Alençon. L'urgence des moyens est réelle pour ces militantes

09/09/2015

A Alençon, plusieurs associations travaillent à l'accueil et l'accompagnement des réfugiés. Nous avons rencontré trois militantes.

« On voit enfin les consciences qui se réveillent. Mais la situation n'est pas nouvelle », lance Marie Blin, formatrice à Accueil et promotion des étrangers (APE). Marie est aussi membre de la Cimade, une association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, présidée à Alençon par Ghislaine Lefebvre.

D'un côté, une aide à l'alphabétisation des étrangers. De l'autre, leur défense juridique et une aide pour obtenir un titre de séjour. « Nous accueillons tous les réfugiés du monde », lance Ghislaine Lefebvre.

De Libye, d'Afrique, d'Irak, d'Afghanistan, elles ont vu passer des personnes « de 42 nationalités différentes ». En 2014, la Cimade a suivi 75 personnes. « Au 30 juin, nous étions déjà à 120 », déplore Ghislaine Lefebvre.

Ce que veulent ces militantes de la première heure, c'est que la conscience collective ne reste pas simplement au stade du réveil. Mais se mette en marche véritablement. « On voit le président Hollande bouleversé par la photo du petit Aylan mais en juin, 100 associations comme les nôtres ont demandé à le rencontrer. Ce fut une fin de non-recevoir », lancent-elles. Le 7 février 2014, la Cimade d'Alençon devait aussi supprimer son poste de juriste, « faute de subventions ».

Mêmes difficultés constatées du côté de l'APE. « En 2016, le parcours auquel les étrangers ont droit passera de 350 heures à 200 heures Qui peut apprendre une langue en si peu de temps », se désole Dinah Tommeret, présidente. Pour elles, l'urgence des moyens est réelle. Et doit être comblée au plus vite.

Contact : Cimade au 06 42 30 55 77 et 02 33 28 09 37, APE au 02 33 29 10 97.

La voix du nord / Un toit, des vêtements, du temps... Un site pour savoir où et à qui donner

08/09/2015

Une trentaine de maisons jaunes symbolisant les particuliers prêts à accueillir une famille de réfugiés, une dizaine de petits bonshommes rouges, marquant les bénévoles prêts se mobiliser... La carte de la solidarité se dessine sur le site aiderlesrefugies.fr.

Le site lancé vendredi a enregistré plus de 150 000 visites durant le week-end. Il recense déjà un millier de volontaires pour des actions ponctuelles et 2 000 particuliers prêts à l'accueil de réfugiés.

Le site a été lancé vendredi par Anne-Cécile Mailfert, ex-porte-parole d'Osez le féminisme, et

Julien Bayou, actuel porte-parole d'EELV. « C'est une initiative citoyenne, une idée née de discussions entre amis. On s'est dit que nos dirigeants n'en faisaient probablement pas assez, tout en se demandant ce que, nous, on pouvait faire. Et sans doute, des tas de personnes sont comme nous. C'est une réponse au sentiment d'impuissance », explique Anne-Cécile Mailfert, diplômée de Sciences Po Lille en 2008.

En experts du « militantisme 2.0 » qui se développe sur Internet, les instigateurs montent en quatrième vitesse une plateforme qui permet « de mettre en relation les bonnes volontés individuelles avec les associations qui en ont besoin ».

Comment ? En remplissant un formulaire en ligne, le futur volontaire indique ce qu'il peut faire (des dons matériels, financiers, offrir un peu de son temps...). Il est ensuite orienté vers l'association la plus proche. Le site a aussi noué un partenariat avec l'association SINGA qui recense les particuliers prêts à accueillir des migrants.

Toutefois, « pas question de culpabiliser qui que ce soit. Chacun fait ce qu'il peut. Donner 10 € à une ONG c'est très bien aussi », indique Anne-Cécile Mailfert. Le site recense d'ailleurs de manière très complète les associations et acteurs institutionnels qui œuvrent sur la question des réfugiés (le Haut Comité aux réfugiés de l'ONU, Médecins du monde, la CIMADE...), les pétitions lancées, les rassemblements envisagés. « L'idée, c'est d'aider à se repérer dans la multitude des acteurs. Mais c'est aussi de donner à voir sur une carte les bonnes volontés souterraines qui existent partout pour montrer un autre visage que celui, sombre, qu'on nous donne à voir à longueur de journée. »

Le Parisien / Essonne : quels sont les maires prêts à accueillir des réfugiés ?

07/09/2015

Êtes-vous prêts à accueillir des migrants dans votre ville ? En Essonne, la question divise les maires et dépasse les clivages gauche-droite.

Ils y sont favorables

Evry, la ville du Premier ministre, a fait savoir ce lundi qu'elle souhaitait « participer à l'indispensable effort national ».

« On est dans l'anticipation car la réunion avec le ministre de l'Intérieur n'a lieu que samedi et nous ne savons pas combien de migrants seront accueillis en Essonne », indique le maire (PS) Francis Chouat. « Le préfet aura en charge d'organiser l'hébergement d'urgence, précise-t-il. Et nous, nous nous positionnons dans un accueil intégrateur, plus durable. Dans les prochaines semaines, nous allons donc recenser les logements vacants, faire le point avec les bailleurs, contacter les écoles pour la scolarisation et les associations pour un accompagnement. Ce sera coordonné avec les autres villes de l'agglomération. »

A Corbeil, Jean-Pierre Bechter (LR) « a décidé d'accueillir une quinzaine de réfugiés ». « Nous ne pouvons regarder cette situation dramatique sans que notre ville, à son échelle et avec les moyens limités dont elle dispose, n'assure une intervention pour offrir à quelques familles la sécurité et des conditions de vie dans le respect de la dignité humaine », assure ce proche de Serge Dassault qui précise qu'une délibération serait prise à ce sujet lors du conseil municipal du 25 septembre.

A Fleury, mais aussi à Sainte-Geneviève-des-Bois, c'est oui également. Dans cette dernière ville, le maire PS, Olivier Leonhardt, devait organiser ce lundi soir une réunion avec sa majorité pour les modalités pratiques. Cinq à six familles seraient ainsi hébergées.

A Massy, où se situe un centre d'hébergement provisoire de la Cimade (association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile), le sénateur-maire (UDI), Vincent Delahaye, se dit prêt à accueillir « une petite dizaine de familles ». « C'est normal de faire preuve de solidarité, justifie l' élu. Après, il ne faut pas que ce soit dans n'importe quelle condition. Les

communes doivent avoir l'appui de l'Etat comme en Allemagne. »

Et dans les campagnes ? Grégory Courtas, maire (EELV) de Pussay, estime que sa commune rurale de moins de 2 000 habitants pourrait tout à fait accueillir des réfugiés. « Pas 200 familles, mais une quinzaine sans problème, assure l' élu. Si ces migrants étaient suisses ou belges, on ne se poserait pas toutes ces questions malsaines. Je suis donc totalement pour. Si on a des familles à recevoir, je lancerai un appel aux habitants, je suis sûr qu'on serait surpris de la solidarité. »

A Igny, Francisque Vigouroux (UDI) est pour aider « ces gens en danger de mort ». « Nous avons une résidence étudiante où des réfugiés, essentiellement des Balkans, sont logés. J'attends dans le même temps un partenariat et des engagements de l'Etat. »

Ils disent « oui, mais »

A Juvisy, le maire (LR), Robin Reda, est « pour » accueillir des réfugiés mais « uniquement si ce sont des migrants qui fuient la guerre et si l'Etat nous en donne les moyens. Les hôtels 115 sont pleins dans nos villes de banlieue. »

« Oui, trois fois oui », à Mennecy, mais là aussi si l'Etat fait « un effort financier » et « met en place un accompagnement, social, scolaire », commente le maire UDI Jean-Philippe Dugoin Clément.

A Verrières-le-Buisson, Thomas Joly (DVD), a demandé à ses services « de faire l'état des lieux du patrimoine communal. S'il y a des logements disponibles, j'en parlerai avec les élus ».

« Je ne dis pas accueillir 10 familles, mais si chaque commune en accueille une, ça fait déjà pas mal » : à Breuillet, le maire (LR) Bernard Sprotti serait d'accord à condition que l'Etat « mette des moyens financiers ». Difficile aussi d'accueillir beaucoup de monde dans le village des Molières : « Nous avons pris contact avec une association, explique le maire PS Yvan Lubraneski. Mais nous n'avons pas de logements municipaux libres. Nous pourrions aider des initiatives d'habitants. »

A Etampes, Franck Marlin, le député-maire (LR), est pour l'accueil de réfugiés politiques. « Mais au lieu de lever la main dans la précipitation, j'attends que l'Etat donne un cadre à tout cela, explique-t-il. Je veux que ces personnes bénéficient d'un accompagnement. Mais Etampes sait depuis longtemps accueillir des réfugiés politiques. Notre CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile) fête ses 10 ans, et nous avons aussi reçu des chrétiens d'Orient. »

Les migrants en transit sur l'ex-base aérienne de Brétigny ?

L'ancienne base aérienne (BA 217) de Brétigny devrait servir de lieu d'hébergement provisoire pour les migrants, avant d'être accueillis dans les villes volontaires en Essonne. Car le temps que le suivi et l'accompagnement individualisé nécessaire à chaque famille soit déployé, ces réfugiés doivent être hébergés et pris en charge.

Or, de nombreux locaux sont désormais disponibles sur la BA 217 délestée de la quasi-totalité de ses occupants. La préfecture de l'Essonne serait actuellement en train de recenser les possibilités sur place. Contactés, les services de l'Etat* n'ont pas souhaité confirmer ces informations.

*Que ce soit la préfecture de l'Essonne ou celle de région.

Pour le maire PCF de Grigny, Philippe Rio, accueillir des migrants « va de soi ». Mais, reprend-il, il faudrait que l'Etat « joue le jeu ». « Je suis pour si les coupes budgétaires aux communes sont stoppées, si une aide est versée pour cet accueil et si la population réelle de Grigny, soit 30 000 habitants, est enfin prise en compte ». L' élu devrait tout de même se rendre à Paris ce samedi.

Ils refusent

C'est un « non » ferme et massif qu'a délivré ce lundi matin Nicolas Dupont-Aignan, le maire (DLF) de Yerres, au micro de France Info. « Je suis maire d'une ville de banlieue dans une circonscription où il y a plus de 47 nationalités, nous avons fait des efforts sociaux gigantesques [...], mais je refuse cette immense manipulation médiatique qui s'est abattue sur la France depuis quelques jours et qui vise à culpabiliser le peuple le plus généreux du monde », a précisé le député, taclant au passage « la politique de l'image et de l'émotion ». « Parler de mobilisation hypocrite face à une telle urgence est grave. Sa posture est démagogique et déplacée », a répondu son opposante locale, Elodie Jauneau (PS).

Refus différent dans les communes plus petites, comme à Saint-Yon (900 hab.). « Un, je n'ai pas les structures pour les accueillir. Deux, il s'agit d'une politique d'Etat qui, dans le même temps,

diminue nos dotations », argumente le maire, Alexandre Touzet (LR).

Le PS demande au patron du département de réunir les maires

Ce lundi, l'ex-président PS du département, Jérôme Guedj, a demandé à son successeur, François Durovray (LR), de « réunir les maires de l'Essonne » pour organiser la solidarité envers les réfugiés.

« M. Guedj devrait savoir que les questions d'asile sont de la responsabilité de l'Etat et donc du préfet. Nous échangeons mais je ne vais pas me substituer à lui sur cette question des réfugiés. Il y aura une concertation avec le département mais je ne veux pas de confusion des responsabilités. »

L.D.

Ouest France / Réfugiés. Les artistes appellent à la solidarité

07/09/2015

Alors qu'à l'initiative du comédien Alex Lutz (à droite) , un cinquantaine d'artistes ont signé dimanche une pétition en faveur des réfugiés, le chanteur Marc Lavoine mobilise la société civile.

Alors qu'à l'initiative du comédien Alex Lutz (à droite) , un cinquantaine d'artistes ont signé dimanche une pétition en faveur des réfugiés, le chanteur Marc Lavoine mobilise la société civile.

Un cinquantaine d'artistes ont signé dimanche une pétition en faveur des réfugiés. Le chanteur Marc Lavoine mobilise, lui, la société civile.

« Plus jamais d'Aylan sur les plages de Turquie, dans des embarcations de fortune coulées en Méditerranée ou dans des camions échoués sur des routes autrichiennes », proclame la pétition, baptisée « Une main tendue », et qui fait référence aux petit Syrien retrouvé noyé et dont la photo a ému le monde entier.

Initié par Alex Lutz, alias Catherine dans la pastille Catherine et Liliane du Petit journal de Canal +, le texte, publié dans le Journal du dimanche , poursuit : « Nous ne pouvons pas rester claquemurés dans l'indifférence et le silence devant la tragédie de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants qui meurent faute d'être accueillis, victimes de la barbarie et de la guerre dans leurs propres pays et du repli sur soi dans les nôtres ».

Ils donnent leurs cachets

Soixante-six artistes ont signé cette pétition, parmi lesquels Line Renaud, Muriel Robin, Dany Boon, Florence Foresti, Isabelle Adjani, Nicolas Canteloup, Daft Punk... Tous s'engagent à donner un de leurs cachets à l'une des associations oeuvrant en faveur des réfugiés, dans leurs pays d'origine ou dans leurs pays d'accueil : la Cimade, France terre d'asile, la Ligue des Droits de l'homme, le Secours catholique, Save the Children, Médecins sans frontières, l'Unicef, Médecins du monde... « Nous appelons tous ceux qui le peuvent à faire comme nous et à joindre le geste à la parole d'humanité. »

« Payer des mois d'hébergement »

« Un cachet d'artiste peut payer quelques jours, quelques semaines, quelques mois d'hébergement, a expliqué Alex Lutz. Je fais partie d'une génération qui a vu s'investir des artistes. J'ai un très fort souvenir de ce qu'a fait Coluche avec les Restos du cœur. On demande toujours beaucoup aux Français. Là, ce sont des artistes, des gens qui gagnent de l'argent qui vont donner de l'argent pour les réfugiés. »

Revenant sur la façon dont l'idée de cette initiative lui était venue, le comédien a précisé : « On voit des photos sans arrêt, on a la gorge serrée. Puis parfois on a le sentiment que l'impression retombe. Là, après la photo de ce petit garçon, je ne voulais justement pas que l'émotion redescende. C'est important la notion de fraternité. Ce n'est pas un vain mot, ce n'est pas cucul. Face à un homme qui tombe par terre dans la rue, mon réflexe, en tant qu'être humain, c'est de lui demander comment il

va et de lui tendre la main. »

Marc Lavoine interpelle la société civile

Signataire de la pétition, le comédien et chanteur Marc Lavoine alancé dimanche sur RTL un autre appel aux personnalités et à la société civile en faveur de l'accueil et du soutien aux réfugiés. « Moi, je ne suis qu'un artiste. Je n'ai pas à dire aux politiques ce qu'ils doivent faire. Mais comme tout être humain je suis bouleversé par la souffrance et l'injustice. »

« L'insoutenable image d'un enfant face contre sable sur une plage c'est la mise à mort d'une promesse de vie, a-t-il encore dit. Pourtant, l'honneur des hommes c'est de refuser la fatalité de la souffrance. Cet appel, c'est la volonté de ne pas rester inerte. Et pour ne pas uniquement pousser un cri, j'ai fait appel à des personnes de tous horizons pour parler et faire quelque chose. Précisément, j'ai fait appel à Médecins sans frontières (MSF) car eux sont au contact direct des réfugiés partout dans le monde. Ils soignent et accompagnent ces personnes. Mais il n'y a pas d'exclusive, chacun peut donner à qui il veut. »

France Bleu Picardie / Migrants : à Corbie dans la Somme, Brigitte a accueilli une famille tchéchène pendant plus d'un an

07/09/2015, par Marie Mutricy

La semaine dernière, la photo d'un petit garçon kurde mort sur une plage turque a fait le tour du monde, relançant la question de l'accueil des migrants en Europe. Mais en 2013, Brigitte, institutrice à Corbie dans la Somme, avait ouvert sa porte à une famille tchéchène à la rue.

Accueillir des migrants chez soi, c'est possible. C'est l'expérience qu'a vécu Brigitte pendant plus d'un an et demi. Une grand-mère tchéchène, une maman et ses trois enfants scolarisés à Corbie dans la Somme ont vécu chez elle. Pour le premier semestre 2015, il y a eu un peu moins de 400 demandes d'asile déposées en Picardie. Elles sont en majorité rejetées.

Brigitte, une institutrice solidaire

En 2013, la famille tchéchène se retrouve à la rue

L'une des fillettes de cette famille tchéchène est scolarisée dans la classe de Brigitte, institutrice à Corbie. "Un soir, je retrouve la maman en larmes, devant l'école. Elle me raconte qu'elle est à la rue. Je ne pouvais pas dormir chez moi en me disant 'il y a trois gamines, la maman et la grand-mère à la rue. Alors je leur ai dit, venez chez moi."

L'expérience devait durer 2 ou 3 mois. La famille restera 16 mois. Auparavant, ces personnes étaient hébergées par le Samu social. Mais leur demande d'asile refusée, elles se sont retrouvées dehors.

La cohabitation s'organise

Alors évidemment, tout ne s'est pas fait facilement, raconte Brigitte : "C'est une expérience riche. C'est vrai qu'au bout de 16 mois, il y a des choses plus difficiles que d'autres. Par exemple, c'est une famille musulmane, donc pour les repas, parfois c'est compliqué".

La famille a des bons alimentaires, pour les courses, mais le papier-toilette, les habits coûtent chers. Brigitte poste une demande d'aide sur Facebook. Une chaîne de solidarité s'organise. Tous les mois, elle reçoit lessives, habits pour les enfants et des amis viennent même l'aider à aménager son habitation pour que la cohabitation se fasse plus facilement.

Les migrants : "une richesse" pour Brigitte

Alors peut-on accueillir plus et mieux les migrants ? "Je pense qu'il y a de la place, répond Brigitte, et je pense que ces gens ont quelque chose à apporter". La maman tchéchène est médecin. Si sa demande d'asile est enfin acceptée, elle pourra commencer à faire traduire ses diplômes et faire les démarches pour exercer en France.

Environ 400 demandes d'asile en Picardie

La Picardie ne recueille pas de très nombreux migrants. C'est à peu près toujours le même chiffre selon Sylvette Chevalier, responsable locale de la Cimade, qui accompagne et propose une aide juridique aux exilés. "Ils sont à peu près 400 à déposer une demande d'asile en Picardie (à la Préfecture de Beauvais), ce semestre. En majorité ce sont des Congolais de la République Démocratique du Congo qui demandent l'asile. Et en majorité les demandes sont déboutées".

La Provence / L'accueil des réfugiés s'organise

07/09/2015

"Plusieurs dizaines de places devraient être bientôt disponibles pour accueillir, si besoin, des réfugiés", a annoncé, ce lundi matin, le préfet des Hautes-Alpes en marge d'une conférence de presse de rentrée. "Nous avons été sollicités par des communes du gapençais et du briançonnais", a précisé Pierre Besnard qui n'a toutefois pas cité les communes concernées. "Un certain nombre d'appartements gérés par l'Office Public de l'Habitat (HLM) ne sont pas occupés", a dit le préfet sans donner plus de précisions. Près de 120 places de Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) sont actuellement allouées sur le département, essentiellement sur Gap. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve doit recevoir, samedi prochain à Paris, les maires de France prêts à accueillir des réfugiés politiques et demandeurs d'asile. "Nous en saurons alors d'avantage concernant les modalités d'accueil dans les communes", a précisé Pierre Besnard.

Une dizaine de famille dans l'attente

"Nous avons, pour l'heure, une dizaine de famille réfugiée de nationalités différentes dans les Hautes-Alpes qui sont dans des situations de logement précaire. Nous cherchons en collaboration avec les associations et les municipalités à les installer d'une façon pérenne et digne", a annoncé à La Provence Jean-Pierre Cavalié, délégué sud-est de la CIMADE, association de défense des droits et de solidarité avec les migrants et les demandeurs d'asile. De son côté, la ville de Briançon "se dit prête à répondre à des demandes d'installation si des réfugiés en font la demande". Afin d'accueillir "avec dignité, générosité et humanité ces personnes et de leur apporter une assistance", la commune et les associations ont déjà mis en place plusieurs mesures d'urgence dont – notamment - un accueil de jour au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), l'ouverture de la douche municipale, la fourniture de repas ou encore l'aide à la prise en charge des billets de train pour les "réfugiés ayant franchi la frontière italienne et cherchant le plus souvent à rejoindre Calais via Paris".

L'Eglise se mobilise

Alors que le pape François a appelé dimanche toutes les communautés catholiques d'Europe à accueillir chacune une famille de réfugiés, la solidarité s'organise dans les Hautes-Alpes. "J'ai demandé aux chefs d'établissements des quatre écoles primaires (Gap, Briançon et Tallard) et du collège et lycée Saint-Joseph (Gap) d'accueillir si besoin des enfants pour qu'ils soient scolarisés", a prévenu l'Evêque de Gap et d'Embrun, monseigneur Jean-Michel Di Falco Léandri. "Nous avons déjà accueilli provisoirement une famille syrienne avant qu'elle ne soit aidée par des associations", a-t-il précisé également. De plus, "nous sommes sur le point de voir comment réhabiliter une maison inoccupée à Gap-Charance et qui appartient au diocèse afin de loger jusqu'à trois familles", a conclu l'Evêque.

Le parisien / Cergy : 110 réfugiés syriens arrivent à l'île de loisirs

08/09/2015

Des lits supplémentaires ont été affrétés, et les réserves alimentaires sont faites. Le centre de séjour Hubert Renaud de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise est prêt pour accueillir 110 réfugiés de Syrie. Ces derniers, familles ou personnes isolées, devaient partir d'Allemagne en car ce mardi soir.

Pour organiser au mieux leur hébergement, une réunion s'est tenue en préfecture du Val-d'Oise ce mardi après-midi, en présence d'une trentaine de personnes. Parmi elles : des agents de différents services de l'Etat comme l'Education Nationale, les pompiers ou l'Agence Régionale de Santé. Mais aussi des élus locaux comme le maire PS de Cergy et des représentants d'associations telles que la Croix-Rouge, la Cimade ou le Secours populaire.

« Il s'agit d'accueillir les réfugiés de manière provisoire, le temps que leur soit délivré leur titre de séjour, a expliqué en préambule le préfet, Yannick Blanc. C'est un sas entre leur fuite et leur installation en France. Il faut maintenant s'organiser en termes de procédure administrative, d'accueil, d'accompagnement, d'écoute et de soins. »

Un second centre d'accueil, d'une centaine de places, ouvrira dans les prochains jours à Montmorency. Mais en attendant, un premier groupe est donc attendu à Cergy, sur un site habituellement dévolu à l'accueil de colonies de vacances ou de groupes de fédérations sportives.

Le centre de séjour de l'île de loisirs dispose d'une capacité de 115 lits, répartis dans des chambres de deux à sept personnes. Il comprend un self, qui peut fournir des repas les matins, midis et soirs. Les frais d'hébergement seront pris en charge par l'Etat. « Ces personnes seront traitées comme les autres groupes que l'on accueille ici, explique la directrice du centre, Louisa Groisard. Et nous serons prêts. »

De légers aménagements sont toutefois nécessaires. Ainsi, une salle de réunion sera reconfigurée pour permettre une prise en charge individuelle au niveau social, sanitaire, administratif et psychologique. Et les chambres seront adaptées en fonction des compositions des familles. « Il y a une urgence, c'est légitime d'accueillir ces gens dans les meilleures conditions », souffle Sylvain De Smet, conseiller régional et président (EELV) de l'île de loisirs.

Reste maintenant à organiser la solidarité au niveau local. Mais Dominique Lefebvre, député (PS) et président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, est confiant. « Il y aura une mobilisation associative et citoyenne, prédit l'élu. Cergy-Pontoise a une tradition d'accueil très forte. Nous avons les structures disponibles, c'est normal de les mettre à disposition. Nous sommes honorés, fiers et heureux de participer à cette action. Maintenant, reste à savoir quels seront exactement les besoins de ces familles. » Les premiers éléments de réponse devraient tomber avec l'arrivée des premiers cars.

Un second centre ouvrira à Montmorency

La ville de Montmorency se prépare à accueillir à son tour des réfugiés. C'est le bâtiment de l'ancienne maternité de la ville qui a été choisi par la préfecture pour être transformé en second centre d'accueil, après Cergy. Dès ce mardi, l'hôpital Simone-Veil d'Eaubonne-Montmorency planchait sur la question.

L'édifice en question est vide depuis le mois de novembre 2014, date à laquelle la maternité a déménagé dans le nouveau centre hospitalier d'Eaubonne. Le site présente l'avantage de disposer de chambres équipées de cabinets de toilettes. Une certaine quantité de mobilier, dont des lits et des tables, se trouve encore sur place. « Nous sommes en train de recenser les besoins pour savoir ce qu'il manque comment nous organiser sans perturber le fonctionnement de l'hôpital », explique la direction.

Le centre hospitalier serait éventuellement à même de fournir, d'un point de vue logistique, des repas aux migrants. Sur place, depuis le déménagement de la plupart des services de santé partis à Eaubonne, ne reste plus qu'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Courrier picard / «Amiens doit s'ouvrir aux réfugiés»

08/09/2015

Une centaine de personnes se sont rassemblées place Gambetta ce mardi 8 septembre. Tous ont manifesté leur soutien aux réfugiés ou migrants. « Qu'ils viennent de Syrie mais aussi d'Irak, d'Érythrée ou du Soudan », insistait une représentante de la Cimade, une association de solidarité active avec les étrangers. Dans la foule, des anonymes mais également beaucoup d'élus, essentiellement de gauche à l'image du conseiller départemental Philippe Casier (PS).

« La tradition d'accueil de la France existe toujours mais elle a besoin d'être ravivée », ne cachait pas l'élue en évoquant un récent sondage dans lequel 55 % de Français se déclaraient opposés à ce que la France fasse comme l'Allemagne en assouplissant les conditions d'octroi du statut de réfugié aux migrants.

« La France, c'est le pays des droits de l'homme où l'on peut trouver une protection, soulignait de son côté Jacques Mukaya, un sympathisant. On a cette image de la France accueillante même si, il est vrai que certains sont contre l'arrivée des réfugiés. » Localement, un accueil qui commence à prendre forme, constatait Philippe Casier. « Par la voix de son maire, Abbeville est prête à accueillir des réfugiés. Des petites communes comme Fressenneville ou Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly y sont favorables aussi. » Hier, tous espéraient qu'Amiens suive le même chemin en rejoignant le réseau des villes solidaires. Le maire, Brigitte Fouré, préfère temporiser. Elle affichera sa position après une réunion du bureau de l'association des maires des grandes villes de France qui se déroule ce mercredi 9 septembre.

Pour Maryse Lion-Lec (PS), conseillère municipale d'opposition, il n'y a pas à tergiverser : « Amiens a une longue tradition d'accueil. Nous présenterons d'ailleurs un vœu en ce sens lors du prochain conseil municipal le 17 septembre ». De son côté, Marcel Dekervel, membre du RESF de la Somme, n'a pas caché sa crainte de voir la ville d'Amiens « se fermer aux réfugiés comme l'ont fait Saint-Quentin ou Troyes ».

La république des Pyrénées / Une famille albanaise expulsée 2 jours après la rentrée scolaire

09/09/2015

Roger Oles directeur d'école du monde , Isabelle Larrouy de la cimade , Henri Moura avocat et Sophie Lamoine de la cimade se mobilisent autour du cas des Paguni.

Roger Oles directeur d'école du monde , Isabelle Larrouy de la cimade , Henri Moura avocat et Sophie Lamoine de la cimade se mobilisent autour du cas des Paguni. (PYP ATORRENT)

Menacés dans leur pays, Elvis Paguni, Elona, son épouse et les trois enfants du couple originaire d'Albanie, Skejdi, Arber et Francis (ce dernier âgé de 5 mois, né à Pau) ont été expulsés le 3 septembre dernier depuis Roissy, vers Tirana, la capitale albanaise.

Déboutés du droit d'asile, les Paguni faisaient l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, validée en mai dernier par le tribunal administratif de Pau.

En dépit des recours sur le droit d'asile et sur l'avis d'expulsion, le préfet des Pyrénées-Atlantiques a fait appliquer en urgence le 3 septembre la mesure d'expulsion, alors que les deux enfants scolarisés s'apprêtaient à rejoindre leur école des 4 coins du monde de Pau.

Les nombreuses associations réunies autour de la Cimade sont d'autant plus indignées que la famille présentait de fortes garanties d'intégration.

Elles se sont mobilisées ce mercredi par la tenue d'une conférence de presse. Elles ont affirmé leur volonté d'obtenir le retour des Paguni à Pau.

Elles considèrent particulièrement déplacé le traitement réservé à cette famille menacée dans son pays à l'heure où le pays se mobilise enfin en faveur des migrants venus de Syrie ou d'Irak.

Nord Eclair / Accueil des réfugiés : la métropole lilloise solidaire

09/09/2015

Qu'ils aient été sensibles à l'appel de Martine Aubry vendredi, ou réveillés par les images choc dans les médias, les métropolitains se rapprochent en nombre des associations humanitaires. À Lille, par exemple, la Croix-Rouge commence à stocker des vêtements et le site de la ville a reçu 227 propositions d'aide en 24 heures.

Dire que le téléphone sonne souvent, c'est peu dire. Porte de Valenciennes, au local de la Croix-Rouge de Lille, la plus grosse unité du Nord, on reçoit beaucoup, beaucoup d'appels. Et des dons, principalement de vêtements. « Je prends tout et je stocke en attendant de savoir comment on s'organise, déclare le président de l'unité, Marc Ensadella. La Croix-Rouge est partenaire officiel de l'État, et je suis satisfait de l'appel de la ville, mais je souhaite à présent qu'elle m'appelle. » La photo de ce garçon mort sur une plage de Turquie, la prise de conscience qui a suivi, ont d'ores et déjà suscité une vague de solidarité, que la ville de Lille a décidé d'organiser.

« Nous avons, en 24 heures, recueilli 227 noms de Lillois prêts à aider »

En annonçant vendredi que sa ville était en capacité d'accueillir une centaine de réfugiés, Martine Aubry (PS) a aussi donné la possibilité de se faire connaître sur un site internet dédié, lancé mardi. « Nous avons, en 24 heures, recueilli 227 noms de Lillois prêts à aider, indique-t-on au cabinet du maire. Des Lillois ont déclaré pouvoir loger des réfugiés, d'autres vouloir être mis en contact avec des associations. Chaque fois qu'on leur propose quelque chose de grand, ils répondent présent. » C'est ce réseau associatif qui est actuellement en cours de finalisation.

La mobilisation est réelle. Avant même la création du site, depuis plusieurs jours, les associations lilloises humanitaires ou qui aident à l'accompagnement des réfugiés sont très sollicitées. « 100 mails depuis dix jours », s'étonne-t-on à la Cimade. L'association qui fait de l'accompagnement juridique administratif des réfugiés de tous pays a dû organiser une deuxième session d'information des futurs bénévoles. « Mais notre recrutement est particulier, il nécessite une formation en droit et un engagement d'un an. Les cent réfugiés attendus par la ville seront gérés par elle. » La Cimade aide toute l'année 2 500 réfugiés « dont on ne parle pas »...

Un dispositif cadré

Chacun sent l'urgence en tout cas. Le Secours populaire vient de relancer un appel aux dons financiers pour l'aide aux migrants, à Calais et à Lille. Quant à la Fondation de Lille, elle accompagne la mairie depuis mardi en recueillant les dons, « des sommes qui seront mises à disposition des associations en fonction des projets et des besoins, précise Delphine Vandevoorde. Au-delà de l'électrochoc que cela a été pour tous, il faut mettre en place un dispositif cadré. Ces réfugiés n'arriveront pas du jour au lendemain, sans que nous soyons prêts. »

Le parisien / Cergy se tient prêt

09/10/2015

A Cergy, tout est prêt pour accueillir 110 réfugiés en provenance d'Allemagne. Ils seront hébergés au centre de séjour Hubert-Renaud de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise, habituellement dévolu à l'hébergement de colonies ou de groupes de fédérations sportives.

Des lits supplémentaires ont été installés et les réserves alimentaires stockées. Les réfugiés seront logés dans des chambres de deux à sept personnes. Ils y seront accueillis « de manière provisoire, le

temps que leur soit délivré leur titre de séjour, selon Yannick Blanc, le préfet du Val-d'Oise. Ce ne sont pas des installations destinées à durer ». Agents de différents services de l'Etat, de l'Education nationale ou de l'agence régionale de santé, élus locaux et représentants d'associations comme la Croix-Rouge, la Cimade ou le Secours populaire se sont réunis hier en préfecture afin d'organiser au mieux l'accompagnement des réfugiés. Dans le hameau voisin de l'île de loisirs, peu d'habitants se montrent hostiles.

A Montmorency, un centre d'accueil, d'une centaine de places, ouvrira également dans les prochains jours au sein de l'ancienne maternité, inoccupée depuis novembre 2014. Les frais d'hébergement seront pris en charge par l'Etat. Sur le plan administratif, le barreau du Val-d'Oise a annoncé que 70 avocats s'étaient déjà portés volontaires pour aider les réfugiés dans leurs démarches afin qu'ils puissent obtenir le droit d'asile.

Le parisien / Accueil de réfugiés : les maires entre bonne volonté, inquiétude et réticence

08/09/2015

François Baroin, président de l'Association des maires de France (AMF), a été reçu par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour échanger sur les inquiétudes des élus. Capture d'écran BFMTV

François Hollande a tranché. «La Commission européenne va proposer de répartir 120 000 réfugiés sur les deux prochaines années, ce qui représentera pour la France 24 000 personnes.

Nous le ferons», a affirmé le président de la République, lundi, lors de sa conférence de presse semestrielle. Les regards se tournent désormais vers les maires, en première ligne dans ce brûlant dossier. Et cela ne va pas sans inquiétudes, réticences, voire refus catégoriques.

Car pour certains, c'est niet. Ce mardi matin, un communiqué de Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) et vice-président du FN, annonce la couleur : «Aucune mairie Front National ou du Rassemblement Bleu Marine n'accueillera le moindre immigré clandestin.» Fermez le ban. Le FN considère que «le système UMPS cherche à tromper nos compatriotes en insinuant que les migrants seraient des réfugiés temporaires. Il n'en est rien.» Pour d'autres, comme les maires de Roanne (Loire) ou de Belfort (Territoire-de-Belfort), c'est d'accord. Mais... uniquement pour les Chrétiens. Tollé.

Certains responsables de premier plan ont également fermé la porte. Comme Xavier Bertrand, le député-maire Les Républicains (LR) de Saint-Quentin (Aisne), également candidat à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. «La ville de Saint-Quentin n'accueillera pas de nouveaux réfugiés. Je ne sais pas les accueillir, je ne sais pas les former, je ne sais pas les intégrer, je ne sais pas leur donner un emploi», a-t-il énuméré sur Europe 1, ce mardi matin. François Baroin, sénateur-maire LR de Troyes (Aube), avait assumé le premier, dimanche sur i-Télé : «Je ne le ferai pas pour la simple et bonne raison que je suis en surcapacité à l'échelle régionale des centres d'accueil des demandeurs d'asile.» Quant à Maryse Joissains, maire LR d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), elle rappelle que «nous avons déjà énormément de problèmes sur nos territoires». Et ajoute : «Ils ne sont pas faits pour venir dans d'autres civilisations. Il faut les aider chez eux.»

Certaines municipalités n'ont réellement pas les moyens

«Ce sont plus des positions partisans qu'un raisonnement fondé sur des possibilités économiques et sociales», souffle-t-on à la Cimade (association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile). Certains ont des «motivations politiques ou politiciennes», regrette également Olivier Dussopt, auprès du Parisien.fr. Président de l'Association des maires des petites villes de France (APVF), le député PS d'Ardèche balaie ces «quelques exemples médiatisés» pour mieux rappeler que «l'immense majorité des maires prennent leurs responsabilités». Baroin, reçu

place Beauvau ce mardi en tant président de l'Association des maires de France (AMF) pour échanger sur les interrogations des élus, assure pour sa part qu'«un certain nombre de communes se disent disponibles». Mais «uniquement et exclusivement les réfugiés et naufragés», précise-t-il. Cela ne va pas sans inquiétudes, ni difficultés. De ses échanges avec les élus, Dussopt retient qu'ils souhaitent des précisions sur les modalités et les moyens». Il compte sur la réunion organisée samedi au ministère de l'Intérieur, pour apporter des réponses et coordonner l'action des maires qui se sont portés volontaires pour l'accueil de réfugiés. Et souligne qu'il ne faut pas oublier «les disparités économiques» entre les communes. En clair, certaines municipalités n'ont réellement pas les moyens d'accueillir des familles. «Il y a une volonté d'aider qui se heurte à la baisse des dotations et à l'augmentation des charges», résume un permanent de l'APVF. «C'est à l'Etat de coordonner les initiatives et de développer les moyens», juge Jean-Claude Mas, le secrétaire général de la Cimade. Selon l'association, l'accueil d'un demandeur d'asile, qui ne peut pas travailler tant qu'il n'a pas de titre de résident, nécessite un budget annuel de 8000€ à 9000€. 13 000€, calcule de son côté la Cour des comptes. «Mais, souligne Jean-Claude Mas, les 24 000 dont on parle vont bénéficier d'une procédure accélérée. Ils seront donc en mesure de s'insérer et de travailler plus rapidement.»

Le parisien / Migrants : n'accueillir que des chrétiens, une idée «funeste» pour Cazeneuve

08/09/2015

L'idée émise par quelques maires de droite, d'accueillir en priorité des réfugiés chrétiens alors que la France a officiellement consenti à recevoir 24 000 demandeurs d'asile syriens dans les deux ans à venir a fait long feu.

Le ministre de l'Intérieur a vilipendé mardi cette suggestion : «Cette distinction, je ne la comprends pas, je la condamne et elle me paraît funeste», a réagi Bernard Cazeneuve sur France 2. Les chrétiens d'Orient doivent être accueillis mais il y a aussi des musulmans qui sont persécutés et il y a d'autres minorités qui le sont avec le même degré de barbarie».

La polémique était née d'une déclaration du député-maire (Les Républicains) de Roanne (Loire) Yves Nicolin, expliquant que sa ville pourrait «accueillir peut-être une dizaine de familles mais à la condition qu'il soit bien question de réfugiés chrétiens qui sont persécutés parce que chrétiens en Syrie par Daech».

Manuel Valls : «On ne trie pas en fonction de la religion»

Pour le Premier ministre, il est hors de question que des élus se contentent d'accueillir les seuls chrétiens d'Orient. Il faut «accueillir avec des règles bien sûr, une organisation sérieuse», a déclaré Manuel Valls, venu adresser ses vœux à la synagogue Nazareth à Paris, à quelques jours du nouvel an juif. «On ne trie pas en fonction de la religion, a-t-il affirmé. Le droit d'asile, c'est un droit universel.»

«Vous êtes nombreux à être intervenus - car c'est une part de votre histoire - pour dire votre solidarité avec les réfugiés qui arrivent en Europe», a lancé Manuel Valls devant le public massé dans la première grande synagogue historique du Consistoire de France. «Ce droit d'asile qui dit les valeurs de la France, vous le faites vivre. Vous honorez par votre mobilisation notre pays, votre pays!», a-t-il ajouté.

Le maire de Belfort : «Les chrétiens sont les plus persécutés»

Très critiqué, M. Nicolin a par la suite expliqué qu'il souhaitait accueillir en priorité des chrétiens ou des yezidies, parce que directement persécutés par Daech, mais qu'il n'excluait pas les musulmans, insistant toutefois sur la nécessité d'avoir «l'absolue certitude que ce ne sont pas des terroristes déguisés». Et d'ajouter :

De son côté , le maire de Belfort, Damien Meslot (Les Républicains) avait affirmé qu'il réfléchissait à accueillir des «familles de chrétiens syriens et de chrétiens d'Irak», parce qu'ils sont «les plus persécutés».

Lui aussi pris à partie, il se défend de toute discrimination dans une interview au JDD. «Si d'autres communautés sont autant menacées que les chrétiens d'Orient, je les accueillerai volontiers. Aujourd'hui, ce sont les chrétiens qu'on massacre. Ce sont les seuls, en Syrie et en Irak, qui n'ont qu'un choix : la conversion ou la mort. Je suis un catholique pratiquant et croyant et j'ai entendu l'appel du pape François. C'est ma conviction personnelle : les chrétiens d'Orient vivent un calvaire. J'ai le droit quand même, en tant que maire de Belfort, de me proposer d'accueillir quelques familles. Je suis chez moi, je fais ce que je veux. Après, si l'Etat me demande de l'aide pour loger des réfugiés, chrétiens ou non, je suis un républicain, je ferai mon devoir d'élu.»

Raffarin : «On peut difficilement être sélectif»

Le sénateur Jean-Pierre Raffarin (Les Républicains) a reconnu de son côté «qu'on peut difficilement être sélectif», avant d'ajouter sur France Inter : «Je comprends qu'on puisse dire cela. C'est vrai qu'il y a une question majeure des chrétiens aujourd'hui, c'est vrai qu'on peut considérer que dans le malheur il y a ici une priorité parce qu'on est en train d'exterminer des gens» .

A la Conférence des évêques de France (CEF, catholique), on prend ses distances avec les propositions controversées : «Évidemment nous n'effectuons aucun tri, ça n'a pas lieu d'être et c'est contraire à l'esprit des religions», a assuré à l'AFP Vincent Neymon, secrétaire général adjoint de la Conférence.

Dimanche, le pape François, depuis Rome, avait demandé que «chaque paroisse, chaque communauté religieuse, chaque monastère, chaque sanctuaire d'Europe accueille une famille». «Face à la tragédie des dizaines de milliers de demandeurs d'asile qui fuient la mort, victimes de la guerre et de la faim et qui sont en chemin vers une espérance de vie, l'Evangile nous appelle et nous demande d'être les prochains des plus petits et des plus abandonnés, à leur donner une espérance concrète», avait-il ajouté.

Le président de la Conférences des évêques français, Mgr Georges Pontier, a de son côté dénoncé la «culture de la peur et de l'isolement». Pour lui, «la chose la plus délicate, c'est de contribuer à travailler à la culture de l'accueil, qui ne se révèle pas être en France la plus développée».

Chez les protestants, Geneviève Jacques, présidente de la Cimade (Fédération protestante de France) s'est pour sa part dite «scandalisée qu'un élu républicain se réfère à des critères de discrimination sur des bases religieuses».

François Baroin, président de l'Association des maires de France, et maire (Les Républicains) de Troyes (Aube) a tenté de clore la polémique en affirmant que des collectivités locales étaient volontaires pour accueillir des migrants, mais «uniquement et exclusivement les réfugiés et naufragés». Pas question de religion.

Midi libre / L'idée de n'accueillir que des réfugiés chrétiens condamnée par le gouvernement

09/09/2015

L'idée de n'accueillir que des réfugiés chrétiens condamnée par le gouvernement "Cette distinction, je ne la comprends pas, je la condamne et elle me paraît funeste", a réagi Bernard Cazeneuve sur France 2. "Les chrétiens d'Orient doivent être accueillis mais il y a aussi des musulmans qui sont persécutés.

Quelques maires ont dit ne vouloir accueillir que des réfugiés chrétiens, une demande condamnée par Bernard Cazeneuve, qui reçoit mardi le président de l'Association des maires de France et les représentants des cultes.

La solidarité s'organise dans l'Hexagone, mais quelques maires ont dit ne vouloir accueillir que des réfugiés chrétiens, une demande condamnée par Bernard Cazeneuve, qui reçoit mardi le président de l'Association des maires de France et les représentants des cultes. Ces entretiens, prévus dans l'après-midi, doivent baliser le terrain avant une réunion des maires, qui se sont portés volontaires pour l'accueil de réfugiés, samedi au ministère de l'Intérieur.

"Les chrétiens d'Orient doivent être accueillis mais il y a aussi des musulmans qui sont persécutés" Il s'agira pour l'Etat "de mettre à disposition des collectivités l'ensemble des outils et des financements nécessaires", pour organiser "dans des conditions dignes l'accueil des réfugiés persécutés", a indiqué M. Cazeneuve lundi, alors que la France s'est déclarée prête à accueillir 24 000 réfugiés dans les deux années à venir. Mais une poignée de maires de droite ont assuré qu'ils ne prendraient que des chrétiens. Le député-maire de Roanne Yves Nicolin (Les Républicains) a expliqué que sa ville pourrait "accueillir peut-être une dizaine de familles mais à la condition qu'il soit bien question de réfugiés chrétiens qui sont persécutés parce que chrétiens en Syrie par Daech" (acronyme arabe du groupe jihadiste Etat islamique, l'EI). "Ce que je souhaite c'est qu'on puisse avoir l'absolue certitude que ce ne sont pas des terroristes déguisés", a-t-il dit. Celui de Belfort, Damien Meslot (Les Républicains), a affirmé qu'il réfléchissait à accueillir des "familles de chrétiens syriens et de chrétiens d'Irak", parce qu'ils sont "les plus persécutés".

Des prises de position condamnées par le ministre de l'Intérieur. "Cette distinction, je ne la comprends pas, je la condamne et elle me paraît funeste", a réagi Bernard Cazeneuve sur France 2. "Les chrétiens d'Orient doivent être accueillis mais il y a aussi des musulmans qui sont persécutés et il y a d'autres minorités qui le sont avec le même degré de barbarie", a-t-il ajouté. Même s'il a regretté "l'interprétation qui en est faite par certains médias", M. Nicolin a maintenu ses propos, assurant mardi sur France Bleu Saint-Etienne: "ce n'est pas parce que nous sommes généreux que nous devons être aveugles et que nous devons le faire n'importe comment, sans prendre aucune précaution".

Contraire aux conventions internationales

Ce genre de prises de position, très minoritaires, semblent également hasardeuses d'un point de vue juridique: "C'est absolument contraire à toutes les conventions internationales", a expliqué à l'AFP Serge Slama, maître de conférences en droit public à Paris Ouest-Nanterre. La Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés stipule que les Etats signataires en appliqueront les dispositions "sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine", et ce principe "est aussi rappelé dans un certain nombre de directives européennes", ajoute-t-il. A la Conférence des évêques de France (CEF), on prend ses distances avec de telles propositions: "Evidemment nous n'effectuons aucun tri, ça n'a pas lieu d'être et c'est contraire à l'esprit des religions", a assuré à l'AFP Vincent Neymon, secrétaire général adjoint de la Conférence.

Le président de la CEF, Mgr Georges Pontier, a dénoncé de son côté la "culture de la peur et de l'isolement". Pour lui, "la chose la plus délicate, c'est de contribuer à travailler à la culture de l'accueil, qui ne se révèle pas être en France la plus développée". Le sénateur Jean-Pierre Raffarin (Les Républicains) a lui aussi assuré qu'"on peut difficilement être sélectif", avant d'ajouter sur France Inter: "Je comprends qu'on puisse dire cela. C'est vrai qu'il y a une question majeure des chrétiens aujourd'hui, c'est vrai qu'on peut considérer que dans le malheur il y a ici une priorité parce qu'on est en train d'exterminer des gens". Au-delà de la polémique, les associations redoutent le message de "choix" sous-jacent. "Nous sommes scandalisés. Il est inacceptable qu'un élu républicain se réfère à des critères de discrimination sur des bases religieuses", a réagi Geneviève Jacques, présidente de la Cimade, qui fait partie de la Fédération protestante de France. Pour le ministre des Finances Michel Sapin, le coût de l'accueil de 24.000 réfugiés en deux ans est "une question de quelques millions" d'euros pour la France.

Presse Océan / Solidarité La Région débloque 100 000

euros pour l'accueil de réfugiés

09/09/2015

La Région va voter une première enveloppe de 100 000 euros pour financer l'accueil de réfugiés dans les Pays de la Loire.

La décision sera soumise aux élus de la commission permanente le 28 septembre prochain. "Cette aide sera versée à des associations et communes qui en exprimeront le besoin, dans le respect des compétences et attributions des uns et des autres, notamment de l'Etat et des autres collectivités locales", précise Jacques Auxiette, président (PS) du conseil régional.

Plusieurs associations concernées (Fnars, Cimade, Aptira, Licra, Ligue des droits de l'homme, Médecins du monde, Réseau éducation sans frontière, Secours catholique, Pastorale des migrants..) se sont réunies ce matin en présence de Christophe Clergeau (PS), premier vice-président, Catherine Piau (PS) et Claudie Boileau (EELV), membres de la commission solidarités, santé et égalités des droits.

But de la réunion : "engager des pistes de travail dans les domaines de compétence régionales : scolarisation des jeunes réfugiés dans les lycées et CFA, soutien à l'apprentissage du français, mise à disposition de titres de transport gratuits, intervention dans le domaine de la santé...", indique la Région dans un communiqué.

Le Télégramme / Pays de la Loire. Une enveloppe de 100.000 € pour l'accueil des réfugiés

10/09/2015

La Région Pays de la Loire votera le 28 septembre une première enveloppe de 100.000 euros pour financer l'accueil de réfugiés, révèle Presse Océan. Cette enveloppe de 100.000 € servira à aider "des associations et des communes qui en exprimeront le besoin, dans le respect des compétences et attributions des uns et des autres, notamment de l'Etat et des autres collectivités locales", a précisé Jacques Auxiette, président (PS) du conseil régional. La décision sera soumise à un vote des élus de la commission permanente, le 28 septembre. La Région a indiqué qu'une réunion avait eu lieu mercredi matin, afin "d'engager des pistes de travail dans les domaines de compétence régionales : scolarisation des jeunes réfugiés dans les lycées et CFA, soutien à l'apprentissage du français, mise à disposition de titres de transport gratuits, intervention dans le domaine de la santé..." Plusieurs associations concernées par l'accueil des réfugiés étaient présentes (Fnars, Cimade, Aptira, Licra, Ligue des droits de l'homme, Médecins du monde, Réseau éducation sans frontière, Secours catholique, Pastorale des migrants..), ainsi que les élus Christophe Clergeau (PS), premier vice-président, Catherine Piau (PS) et Claudie Boileau (EELV), membres de la commission solidarités, santé et égalités des droits.

La Montagne / Depuis 2003, à Aurillac, la Cimade accompagne les réfugiés, les migrants et les demandeurs d'asile

11/09/2015 Isabelle Vachias

A Aurillac, la Cimade est prête à accompagner l'accueil de réfugiés quand il s'organisera. Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer « une réglementation qui n'a cessé de se durcir ».

depuis la publication de la photo du petit Aylan, le groupe local de la Cimade a reçu une vingtaine

d'appels de familles prêtes à héberger des réfugiés.

« Les moments d'émotion, c'est intéressant, juge Stéphane Fréchou, trésorier de l'association. Si ça fait ouvrir les vannes, tant mieux. Mais l'émotion ne fait pas une politique. »

Face à l'élan de solidarité national, devant la volonté affichée par le maire d'accueillir des réfugiés à Aurillac, la Cimade n'entend pas jouer les rabat-joie. Juste rappeler que « cette réaction n'est pas à la hauteur des enjeux ».

« On parle de 200 réfugiés en Auvergne, alors que la France a accueilli 500.000 Espagnols en 1939, un million de rapatriés d'Algérie en 1962 et 200.000 boat people dans les années 1970 », énumère Stéphane Fréchou. Bien sûr, la Cimade sera aux côtés de la municipalité pour accompagner les nouveaux venus. Evidemment, elle apportera ses compétences quand il faudra rédiger les demandes d'asile. Mais qu'on ne lui demande pas de faire la distinction entre « mauvais migrants et bons réfugiés ».

« Et qu'on ne fasse pas semblant de découvrir que les chemins de l'immigration sont devenus impossibles », assène le trésorier de la Cimade, bien placé pour constater « le durcissement de la réglementation ».

Créé en 2003, le groupe local de la Cimade, association de solidarité active avec les populations déplacées, voit croître, au fil des ans, le nombre des familles ayant besoin d'un accompagnement juridique et administratif. Les permanences avaient vu passer 89 personnes en 2013, elles en ont reçu 128 en 2014, issues de trente nationalités différentes. Un chiffre qui risque fort d'être dépassé en 2015 : le 2 septembre dernier, le compteur atteignait déjà 107 visites.

« Il n'y a pas forcément plus de demandeurs d'asile, explique Stéphane Fréchou. Si on voit plus de monde, c'est d'abord en raison de la précarisation de la carte de séjour et du durcissement des codes d'entrée et de séjour. La Méditerranée, c'est nous qui l'avons transformée en cimetière. Alors qu'on se montre hospitaliers aujourd'hui, c'est la moindre des choses ».

La Cimade Aurillac, 8 place de la Paix, 15000 Aurillac, tél. 06.83.47.38.21, aurillac@cimade.org.

Aujourd'hui. Un cercle de silence en solidarité avec les migrants se forme place des Droits de l'homme, le deuxième jeudi de chaque mois, à 18 heures, à l'appel d'un collectif d'associations. Aujourd'hui, le collectif appelle à un grand rassemblement citoyen en solidarité avec les migrants et les réfugiés, à 18 heures, toujours devant la statue des Droits de l'homme.

Le Dauphiné / Ils ouvrent leurs portes aux réfugiés

11/09/2015 Fabien ROUX

Pour accueillir les réfugiés, certains citoyens ont décidé d'agir. Ils ouvrent leurs portes à des migrants, demandeurs d'asile en attente de solutions de logement. Cette année, un réseau Welcome s'est ainsi créé dans les Hautes-Alpes. « Ça se déroule de manière cadrée : un accord est pris sur la durée de l'hébergement, et nous travaillons en lien avec les institutions, car on ne veut absolument pas se substituer à l'État », explique Marie-Odile Lannoy, de la Cimade.

« Nous avons lié une relation d'amitié »

« On sait qu'on ne peut pas tout, mais on fait ce qu'on peut », résume Claudie Greuter. Elle et son mari, Henri, habitant Gap, ont accueilli une famille arrivant d'Algérie avec leurs enfants au mois d'avril. « Ils avaient une bonne situation chez eux, mais ils étaient menacés », relève-t-elle. Le contact avec ce couple de retraités gapençais s'est fait lors des « goûters-papiers », organisés par la Cimade et Mappemonde, suite à quoi ils ont accepté de « faire la soudure » pendant une période donnée. « Ils sont restés chez nous quinze jours à trois semaines, raconte Claudie Greuter. Nous avons une grande maison avec un gîte indépendant. On se voyait, on prenait le thé ensemble. On a

beaucoup discuté de l'Algérie. » Depuis, les liens entre accueillants et accueillis ne se sont pas distendus. « Nous avons lié une relation d'amitié », souligne Claudie Greuter. Celle-ci s'apprête à recevoir d'autres demandeurs d'asiles, venus du Kosovo. « Ils ne viennent pas comme ça », insiste-t-elle, en évoquant leur parcours.

« C'était insupportable de penser qu'ils puissent se retrouver à la rue »

C'est également lors des « gouters-papiers », qu'Annette Rit a rencontré la famille albanaise à qui elle a ouvert les portes de son appartement, pendant quinze jours, au mois d'août. « C'était une famille qui sortait du Cada [centre d'accueil des demandeurs d'asile, NDLR], qui ne pouvait pas y rester, et c'était insupportable de penser qu'ils puissent se retrouver à la rue », raconte-t-elle. « Nous avons cohabité quelques jours au début et à la fin, explique-t-elle. Je devais m'absenter entre-temps, mais j'ai vu que c'était des gens en qui je pouvais avoir confiance. »

Annette Rit se dit tout à fait prête à reconduire cette expérience, « très riche en échanges ».

Le parisien / Accueil des migrants : une énorme mobilisation montée dans l'urgence

09/09/2015

Au bout du périple Cergy. Il était environ 12 h 30 ce mercredi lorsqu'un car avec quarante-sept Syriens et Irakiens, dont une bonne dizaine d'enfants, a franchi les grilles du centre de séjour Hubert-Renaud de l'île de loisirs.

Souriants mais fatigués après une bonne douzaine d'heures de route depuis Munich (Allemagne), les réfugiés se sont immédiatement vus servir des rafraîchissements. Le préfet du Val-d'Oise Yannick Blanc leur a ensuite souhaité la bienvenue à l'aide d'un traducteur avant de laisser les familles se restaurer. Puis de nombreux services de l'Etat (ARS, pompiers, Education nationale), des associations caritatives (Croix-Rouge, Secours Populaire, Secours catholique, 1re urgence internationale, Cimade, Ligue des droits de l'homme) et bien sûr des interprètes les ont rapidement pris en charge pour effectuer un premier bilan de leurs besoins. Au total, près de soixante-dix personnes et des élus locaux étaient présents pour les accueillir.

«Ce qui se passe ici est naturel, explique Dominique Lefebvre, député (PS) et président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. Quand on est une ville monde aussi ouverte et cosmopolite, on ne se pose pas la question d'accueillir des réfugiés.»

Une gigantesque mobilisation montée «dans l'urgence» comme le confesse Yannick Blanc. «Il y a un peu d'improvisation, pas mal d'organisation et beaucoup de fraternité, souligne le préfet. On va mettre au point l'accompagnement nécessaire. Et on va travailler sur les lieux d'accueil où ils iront par la suite. L'objectif est qu'ils ne restent pas plus de huit semaines ici.»

Dès les premières lueurs du soleil, le site dévolu à l'accueil de colonies de vacances ou de groupes de fédérations sportives baignait dans une effervescence inhabituelle. Un camion livre la nourriture pour les réfugiés et les agents de l'île de loisirs s'affairent pour réaménager les chambres. «On a racheté 36 matelas et des kits de couchage», explique Nicolas Cook, le directeur de l'île de loisirs.

Un ballet de camions de la protection civile, de la Croix-Rouge, de pompiers pénètre sur les lieux. Camélia, Larakaya et Lina, des Syriennes résidant sur Cergy depuis plusieurs années, sont venues pour jouer les traductrices.

Ce jeudi sont attendus une centaine de réfugiés à Montmorency. L'ancienne maternité de l'hôpital Simone-Veil, désertée depuis novembre 2014, va devenir le second centre d'accueil de migrants du département. «Nous sommes en train de tout nettoyer pour les accueillir le mieux possible avec le maximum d'humanité», explique la direction de l'hôpital d'Eaubonne-Montmorency. Deux étages, sur les six que compte le bâtiment, sont mis à disposition des réfugiés. C'est la préfecture qui devait

fournir les lits nécessaires, les équipements médicalisés se trouvant encore sur place n'étant pas vraiment adaptés. Le centre hospitalier Simone Veil se chargera de fournir des repas aux nouveaux venus.

François Pupponi (PS) : « Il faut réquisitionner des appartements... sinon, on n'y arrivera pas »
Cela fait un an que la ville de Sarcelles accueille des réfugiés Irakiens. Ainsi, depuis août 2014, près de 200 personnes y ont trouvé refuge pour fuir les persécutions de l'Etat islamique. Avec l'arrivée d'un des premiers cars de migrants à l'Île de loisirs de Cergy, François Pupponi, député-maire PS de Sarcelles livre son retour d'expérience. La priorité, selon lui : le logement, la base pour se reconstruire. L' élu tire la sonnette d'alarme et appelle l'Etat à adopter un plan d'envergure sur la question. « On a besoin rapidement d'un dispositif hors-norme, insiste-t-il. Préfectures, élus, bailleurs... Il faut réquisitionner des appartements, construire, mais trouver une solution, car sans ça, on n'y arrivera pas. A Sarcelles, il nous a fallu un an pour loger 12 familles, imaginez pour 24 000 migrants ! ». Ainsi, les premières étapes ne sont pas les plus complexes. « Il s'agit d'accompagner ces personnes dans les démarches de régularisation, la scolarisation des enfants. Cela prend 15 jours environ ». Mais trouver un logement demande un effort plus important. « Le reste ne coûte rien, là, il faut payer, note l' élu. Et avec la procédure de bail classique, on n'arrivera jamais à loger autant de personnes ». Il critique aussi le système actuel de logement d'urgence. « L'état dépense 2 milliards € par an pour balader des personnes d'une chambre d'hôtel à l'autre, dans des conditions glauques, détaille François Pupponi. Une solution moins chère et plus pérenne existe ».

Sud Ouest / Pyrénées-Atlantiques : l'expulsion d'une famille albanaise suscite l'indignation

10/09/2015

Des militants de la Cimade dénoncent l'expulsion expéditive d'une famille albanaise de trois enfants, la veille de la rentrée

Établis à Pau depuis 2013, les Paguni ont été expulsés le 3 septembre vers l'Albanie, leur pays d'origine. Les parents et leurs trois enfants de 9 ans, 4 ans et 5 mois ont, au préalable, été placés au centre de rétention de Cornebarrieu (Toulouse).

C'était la veille de la rentrée des classes, ce que n'est pas près d'oublier Roger Olès, directeur de l'école des Quatre Coins du monde, à Pau : "J'ai été témoin des progrès fulgurants des enfants Paguni en langue française et dans l'apprentissage du métier d'élève", a dit l'enseignant lors d'une conférence de presse tenue mercredi soir au siège de la Cimade. M. Olès s'est dit, en outre, "émerveillé de la qualité de la relation parents-enfants dans les difficultés qu'ils ont pu vivre".

Le père de famille, sous la menace d'une organisation mafieuse dans son pays, selon la Cimade "Expulsés comme des criminels", dicit Sophie Lamoine, présidente du groupe de Pau de la Cimade, les Paguni l'ont été sur un vol spécialement affrété pour eux.

Une décision d'expulsion pourtant rejetée par le rapporteur public

Or selon elle, le père de famille qui, en deux ans, a appris le français "qu'il parle d'une façon remarquable" est en danger dans son pays, car sous la menace d'une organisation mafieuse. L'avocat de la famille Me Henri Moura a surtout souligné que l'expulsion est intervenue alors qu'un recours, certes non suspensif, est en instance devant la cour administrative d'appel de Bordeaux. Contre le jugement du tribunal administratif de Pau, rendu cet été. Le rapporteur public avait pourtant conclu au rejet de la décision d'expulsion.

"On a l'impression que l'accueil des uns (Syriens) se fait au détriment des autres", selon un militant. Une manifestation "pour les réfugiés et les migrants" est appelée samedi, à 11 heures devant la préfecture, puis à 15 heures, à Bayonne.

La Marseillaise / « L'aide aux réfugiés : une mission d'État que j'assume avec plaisir »

11/09/2015 Angelique Schaller

Des associations militantes mais aussi des travailleurs sociaux ont ouvert le débat avec les Marseillais sur l'accueil des réfugiés : une mission obligatoire de l'État, pas une option.

Une table, quelques gâteaux, deux bouts de scotch et des cartes du Haut Commissariat aux Réfugiés qui affichent les taux d'obtention du statut en Europe (la France n'est pas en tête) ou les pays qui autorisent les demandeurs d'asile à travailler (la France ne le fait plus depuis 1991).

Mercredi, des associations se sont rassemblées sur le Vieux-Port à Marseille pour interpellier la population au sujet des réfugiés : la CIMADE, le réseau éducation sans frontière, Rencontres Tsiganes... mais aussi des travailleurs sociaux oeuvrant dans des CADA (Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile) bien décidés à dire la réalité de leur métier. « Je suis là pour casser les idées reçues sur les réfugiés qui ne seraient là que pour percevoir les allocations, piquer le travail des autres... » pose Pauline Hourlier qui travaille dans le CADA de Saint-Charles.

« J'accompagne des jeunes hommes de 18 à 25 ans. Ce sont des personnes adorables, sans aucun problème de comportement. Quand ils obtiennent le statut ils se retrouvent cantonnés à de petits boulots dans l'insertion, bien moins que ce à quoi ils auraient pu prétendre dans leur pays. Mais ce pays, ils ont du le fuir et ils ne l'ont pas fait par plaisir, mais parce qu'ils étaient en danger à cause de ce qu'ils pensent, de leur religion, de leur sexualité... »

« Confiante dans l'opinion publique »

Si les clichés existent, Christine Ponsin, chef de service dans le CADA Jane Pannier reste « confiante dans l'opinion publique. Le problème est qu'on ne lui demande jamais son avis. Demain [aujourd'hui], la journée d'étude sur le sujet organisée à la Villa Méditerranée en présence du ministre n'est pas ouverte au public ». Et de développer son propos « Quand l'opinion découvre la photo de l'enfant mort sur la plage turque, elle se doute bien que ce n'est pas le premier et qu'il n'y a aucun doute sur ce qu'il fuyait. En revanche, elle a besoin d'entendre des propos précis. Comme le fait que cela résulte de la politique de visa, que cette politique tue. Ou encore que l'asile, ce n'est pas n'importe quoi, que cela est régi par la Convention de Genève, que cela résulte de droits, pas d'une éventuelle bonne volonté ».

Lancée, celle qui gère une petite structure d'une quarantaine de places où elle jongle pour boucler un budget de 25 euros à la journée (comprenant le logement, la masse salariale des travailleurs sociaux, l'allocation pour le demandeur d'asile et la rémunération des traducteurs), ne s'arrête plus : « j'effectue une mission d'Etat par délégation et je l'assume avec un grand plaisir ». Et de s'emporter au sujet de l'appel à la solidarité nationale : « l'Etat se décharge de manière décomplexée - je sais que c'est une formule de Sarkozy mais on peut la réutiliser - sur la population, les communes... n'assumant plus ses responsabilités et remettant en question le travail des associations. Or, nous représentons deux millions de salariés et nous avons des valeurs. C'est peut-être même ça le problème, car on refuse de voir l'Etat comme un seul financeur ».

La question des finances est un sujet d'inquiétude pour ces travailleurs sociaux. La mise en concurrence des différentes structures dans le cadre d'appel d'offres pour obtenir les financements d'Etat risque de se compliquer encore avec la volonté du gouvernement de mettre en place des structures pour « cantonner » les déboutés du droit d'asile et s'assurer qu'ils ne disparaissent pas dans la nature.

« Le problème, c'est pas les réfugiés, mais ceux qui nous ruinent d'en haut »

Devant le métro, quelques personnes s'arrêtent volontiers, lisent, engagent la conversation. Une natte de plage dans son panier, une enseignante parcourt rapidement les panneaux et commente : « Nous sommes des Phocéens, une cité du mélange, xénophiles par nos racines ». Puis d'ajouter sans angélisme : « après... les circonstances économiques font que les gens sont exaspérés ». Une exaspération que Pierre et Dario, deux jeunes étudiants venus spécifiquement pour l'événement, ont du mal à comprendre. « Cela a toujours été un argument... c'est classique, l'étranger qui pique le boulot. Mais le problème ce n'est pas les réfugiés, c'est plutôt ceux qui nous ruinent d'en haut. C'est quand même pas la faute des Juifs si les Allemands étaient au chômage ». Dans leur sphère étudiante respective, le sujet ne motive pas les foules. « Ils ont conscience de la gravité de la situation, sont informés, mais ne réagissent pas » développe Dario avant d'estimer : « cela ne les touche pas d'assez près pour qu'il y ait l'empathie nécessaire à une réaction ». « Moi, en sciences... Ils ne s'intéressent qu'à la science. Mais globalement, à Marseille, les étudiants sont dépolitisés » déplore Pierre. Les deux jeunes sont aussi exaspérés par l'annonce de quotas : « pourquoi les compter ? Pourquoi fixer des conditions ? C'est toujours la même question de l'ouverture des frontières même si, indéniablement, la question devient de plus en plus grave ».

160 000 réfugiés accueillis en Europe durant les deux prochaines années : le sujet fait aussi réfléchir un couple de retraités qui écoutent consciencieusement Pauline Hourlier leur parler du Liban où « les réfugiés représentent un quart de la population et nous, en France, nous ne serions pas capable d'en accueillir plus ? » et acquiescent avant de dire leur trouble d'avoir entendu des maires affirmer ne vouloir recevoir que des réfugiés... Chrétiens.

AngersMag / Migrants et réfugiés : « L'hospitalité est l'une de nos valeurs »

10/09/2015

Faisant suite au rassemblement un peu confidentiel de samedi dernier, environ 500 personnes se sont rassemblées mercredi soir sur la place du Ralliement à Angers. Venues de tous horizons, elles répondaient à l'appel de la Ligue des Droits de l'Homme et d'une douzaine d'associations, mobilisées pour sensibiliser les élus locaux à l'accueil de réfugiés.

Des ponts, pas des murs, nous devons ouvrir les fenêtres de la solidarité et du partage pour accueillir nos frères et nos sœurs en humanité », déclarait ce mercredi Catherine Jiamil, vice-présidente de la représentation angevine de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH49). « C'est le désespoir qui pousse des centaines de milliers de familles, fuyant leur pays ravagé par la guerre, sur la voie de l'exil. Ils viennent d'Afrique ou d'Asie, ils appellent à l'aide et meurent sur les rivages ou les barbelés érigés aux portes de l'Europe. Nous ne le supportons plus ».

Propos similaires des représentants des associations, syndicats ou autres groupes politiques (*) amenés à prendre la parole au pied du Grand Théâtre d'Angers. « Même en crise, l'Europe est assez puissante et riche pour accueillir ces exilés qui frappent à notre porte. Nous voulons une Europe et une France où l'humain est au centre ».

Plusieurs intervenants ont rappelé les migrations consécutives aux guerres et massacres qui ont jalonné l'histoire de la France. « Nous avons accueilli des Alsaciens, des Espagnols, des Arméniens, les Portugais, les Cambodgiens ... Ils n'ont jamais pris la place des travailleurs français, mais ils ont fait le travail que nous ne voulions pas faire », clamait Anne Maillard de l'association Reda (Réseau d'entraide des demandeurs d'asile). « Et avec du recul, nous ne regrettons pas de les avoir accueillis. L'Anjou a une grande tradition de l'accueil des réfugiés et l'hospitalité est l'une de nos valeurs, alors continuons et incitons les élus locaux à faire le bon choix ».

Et sur ce point, si dans notre département, une ville comme Saumur s'est portée candidate pour accueillir des réfugiés, la plupart des maires ne se sont pas prononcés. Un courrier adressé par Amnesty International, cet été, aux principaux maires du département n'a pas obtenu de réponse ou essuyé des refus. Marc Laffineur (Avrillé) et Dominique Bréjeon (St Barthélémy d'Anjou) ont répondu « qu'ils ne pouvaient pas ... ». Quant à Christophe Béchu (Angers), prudent, il s'est dit prêt à accueillir quelques dizaines de familles, mais dans le cadre d'une répartition à l'échelle de l'agglomération. Reste que le plus grand flou entoure encore les modalités d'organisation et de financement de cet accueil.

« C'est un mouvement qui va perdurer, les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Mais l'Europe et notre pays doivent montrer qu'ils savent accueillir »

Pour les associations qui considèrent que la situation est suffisamment préoccupante, il ne s'agit pas seulement de proposer des hébergements, même si plusieurs d'entre elles font signer une pétition pour inciter le Préfet à rouvrir la maison de la Petite Pigionnière, à St Barthélemy d'Anjou, évacuée le 20 août dernier.

« Syria Charity », une ONG dont le siège social est situé à Angers et les bureaux à Paris, présente également sur la place du Ralliement, entend sensibiliser les acteurs locaux à l'aide des populations déplacées en France et surtout en Syrie. « Nous agissons sur le terrain depuis le début du soulèvement contre le régime de Damas, en envoyant des produits alimentaires et de soins, ainsi qu'une aide aux maternités », explique Tasnim Alolaiwy, une Syrienne née en France. « Mais ce qui m'inquiète, c'est l'immobilisme de la communauté internationale. Elle s'attaque à la cause, mais pas au mal, c'est-à-dire à celui qui dirige les populations et favorise les exactions de Daesh pour asseoir sa légitimité ».

Le GRoupement des Éducateurs sans Frontières (GREF), qui assure l'apprentissage de la langue française auprès des émigrés, également présent, se dit prêt à accueillir un flux plus important. « C'est un mouvement qui va perdurer, les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Mais l'Europe et notre pays doivent montrer qu'ils savent accueillir », soulignait Philippe Le Joliff, un des éducateurs du GREF.

À l'issue de ce premier grand rassemblement en faveur de l'accueil de migrants et réfugiés sur le sol angevin, plusieurs associations se sont rassemblées dans un bar angevin afin de poursuivre leur mouvement et surtout coordonner leurs actions. L'objectif étant de faire prendre conscience aux élus locaux qu'Angers doit faire partie de villes accueillantes pour les réfugiés qui fuient les pays en guerre.

(*) Participaient à ce rassemblement, initié par la LDH49 : la Licra49, Amnesty internationale, Falsafa, la Cimade, l'Aptira, Quazar, Emmaüs, les Francas, Le CSLCP, la Paix en marche, le Mouvement de la paix, le Reda, le NPA 49, l'AJAC, Solidaire 49, le Cerdi, les Sgen-CFDT, les anciens appelés d'Algérie, Égal à Égales, Evangile et modernité 49, le Mouvement de la vie nouvelle personnaliste et citoyen, Collectif 49 pour les droits de l'enfant, CGT, l'Afev, FSU, PCF,...

Une première enveloppe de 100 000 € pour les Pays de la Loire

« Il est de notre devoir de citoyen et d'élu de prendre toute notre part et d'agir en Pays de la Loire, terre traditionnelle d'humanisme et d'engagement, d'ouverture et de solidarité » explique Christophe Clergeau, 1er vice-président des Pays de la Loire, dans un communiqué. Il souhaite une Région exemplaire, à la hauteur des valeurs qu'elle porte et a toujours portées.

Répondant à l'urgence, une première enveloppe exceptionnelle de 100 000 € sera donc soumise aux élus, lors de la commission permanente du 28 septembre prochain, pour financer l'accueil concret de réfugiés en Pays de la Loire. « Cette aide sera versée à des associations et communes qui en exprimeront le besoin, dans le respect des compétences et attributions des uns et des autres, et notamment de l'État et des autres collectivités départementales et locales », a précisé Jacques Auxiette, président de la Région.

France 3 IDF / Journal 19h à 06'05

07/09/2015

[Geneviève Jacques]

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/emissions/jt-1920-paris-ile-de-france>

France 3 Basse-Normandie / Journal de 19h à 03'55

07/09/2015

[Pierre Margerie]

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/basse-normandie/emissions/jt-1920-basse-normandie>

France 3 Pays de Loire / Journal de 19h à 05'50

10/09/2015

[Marie Hénocq]

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/emissions/jt-1920-pays-de-la-loire>

Lyon mag / ils sont 66.

06/09/2015

Artistes, chanteurs, acteurs, à avoir signé "Une main tendue", un appel initié par Alex Lutz pour les migrants. "Chacun des signataires de cet appel offrira un cachet solidaire à l'une des associations qui intervient dans les pays d'origine ou dans les pays d'accueil pour aider les réfugiés comme la Cimade, France Terre d'asile, la Ligue des droits de l'homme, le Secours catholique, Save the Children, Médecins sans frontières, l'Unicef, Médecins du monde, Care International et d'autres encore", indique l'appel reproduit par le JDD.

"Nous ne pouvons pas rester claquemurés dans l'indifférence et le silence devant la tragédie de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants qui meurent faute d'être accueillis, victimes de la barbarie et de la guerre dans leurs propres pays et du repli sur soi dans les nôtres. N'avons nous donc tiré aucune leçon de nos lâches soulagements du passé et de ces tragédies que nous préférons ne pas voir ?", précisent encore les signataires parmi lesquels on retrouve trois artistes lyonnais : Benjamin Biolay, Florence Foresti et Bérangère Krief.

Ap2RL / Agence de presse audio

09/09/2015

[Interview Geneviève Jacques]

Ouest France / La question des migrants passe aussi par Nantes

05/09/2015

[Marie Hénocq]

La question des migrants passe aussi par Nantes

Des citoyens favorables à l'accueil des migrants appellent à manifester, cet après-midi, pour demander une réaction politique d'envergure. C'est aussi le souhait de la Cimade, association d'aide aux étrangers.

Entretien



Marie Hénocq, responsable régionale de la Cimade, association d'aide aux migrants.

Qui sont les migrants à Nantes ?
Des personnes étrangères venues en France, avec souvent l'espoir de s'y installer. Ce mot recoupe tant de réalités... Il n'y a pas que les réfugiés venus de Syrie ! Les migrants fuient des conflits ou sont persécutés dans leur pays.

On peut aussi parler de ceux qui meurent de faim pour des raisons climatiques. Ou de ceux qui voudraient rejoindre leur famille ici... À Nantes, il y a aussi les Tunisiens venus de la région de Redeyef. Les Roms sont aussi des migrants.

Ce qui pousse à fuir, c'est la guerre avant tout ?

Une raison unique, c'est rare. Tous les Syriens ne cherchent pas, par exemple, à quitter leur pays. Il y a généralement des causes économiques ou familiales liées. Les étrangers qui arrivent en Europe sont souvent jeunes, bien portants et riches dans leur pays.

Des familles, des communautés placent des espoirs en eux, cotisent pour financer la migration. En espérant que le jeune réussira. Et pourra peut-être renvoyer un peu d'argent au pays.

D'où viennent-ils ?

On parle beaucoup des Syriens ou des Érythréens en ce moment. Les pics varient en fonction de l'état du monde. Les Syriens, actuellement, obtiennent pour la plupart le statut de réfugié. Et c'est bien !

Mais on fait quoi, par exemple, des cinq grosses maliens échoués coté de Nantes ? Et des Guinéens qui sont



L'été dernier, lors de l'évacuation d'un squat dans les anciens locaux des Restos du cœur, rue des Stocks

nombreux, ici, à demander l'asile sans l'obtenir ?

Tous les migrants cherchent à obtenir un titre de séjour ?

Ils sont très légalistes et ne vivent pas cachés. Aux permanences de l'association, nous voyons environ un tiers d'étrangers qui sollicitent le statut de réfugié. Mais ils ne sont pas les seuls légitimes à demander un titre de séjour. Les autres ? Ce sont les étrangers malades ou ceux qui espèrent une régularisation par le travail.

Et tous ces gens qui demandent le regroupement familial, cette valeur cardinale reconnue par le droit international ? On ne cesse d'inventer de nouveaux freins pour le mettre en échec. Pourtant, vouloir vivre près de son mari ou de ses enfants, c'est un

motif légitime évident.

Les demandeurs d'asile sont-ils dignement pris en charge ?

Ils doivent être hébergés pendant le temps de l'instruction de leur dossier. Pour cela, il y a des places dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada). Comme ils sont souvent pleins, les autres sont dirigés vers des foyers d'urgence ou des hôtels à bas prix. Ils bénéficient aussi d'une petite aide à la subsistance.

Que se passe-t-il en cas d'échec de leur demande ?

Ils doivent théoriquement quitter le territoire. Ce qu'ils ne font plutôt pas. Quand vous avez pris tous les risques pour venir, vous ne rentrez pas.

Que deviennent-ils alors ?

Ils peuvent essayer d'avoir des nuits à l'abri grâce au 115. Ou trouver refuge dans leur communauté ou, à

défaut, dans des squats. Il y en a plusieurs qui sont pleins à Nantes. Des gens pleins de bonne volonté proposent leur aide, une chambre... Avant de se rendre compte, deux mois plus tard, que c'est lourd à assumer...

Comment faire mieux ?

Aux élus d'avoir le courage de convaincre les opinions. Il ne s'agit ni d'une invasion ni d'une nouveauté. Il faut expliquer que cela ne s'arrêtera pas. En finir avec la politique de fermeté et l'édification de murs qui mènent aux images que l'on voit ces jours-ci.

Ou alors, il ne faut pas aller pleurer devant des corps sur les plages. On cherche des bouts de solutions humanitaires, sous le coup de l'émotion alors qu'il faut imaginer de nouvelles politiques migratoires, légales.

Recueilli par Thomas HENG.

De nouvelles places d'accueil ?

Un Cada, c'est un centre d'accueil et d'hébergement destiné aux demandeurs d'asile financé par l'État. Ils y trouvent refuge le temps de l'instruction de leur dossier de demande d'asile. En Loire-Atlantique, on comptait environ 500 places, disséminées dans tout le territoire. Un dispositif saturé, puisque plus de 500 demandeurs d'asile seraient en at-

tente de places, selon un document publié sur le site de la préfecture. Dans le cadre d'un programme national, cette dernière a lancé, en mai, un appel à candidatures pour créer de nouvelles places, mais on ignore combien. L'objectif du ministère de l'Intérieur est d'ouvrir, avant fin 2015, 5 000 nouvelles places en France.

Initiatives

Johanna Rolland, maire de Nantes, « partage l'appel en faveur de la constitution d'un réseau de villes solidaires pour l'accueil des réfugiés ». Elle annonce « de nouvelles initiatives concrètes dans les jours qui viennent » pour « avancer dans la durée et en clarté ».

Un rassemblement citoyen place Royale



Leur initiative d'un rassemblement en solidarité aux réfugiés engendre des centaines de réactions et promet une importante participation, ce samedi.

C'est avant tout une expression de « solidarité avec les réfugiés ». Ils sont une demi-douzaine à zapper le déjeuner vendredi midi. En une heure, autour d'une table de bistrot, ils ont réglé l'essentiel de l'organisation du rassemblement de ce samedi, place Royale. Un mouvement on ne peut plus spontané.

L'initiative en revient à Fred Vasse, « pour que Nantes montre ce qu'elle a de plus beau ». Jeudi soir, constatant l'absence d'initiative, « alors que partout ça bougeait », il avait créé une page Facebook (Nantes appel à rassemblement Welcome Refugees), il était 22 h 30. Au matin, 500 personnes annonçaient leur présence...

Le mouvement est donc spontané « et c'est tant mieux », confient ceux qui s'avèrent davantage initiateurs qu'organisateur. Tous comptent leur lot d'implications personnelles dans la solidarité. Ils réfutent cepen-

dant l'idée de créer un collectif et aucun ne se met en avant.

C'est aussi l'occasion de « rencontrer ceux qui œuvrent depuis longtemps, de façon active, pour la solidarité ». Des associations impliquées auprès des réfugiés qui conviendra de « soulever pour prolonger par des engagements concrets une réaction d'émotion collective ».

Pour découvrir leurs actions, des tables seront à leur disposition. Les organisateurs réclament un rassemblement « pacifique et citoyen », sans la moindre banderole partisane. « L'Europe est la destination la plus mortelle. Il y a déjà 25 000 morts. On veut simplement dire qu'on n'est pas d'accord. »

Jean-François MARIVAL.

Ce samedi, de 17 h à 18 h, place Royale, à Nantes.

DU 29 AOÛT AU 27 SEPTEMBRE 2015

Ton style, ta rentrée !

117 MEZZANINE 140 x 200 DIMOX

1899€

1690€

90€ de éco-participation

GAUTIER

FABRICANT FRANÇAIS

Ouest France / Aider les migrants autrement qu'en les hébergeant

10/09/2015

[Marie Hénocq]

Aider les migrants autrement qu'en les hébergeant

L'émotion collective, la prise de conscience du moment face à la douloureuse situation des migrants, vient toucher les associations spécialisées qui œuvrent depuis longtemps déjà dans ce domaine.

Au Gasprom, où l'on s'échine depuis plusieurs décennies, le téléphone sonne davantage ces derniers jours. « On nous propose des vêtements, beaucoup », souligne une jeune militante. Problème : il s'agit souvent de vêtements d'enfants ou de femmes. Alors que les migrants qui arrivent à l'association sont plutôt des hommes, grands adolescents ou adultes...

« Des gens proposent aussi de l'hébergement, observe la militante. Mais on explique qu'il ne faut pas faire cela sous le coup de l'émotion, dans l'urgence. Cela se réfléchit, se construit. Dans la durée. Il faut un accompagnement pour que cela ne vire pas à l'échec. » Les bonnes volontés restent les bienvenues pour garnir les rangs des militants : « Il y a du travail d'alphabétisation à faire, des cours à donner. Ça, c'est très

utile. On peut aussi rejoindre le mouvement pour peser davantage et tenter de faire bouger les lignes politiques. »

Du côté de la Cimade, aussi, on mesure l'ampleur de l'élan citoyen. « En quelques jours, on a reçu quatre-vingts propositions de bénévolat, observe Marie Hénocq, la responsable régionale. Rien que mardi, on en a eu seize ! C'est dingue ! »

Qui sont-ils ? « Des gens qui veulent se rendre utiles. C'est bien. Très bien, même. Après, à nous d'expliquer qu'au-delà de l'émotion, la réalité est un peu plus compliquée que ce qu'on entend. Il y a ceux qu'on voit traverser la Méditerranée actuellement. Mais tous ceux qui sont déjà là ? Et dont on s'occupe depuis longtemps ? Nous devons sensibiliser, décrypter. Nous allons étudier chacune des propositions. Voir ceux qui veulent s'engager dans la durée. »

En tant que réseau d'associations d'éducation populaire, Peuple et culture est bien sûr « concernée

AlloNantes

AlloNantes (02 40 41 90 00, prix d'un appel local), c'est la plate-forme d'orientation de la ville de Nantes. Des téléconseillers se tiennent au service des habitants pour les renseigner sur des sujets de vie quotidienne. Depuis quelques jours, ils reçoivent des appels de Nantais qui souhaitent donner des vêtements, proposer des cours de français, etc. « On ne peut pas parler d'afflux d'appels. Cependant, il s'agit d'appels de nouvelle nature. Nous centralisons les initiatives et prenons les coordonnées de ces personnes. Qui seront rappelées ensuite en fonction des besoins des associations », explique la ville de Nantes.



La Cimade a reçu quatre-vingts propositions de bénévolat. Mais l'association rappelle qu'au-delà de l'urgence actuelle, il y a aussi tous les migrants qui sont déjà là.

par la question des migrants, l'accueil, l'insertion... Et nous réfléchissons à la manière dont nous pouvons intervenir, explique un responsable. Mais, notre travail, à partir de Nantes et de Malakoff, s'organise avant tout autour des ateliers d'écriture pour les adultes, de jeux à fabriquer avec les enfants... Du faire ensemble. C'est une démarche qui ne répond pas à une situation d'urgence comme celle que nous connaissons aujourd'hui, mais ce moyen terme est également essentiel. Passée la question de l'accueil, il nous faut réfléchir aux lendemains immédiats. Nous sommes plus de ce côté-là. »

Au Secours populaire de Loire-Atlantique, pas d'afflux de volontaires. Pourtant, l'association participe à l'aide alimentaire aux migrants. La secrétaire générale, Danièle Alexandre, s'interroge d'ailleurs sur les besoins à venir à Nantes et Saint-Nazaire, qui se sont déclarées

ville d'accueil : « Qui va les nourrir ? » Alors, « oui, on aura sûrement besoin de bénévoles pour les vêtements, la collecte de mobilier et d'équipement de maison, les distributions alimentaires ». On peut appeler le 02 40 74 23 23 pour proposer son aide.

La Pastorale des migrants du diocèse sollicite l'aide des personnes qui disposent de chambres vides pour les proposer aux demandeurs d'asile isolés. La durée du séjour est limitée à quatre à six semaines. L'hôte choisit. Ensuite le réfugié intègre un autre logement. Un tuteur bénévole est également présent. Il suit le demandeur d'asile et le rencontre une fois par semaine. Une réunion d'information et d'échanges aura lieu le mardi 22 septembre, de 20 h 30 à 22 h 30, à la Maison des Œuvres, salle Saint-Jacques, 43, rue Gaston-Turpin (contact : tél. 02 40 74 64 17).

Ouest France / « Nous avons besoin de bénévoles »

08/09/2015

[Pierre Margerie]

« Nous avons besoin de bénévoles »

Pierre Margerie, président de la région Normandie de la Cimade, appelle à la solidarité pour toutes les personnes à la rue.



Pierre Margerie

Trois questions à...

Pierre Margerie,

président de la Cimade en Normandie et de l'Association des réfugiés du Calvados (Arcal) appelle à la solidarité.

Quelle est la situation à Caen ?

Avec l'ensemble des associations, nous parvenons tant bien que mal à donner à manger aux gens. Mais du côté de l'hébergement, nous avons du mal. Tous les soirs, des personnes doivent dormir dans la rue. Je réclame que le droit opposable au logement s'applique pour les étrangers comme pour les Français. À Caen, je ne pense pas que l'on puisse dire qu'il y a un afflux de migrants depuis six mois. Ça se joue plus sur une ou plusieurs années.

Y a-t-il un élan de solidarité à Caen ?

Lors de l'événement « Place aux assos », samedi, sept personnes sont venues s'inscrire comme bénévoles. Ils donneront des cours de français, feront des traductions, réaliseront du travail administratif ou apporteront

une assistance juridique. Une personne est venue pour héberger un réfugié. J'espère que l'élan national permettra de faire la lumière sur les guerres et les problèmes économiques qui sont les causes des flux migratoires.

Quelles sont les solutions face à la crise du logement ?

Les vraies solutions de logement sont à trouver du côté des services de l'État. Grâce, par exemple, à des terrains communaux, comme la caserne Koenig, à côté de l'aéroport Carpiquet. Les citoyens peuvent interpeller les élus nationaux, ou locaux, ou s'engager dans les associations locales venant en aide aux immigrés ou aux migrants. Nous avons besoin de bénévoles, de gens qui ont du temps ou de l'argent.

Propos recueillis par
Thibault LE-BERRE

Association des réfugiés du Calvados : tél. 02 31 70 20 94, e-mail : arcalbn@yahoo.fr

